

ECA/MRAG/93/28

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Groupe Multidisciplinaire des Conseillers Régionaux

**RAPPORT SUR L'EVALUATION ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES
D'ELABORATION DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT
A MOYEN ET LONG TERMES ET DES CAPACITES STATISTIQUES
CONAKRY, (GUINEE) 30 MAI-11 JUIN 1993**

PAR

M. LABIDI

W.A. NDONGKO

K.C. WANG

CONSEILLERS REGIONAUX PRINCIPAUX

ECA-MRAG

Addis Abeba

Juillet 1993

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION ET TERMES DE RÉFÉRENCE	1
RÉSUMÉ ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	3
 I. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE ET LES PERSPECTIVES DANS LE CADRE DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT EN COURS . .	16
1.1 L'évolution de la situation économique et sociale . . .	16
1.2 Les perspectives de développement dans le contexte actuel	18
 II. LES CAPACITES ACTUELLES DE PLANIFICATION ET DE GESTION DE L'ECONOMIE NATIONALE	22
2.1. Les Réformes économiques et l'organisation actuelle de l'économie	22
- Libéralisation des échanges et de la commercialisation	
- La réforme des prix	
- La privatisation du système bancaire	
- Dévaluation et fixation du taux de change	
- Gestion de la dette	
- Régionalisation et Décentralisation	
- Gestion et diminution des effectifs de la fonction publique	
- L'intégration économique sous-régionale et régionale	
2.2. Les instruments disponibles	35
- Les Lois de Finances	
- Le Programme d'Investissements Publics	
- Politiques et Schémas sectoriels à moyen et long termes	

-	Schéma National et Plans Régionaux d'Aménagement du Territoire	
-	Modèles macro-économiques	
2.3.	L'organisation de l'administration économique	43
-	L'organisation actuelle de l'administration économique	
-	Les capacités de quelques structures	
2.4.	L'apport du Système des Nations-Unies	49
III.	LA SITUATION DE LA STATISTIQUE, LES BESOINS EN STATISTIQUES DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE ET LA MISE EN PLACE DE BASES DE DONNEES . . .	54
3.1.	Les besoins en données statistiques de base	54
3.2.	Evaluation des systèmes statistiques en place	56
3.3.	Principales lacunes des séries statistiques existantes	70
3.4.	Recommandations pour combler les lacunes et renforcer la formation statistique	72
3.5.	Proposition d'une liste minimum de données de base . . .	79
3.6.	La mise en place de bases de données	81
IV.	RECOMMANDATIONS POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE CONCEPTION ET DE MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT A MOYEN ET LONG TERMES	85
4.1.	Orientations à moyen et long termes	85
-	Les problèmes de développement à moyen et long termes ont été négligés	
-	Le besoin de stratégies de développement à moyen et long termes	

iii

- Vers une stratégie de développement à moyen et long termes
 - Les objectifs fondamentaux des stratégies de développement à moyen et long termes
- 4.2. Meilleure information statistique (cf 3) 94
- 4.3. Améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'économie 94
- Mettre les réformes économiques au seul service du développement
 - Mieux maîtriser la commercialisation et les prix
 - Un système bancaire mieux adapté aux besoins du développement
 - Améliorer la préparation et le financement des investissements publics
 - Evaluer le niveau à moyen et long terme du taux de change
 - Consolider la gestion de la dette
 - Utiliser pleinement et rationnellement la fonction publique
 - Accorder toute sa place à la régionalisation et la décentralisation
 - Développer les relations avec les pays voisins et les autres pays africains
- 4.4. Améliorer la préparation et la mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes 106
- Mettre en place un processus de concertation et de décision sur les stratégies et politiques à moyen et long termes
 - Elaborer des documents techniques sur les orientations globales à long et moyen termes
 - Améliorer les politiques sectorielles et faire fonctionner les Comités Stratégiques Sectoriels

-	Mettre en oeuvre une politique d'Aménagement du territoire et faire fonctionner les Comités d'Aménagement du territoire et de développement régional	
-	S'appuyer sur la documentation nécessaire et les instruments utiles d'aide à la décision	
4.5.	Améliorer la préparation et la mise en oeuvre des politiques à court terme	115
-	Cohérence entre long, moyen et court termes	
-	Améliorer le suivi de la conjoncture	
-	Améliorer les prévisions à court terme et la préparation des budgets économiques	
-	Améliorer l'élaboration du Programme d'Investissements Publics (PIP)	
4.6.	Renforcer les structures directement concernées	118
4.7.	L'apport des Nations Unies au renforcement des capacités	120
ANNEXES		125
I.	Bibliographie	125
II.	Liste des personnes rencontrées	130
III.	Tableaux et séries statistiques; carte.	134

INTRODUCTION ET TERMES DE REFERENCES

A la demande du Gouvernement de la République de Guinée, la mission de consultation à Conakry a été effectuée du 30 Mai au 11 Juin 1993 par une équipe de la Commission Economique pour l'Afrique/MRAG, comprenant trois Conseillers Régionaux Principaux, Messieurs M. Labidi (Ajustement Structurel et Transformation, Commerce, Financement du Développement et Dette), W.A. Ndongko (Politiques et Instruments pour l'Ajustement Structurel et la Transformation en Afrique) et K.C. Wang (Statistiques et Comptabilité Nationale). L'objet de la mission était de conseiller le Ministère du Plan et des Finances, ce comme indiqué dans la lettre No. 00208.MPF/CAB/DNPE/92 du 3 février 1993 du Ministre du Plan et des Finances au Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA).

Spécifiquement, il était demandé à la mission CEA/MRAG :

- (i) d'évaluer les structures existantes de la planification du développement dans le contexte des programmes d'ajustement structurel en cours, en vue de recommander des stratégies de développement à moyen et long termes;
- (ii) d'évaluer le système statistique en place et de recommander les statistiques de base appropriées pour la planification et les politiques à moyen et long termes.

Suite à la lettre du Secrétaire Exécutif de la CEA du 23 Avril 1993, et en liaison avec la nécessité de fournir à la mission la documentation et l'information statistique pertinentes ainsi que l'appui des cadres concernés, le Ministère du Plan et des Finances a pris les dispositions nécessaires, a rassemblé les informations, études, documents et dossiers de politique économique utiles et a établi un programme de travail complet avant l'arrivée de la mission à Conakry.

Les contacts de l'équipe du MRAG ont été pris avec les responsables et cadres du Ministère du Plan et des Finances ainsi que des autres Ministères. Au Ministère du Plan et des Finances, des réunions et des discussions substantives ont eu lieu avec le Secrétaire Général et les Directeurs Nationaux de la Planification et de l'Economie, de la Statistique et de l'Informatisation, du Budget ainsi qu'avec des responsables de la Banque Centrale.

Des réunions et discussions ont eu lieu aussi avec de hauts responsables des ministères de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises; de l'Agriculture et des Ressources Animales; des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement; du Commerce, des Transports et du Tourisme; de l'Aménagement du Territoire; de la Réforme Administrative, de la Fonction Publique et du Travail; de l'Intérieur et de la Sécurité. Enfin, la mission a eu aussi des discussions avec le Représentant Résident du PNUD, le Représentant Résident du Fonds Monétaire International, le Représentant Résident p.i. de la Banque Mondiale et le Conseiller Economique de la Commission Economique Européenne.

Ces réunions et discussions variées ont permis à l'équipe d'avoir une image complète de la situation économique et sociale du pays, de l'élaboration et de la mise en oeuvre des différents programmes économiques et financiers ainsi que des perspectives de la mise en place de stratégies pour le développement à moyen et long termes en Guinée, étant données les contraintes au niveau des institutions, des infrastructures et des ressources.

RESUME ET RECOMMANDATIONS

1. La mission a été organisée suite à la demande du Gouvernement Guinéen qui, dans une lettre du 3 février 1993, s'était adressé au Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique; le Ministre du Plan et des Finances y indiquait: " mon Département souhaiterait... bénéficier de votre assistance dans les domaines suivants: 1) l'évaluation de nos structures actuelles de planification pour la relance de notre économie à moyen et long termes et ce, en articulation avec les programmes d'ajustement et de stabilisation en cours dans notre pays et 2) la constitution d'une base de données pour la planification". Cette mission s'est rendue en Guinée du 30 Mai au 11 Juin 1993. Elle était composée de MM. M.LABIDI (Conseiller Régional Principal en Ajustement Structurel et transformation, Commerce, Financement du Développement et Dette), W.A. NDONGKO (Conseiller Régional Principal en macro-économie), K.C.WANG (Conseiller Régional Principal en comptabilité nationale).

2. Au cours de son travail, la mission a bénéficié du plein appui du Gouvernement. Afin de permettre le déroulement le plus efficace possible de la mission, le Ministère du Plan et des Finances a pris les dispositions utiles pour qu'elle prenne les contacts nécessaires et puisse ainsi obtenir des documents et données pertinents. La mission a aussi bénéficié du soutien du Bureau local du PNUD.

La liste des personnes rencontrées et celle des documents obtenus et/ou consultés sont données en annexes.

3. Après une analyse de la situation économique et sociale actuelle de la Guinée, et afin de faire les recommandations les plus pertinentes pour l'existence de structures et processus permettant l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques de développement adéquates à moyen et long termes, la mission a

examiné les capacités en place à cet effet ainsi que les stratégies qui permettraient le réel développement de la Guinée.

La situation économique et sociale

4. La situation économique et sociale de la Guinée est préoccupante et, en 1993, ce pays de 6 millions d'habitants a été classé dernier dans le rapport du PNUD sur le Développement Humain, en référence à son indice du développement humain (IDH). Il est vrai que cette situation n'est pas propre à la Guinée et que les potentialités de ce pays viennent tempérer la sévérité de ces constatations. La dynamique espérée en 1984, après les mesures de libéralisation accélérée de l'économie, semble s'être essoufflée. Le prix de la bauxite a baissé, l'agriculture n'a pas véritablement progressé et le chômage est une menace de plus en plus grave à la stabilité sociale. Les déficits de la balance des paiements et du budget de l'Etat demeurent sans perspective rapprochée de redressement.

5. Ainsi donc apparaissent les limites des politiques d'ajustement structurel mises en oeuvre. Aussi, de plus en plus nombreux sont les responsables guinéens qui estiment que les impératifs du développement à moyen et long termes devraient retenir davantage l'attention et les efforts.

6. La mission a évalué les capacités actuelles de planification et de gestion de l'économie nationale en Guinée à partir d'une étude du contenu et des conséquences des réformes économiques, des possibilités offertes par les instruments d'aide à la décision disponibles, d'une analyse de l'organisation de l'administration économique et de l'examen de l'apport du Système des Nations-Unies. Il apparaît qu'aujourd'hui, des capacités de gestion et de planification sont théoriquement disponibles mais elles sont insuffisantes. Au cours des dernières années, des efforts conséquents ont été menés pour renforcer des services et organismes

économiques, en priorité ceux liés à la politique d'ajustement structurel. Mais la prédominance totale de l'ajustement structurel a eu des conséquences négatives sur les moyens et le rôle des activités d'étude et de prise en charge des problèmes des moyen et long termes. Est très significative l'absence de document de portée nationale proposant des stratégies et politiques de développement à moyen et long termes.

Les réformes économiques mises en oeuvre

6. Depuis 1984, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont influencé de façon déterminante les réformes et l'ensemble des choix économiques de la Guinée. Des réformes économiques radicales ont libéralisé l'économie guinéenne et ont en particulier concerné: la commercialisation et les prix, le système bancaire, la politique des changes, le secteur public, la fonction publique. Il a été mis en oeuvre la privatisation de l'essentiel du secteur public, la libéralisation des échanges et des prix, la privatisation du secteur bancaire, la dévaluation importante du taux de change et sa fixation par référence à un marché des devises, la diminution de 1/3 des effectifs de la fonction publique.

Les instruments de politique économique disponibles

7. Au cours des dernières années, un certain nombre d'instruments de politique économique ont été améliorés ou mis au point, en particulier: les Lois de Finances, les Programmes d'Investissements Publics (PIP), des Politiques et Schémas sectoriels, les Schémas et plans régionaux d'aménagement du territoire et de développement régional, des modèles macro-économiques.

8. Les lois de Finances annuelles, suite à la promulgation en Décembre 1991 de la Loi organique relative aux Lois de Finances, sont maintenant un instrument bien au point. La Loi de finances

annuelle est bien le document économique annuel principal de la République de Guinée. Le Programme d'Investissements Publics (PIP), en Guinée comme dans beaucoup de pays africains, est un programme triennal glissant d'investissements publics; la première année de ce programme constitue le budget d'investissements de la Loi annuelle de Finances. La préparation du Programme d'Investissements Publics pose plusieurs problèmes: conformité des projets avec les orientations à court, moyen et long termes de développement; évaluation et sélection correctes des projets; suivi de l'exécution des projets; coordination au sein du Ministère du Plan et des Finances (MPF) entre les Directions Nationales de la Planification et de l'Economie, des Investissements Publics ainsi que du Budget.

9. Un certain nombre de bilans, de schémas et de politiques sectoriels à moyen et long termes ont été élaborés au cours des dernières années. La cohérence de l'ensemble de ces documents, dont l'apport positif à la planification est incontestable, n'est pas assurée.

10. L'importance accordée par les autorités à l'Aménagement du Territoire a été soulignée par la création en 1991 du Ministère de l'Aménagement du Territoire. Mais il y a nécessité de mise à jour du Schéma national d'aménagement du territoire et de meilleure impulsion et coordination de l'action en matière de décentralisation, d'aménagement du territoire et de développement régional.

11. Le modèle macro-économique utilisé est le modèle MPEGUI, mis en oeuvre pour les prévisions à moyen et court termes. Des efforts sont actuellement menés pour la mise au point d'un véritable modèle de court terme.

L'organisation de l'administration économique et ses capacités

12. L'évaluation de l'organisation de l'administration économique s'est basée sur l'examen: des principales structures étatiques et publiques, des responsabilités économiques et sociales des ministères et de leurs structures internes ainsi que des capacités de quelques structures. Depuis le 6 février 1992, le Gouvernement compte 16 ministères. Sur le plan du fonctionnement du processus décisionnel économique, il est à signaler le rôle important joué par le CCEF (Comité de Coordination Economique et Financière). Le CCEF est assisté par une Cellule Technique d'Appui (CTA) qui est dirigée par un coordonnateur et dont le secrétariat est assuré par le Directeur National du Plan et de l'Economie. Les différents ministères ont souvent, sur le plan des textes, d'importantes attributions économiques et sociales. Le Ministère du Plan et des Finances (MPF) a, en principe, un rôle central et déterminant dans la définition et la mise en oeuvre de la politique gouvernementale.

13. Il est à noter que beaucoup de ministères ont des structures en charge du développement: soit une direction de la planification soit une direction responsabilisée dans les problèmes de développement soit un bureau de stratégie et de développement. L'ensemble de ces structures constitue avec la Direction Nationale du Plan et de l'Economie un réseau qui pourrait être précieux pour élaborer et suivre les politiques économiques, en particulier celles ayant trait au moyen et long termes. Malheureusement, ces structures ne jouent pas pour le moment tout le rôle attendu d'eux.

La situation de la statistique et les besoins en statistiques

14. La mission a examiné les besoins du pays en données statistiques pour l'analyse socio-économique et les politiques et stratégies à moyen et long termes, prenant en compte les programmes d'ajustement structurels en cours. Elle a évalué les systèmes statistiques en place et la disponibilité des séries de données statistiques dans les domaines économiques et sociaux. Il apparaît que la situation de la statistique s'est améliorée au cours des

dernières années mais que beaucoup reste à faire pour consolider les résultats obtenus et pour satisfaire régulièrement les besoins en information de la planification et de la gestion de l'économie nationale.

15. La mission a indiqué les domaines de faiblesses et les lacunes apparentes dans les séries statistiques et a recommandé les mesures appropriées pour renforcer les capacités institutionnelles et combler les lacunes; elle a fait des recommandations pour le renforcement de la coordination statistique à travers la mise en place d'un comité national et pour la meilleure satisfaction des besoins en formation statistique spécialisée des cadres du service statistique national.

La mission a suggéré une liste minimum de données statistiques de base pour la planification socio-économique, pour que la Direction Nationale de la Planification et de l'Economie et la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique puissent démarrer la mise en place de bases de données. En effet, la mise en place de bases de données est un besoin légitime manifesté par plusieurs services économiques.

Le renforcement de la formation statistique et l'équipement informatique proposés (8 micros pour la DNSI) coûteraient quelque 100.000 dollars. Il est reconnu que ces fonds pourront être difficilement mobilisés par le programme régulier du PNUD; toutefois, le Gouvernement pourrait les soumettre comme partie d'un projet à inclure dans le MDP (Management Development Programme) mis en place par le PNUD.

Améliorer l'organisation de l'économie

16. Outre les recommandations pour une meilleure information statistique, la mission a fait des recommandations portant sur la nécessité de définir des orientations à moyen et long termes, sur

les voies d'amélioration de l'organisation de l'économie, de la préparation des politiques à court, moyen et long termes ainsi que du renforcement des structures directement concernées.

17. Il s'agit aujourd'hui de veiller à ce que les réformes économiques prennent en charge les besoins du développement à moyen et long termes. Il faudrait en particulier que:

- Dans le domaine du commerce et des prix, soit assurée une meilleure maîtrise de la commercialisation et des prix. Il faut agir pour un environnement plus favorable, une information commerciale plus disponible, une réglementation commerciale mieux connue et une fixation des prix tenant mieux compte des intérêts du pays. Il se pose en particulier le problème de la fixation du prix du riz et de la bauxite;
- Dans le secteur bancaire, les banques soient mieux adaptées aux besoins du développement, le financement des investissements et de l'agriculture devant être beaucoup mieux assuré qu'aujourd'hui;
- Dans la préparation et le financement des investissements publics, soient comblées les lacunes sérieuses persistant dans leur insertion dans des programmes nationaux à moyen et long termes ainsi que dans la préparation, l'évaluation et le suivi des projets. Il faut accroître la participation de la Direction Nationale du Plan et de l'Economie dans la préparation de projets qui pourtant devraient concrétiser les stratégies sectorielles à moyen et long termes qu'elle est chargée d'impulser;
- Dans le domaine monétaire, le taux de change ait davantage de stabilité afin de ne pas nourrir l'inflation et soit évalué son niveau à moyen et long termes;

- Dans le domaine des finances extérieures, soit consolidée la gestion de la dette;
- Dans le domaine de la fonction publique, soient tirées les leçons de l'expérience et que l'on se concentre sur la meilleure formation et utilisation des personnels en place;
- Dans le domaine de la décentralisation et du développement régional, davantage d'attention soit accordée à la responsabilité accrue et au renforcement des régions, préfectures et collectivités locales. Il faut réellement préparer et mettre en oeuvre des programmes à moyen et long termes de développement local pour les communes urbaines, les communautés rurales et les départements;
- Dans le domaine de l'intégration régionale et sous-régionale, soit renforcées les relations avec les pays voisins et les autres pays africains. Dès maintenant, des tâches apparaissent: promotion et organisation du commerce frontalier, coordination des politiques de change, coordination des schémas d'aménagement du territoire des pays de la sous-région ou réflexion sur un schéma d'aménagement de l'ensemble de la sous-région, mise en valeur coordonnée des régions frontalières. La création d'un Ministère ou d'un Secrétariat d'Etat chargé de l'Intégration Régionale est à envisager.

Améliorer la préparation et la mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes

18. L'amélioration de la préparation et de la mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes est un impératif. Il est proposé: une organisation et un fonctionnement véritables du

processus de concertation et de décision sur les politiques et stratégies à moyen et long termes; une continuité de ce processus pour mettre en pratique une approche stratégique véritable de prise en compte de l'interaction entre les décisions et la réalité; l'élaboration des documents techniques, présentant la problématique et les choix possibles à long et moyen termes, ces documents étant indispensables au déroulement du processus de décision; l'amélioration des outils disponibles; la coordination et l'amélioration des politiques sectorielles et régionales; la meilleure définition des liens entre politiques à long, moyen et court termes.

19. La bonne marche du processus de concertation et de décision sur les politiques et stratégies à moyen et long termes suppose:

- des instances nationales sectorielles et régionales de concertation ainsi que leurs comités techniques d'appui; il est proposé la création d'un Comité National de Concertation Stratégique (CNCS) et de Comités Stratégiques Sectoriels (CSS);
- l'exercice réel par les services gouvernementaux de leurs attributions.

Un calendrier précis doit être retenu pour l'élaboration des documents techniques sur les orientations globales à long et moyen termes. En effet, sans documents techniques pertinents et disponibles à temps, le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes ne peut fonctionner correctement. Il est proposé que des documents préliminaires soient conçus avant fin 1993-début 1994, que des documents intermédiaires soient disponibles à la mi-1994 et que les premiers documents finalisés soient prêts à partir de 1995.

Améliorer les documents de politique sectorielle et d'aménagement du territoire et les autres instruments disponibles

20. Des documents de politique sectorielle existent déjà, mais ils sont de qualité inégale et tous les secteurs ne sont pas couverts. Il s'agit de les améliorer, de couvrir tous les secteurs, d'assurer leur cohérence et surtout d'adopter une optique de gestion stratégique dans leur élaboration et mise en oeuvre, cette optique ayant déjà été utilisée pour l'industrie. Les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation et de la santé doivent faire l'objet d'efforts particuliers.

21. Les travaux sur les schémas national et régionaux d'aménagement du territoire étant d'un apport précieux dans l'impulsion des travaux du long terme, il s'agira de mettre à jour avant fin 1994-début 1995 le schéma national d'aménagement du territoire et les plans régionaux d'aménagement du territoire. Une attention particulière est à apporter aux zones frontalières, en particulier celles avec le Libéria et la Sierra-Leone. Dans un deuxième temps, en 1994 et 1995, il faudra les détailler et examiner leur cohérence avec les orientations macro-économiques et les politiques sectorielles à moyen et long termes.

22. Les travaux de réflexion sur le moyen et long termes devant bénéficier de supports, scientifiques, analytiques et techniques, il faut développer la documentation nécessaire et les instruments utiles d'aide à la décision. Il faut en particulier élargir l'utilisation d'instruments d'aide à la décision (quelquefois disponibles sous forme de progiciels adaptables) tels que: modèle de prévision démographique; modèle de prévision macro-économique à moyen terme; tableau d'entrées-sorties; modèle des flux scolaires; banque des projets publics; modèle sur la dette extérieure et intérieure.

Mieux préparer les politiques économiques à court terme

23. Dans le cadre de l'amélioration de la préparation des politiques économiques à court terme, dont la pertinence est indispensable pour la bonne mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes, il s'agit d'améliorer: le suivi de la conjoncture, les prévisions à court terme, la préparation des budgets économiques, l'élaboration du Programme d'Investissements Publics (PIP).

24. La préparation annuelle du budget de l'Etat devrait être davantage normalisée dans son processus, les prévisions de la DNPE devant être davantage utilisées pour asseoir les prévisions de recettes et de dépenses de l'Etat. Aussi, une procédure de préparation des budgets économiques devrait être mise en place.

L'assistance technique et le renforcement des structures

25. De façon générale, il faut assurer le renforcement qualitatif et quantitatif des entités de l'administration économique pour les mettre en mesure d'accomplir leurs tâches, principalement celles dont l'importance est soulignée tout au long de ce rapport. Etant donné la complexité des tâches, le renforcement des capacités viendra aussi de l'accroissement de la qualification des cadres en charge de ces tâches et de l'appel aux compétences d'experts nationaux et étrangers hautement qualifiés. Le renforcement des moyens matériels signifie que soient donnés aux services concernés la documentation nécessaire et les moyens de la conserver, les équipements et logiciels informatiques utiles à leur travail, les locaux adéquats.

26. Sans assistance technique, la poursuite de certaines activités actuellement menées s'avérera impossible et la réalisation de tâches nouvelles indispensables serait impossible. Les organes de coopération, en particulier la CEA, le PNUD, le UNDES, la Banque

Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Coopération Française et la Communauté Economique Européenne doivent donc poursuivre leur apport à la DNPE et aux services chargés de la planification et de la gestion de l'économie nationale.

27. Dans cette optique, il est urgent que le PNUD, puisque cela serait en conformité avec le 5e programme du pays, débloque les crédits prévus pour un nouveau projet ayant des activités à situer surtout à la DNPE et ayant les principaux objectifs suivants : mise au point et coordination des stratégies et politiques sectorielles à moyen et long termes; mise à jour du Schéma national et des plans régionaux d'aménagement du territoire et de développement; amélioration des instruments d'aide à la décision; amélioration de l'information statistique; formation.

Ces crédits permettront d'éviter le blocage et même l'abandon de travaux vitaux pour l'élaboration des politiques à moyen et long termes. Ils seront consacrés essentiellement à des consultants internationaux de haut niveau pour des missions de courte durée; à l'expertise nationale, essentiellement sous forme de consultants nationaux pour des missions de courte durée; à l'équipement indispensable; à la formation. Puisque les crédits du PNUD disponibles sont limités, il est nécessaire d'être strict dans le choix des activités du nouveau projet.

28. Pour sa part, afin de contribuer à la mise en oeuvre des recommandations du présent rapport, la CEA pourrait effectuer des missions spécifiques dans des domaines tels que la mise au point des stratégies de développement et la mobilisation des ressources financières, l'agriculture, l'énergie, le développement social, le développement statistique.

29. La mise en oeuvre de l'ensemble de ces recommandations doit permettre l'élaboration, selon un planning à déterminer, d'une part d'un programme de relance, et d'autre part d'orientations

stratégiques à moyen et long termes pour le développement économique et social de la Guinée.

I. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE ET LES PERSPECTIVES DANS LE CADRE DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT EN COURS

1.1 L'Evolution de la Situation économique et sociale

Bien qu'en 1958 la Guinée soit devenue la première nation à obtenir l'indépendance en Afrique de l'Ouest alors sous domination française, les politiques économiques que le pays a poursuivies jusqu'en 1984 et leur contexte ont laissé le pays dans un très mauvais état, marqué par une pauvreté grandissante et un manque d'infrastructures socio-économiques de base. De plus, un secteur public pléthorique absorbait la plus grande partie des ressources publiques et bloquait le développement de l'initiative privée.

D'exportateur de produits agricoles, la Guinée s'est transformée vers la mi-1970 en exportateur de bauxite et importateur net de produits alimentaires. Progressivement, le secteur privé national était devenu en bonne partie souterrain; une économie parallèle s'était développée et le secteur agricole, précédemment dynamique, s'était tourné vers la production de subsistance en raison du manque d'initiatives et de la surévaluation de la monnaie nationale. L'urbanisation s'accélérait pendant que les activités productives et les revenus se déplaçaient de façon croissante des zones rurales vers les zones urbaines. La structure de l'économie nationale avait connu très peu de changements, en dépit des efforts significatifs d'industrialisation déployés au début des années 1960 avec la prise de contrôle par l'Etat des petites et moyennes entreprises appartenant aux étrangers.

Durant la période précédant les années 1970, le secteur agricole fournissait des activités et des emplois à plus de 80% de la population totale active du pays, le revenu monétaire des activités agricoles venant presque essentiellement des

exportations de cultures telles que les bananes, le café et les noix de palmier. En dépit de l'accent mis sur la conduite du développement par l'Etat, les objectifs souhaités de rapide industrialisation et modernisation de l'économie nationale ne s'étaient pas réalisés. Bien plus, durant la période 1958-1984, les infrastructures socio-économiques se sont détériorées et la croissance économique est restée en dessous du taux de croissance de la population, qui était approximativement de 2% par an.

Le secteur public dépendait des exportations de bauxite pour ses revenus et fonctionnait à travers un système élaboré de prix administrés liés à une monnaie surévaluée, pendant que le secteur informel, qui s'étendait graduellement, obtenait ses devises d'exportations clandestines et de transferts privés en provenance de l'étranger. Au début des années 1980, le secteur informel satisfaisait environ 80% de la consommation urbaine et quasiment toute la demande de marchandises en dehors de Conakry.

Entre 1958 et 1984, la position financière du Gouvernement s'était sévèrement détériorée en raison principalement des pauvres performances financières des entreprises publiques. Les recettes fiscales et les transferts des entreprises étatiques avaient décliné pendant que les marchés parallèles croissaient et dominaient le marché de la consommation, et que les subventions budgétaires aux entreprises d'Etat augmentaient.

Les déséquilibres extérieurs devenaient insoutenables, principalement comme résultats des investissements étatiques qui échouaient à générer des revenus adéquats permettant de faire face au service de la dette correspondant. En effet, les obligations croissantes du service de la dette et une fuite des capitaux privés se traduisant en un continuel accroissement des créances étrangères sur la Banque Centrale et en une massive accumulation d'arriérés de paiement.

Aujourd'hui, bien que la Guinée soit richement pourvue en ressources agricoles, minérales et hydrauliques, le revenu par habitant du pays est seulement d'environ \$440.00 (USD). En fait, environ 1/4 des enfants nés en Guinée meurent avant l'âge de 5 ans et l'espérance de vie à la naissance est d'environ 40 ans. De plus, seulement 34% des enfants ayant l'âge scolaire ont accès à l'éducation primaire et 76% de la population adulte est analphabète. Plus préoccupant est le fait que environ 50% de la population de Conakry vit en dessous du niveau de pauvreté et que la distribution des revenus est inégale avec 10% de la population ayant plus de 30% des dépenses. En 1991 and 1992, les rapports du PNUD sur le développement humain ont rangé la Guinée au dernier rang des 160 pays classés.

Dans l'ensemble, l'économie dépend largement du secteur minier comme principale source de devises. Les initiatives du Gouvernement pour induire des accroissements significatifs de la production agricole et des exportations de produits sont gênées par de constants problèmes qui tourmentent l'économie nationale, en particulier le manque d'infrastructures, l'insuffisance de moyens de financement des investissements aggravée par les charges du service de la dette.

1.2 Les perspectives de développement dans le contexte actuel

D'après la Banque Mondiale (Trends in Developing Countries Economies, 1992), dans le cadre des politiques actuelles d'ajustement structurel, au cas où la Guinée peut continuer à améliorer la gestion de ses finances publiques et l'environnement économique pour le développement du secteur privé, il pourra être réalisé un taux moyen de croissance globale réelle d'environ 4% à 5% par an jusqu'à 1995, ce qui signifierait un accroissement annuel de 2% du revenu par tête. La part de l'agriculture dans le PIB s'accroîtrait progressivement, amenant à davantage de substitution d'importations et d'expansion des exportations. En même temps, la

production industrielle s'accroîtrait de 4% par an, accompagnée par une croissance continue des petites entreprises, l'expansion de l'activité minière à l'extérieur du secteur de la bauxite, la réhabilitation de quelques entreprises industrielles viables et une croissance de l'activité de la construction. La part du secteur tertiaire dans le PIB resterait la même.

Toutefois, en dépit de ces prévisions, il doit être noté que l'économie de la Guinée est restée vulnérable aux tendances adverses des marchés internationaux de la bauxite et de l'alumine. Cela a ses implications sur le développement durable car ces secteurs comptent pour l'essentiel des recettes d'exportations et des revenus fiscaux du Gouvernement, alors que sont notées des tendances à la baisse structurelle de ces produits. Il ne fait pas de doute qu'un taux de croissance annuel de 4% à 5% sur la période 1992-1995 requiert de considérables flux de capitaux privés et publics pour construire les infrastructures économiques et sociales de la Guinée.

En particulier, les investissements dans les infrastructures de transport doivent être considérablement accrus pour créer les réseaux nécessaires de communication. De même, de considérables investissements en énergie, en eau et en télécommunications sont à faire pour satisfaire les besoins du secteur privé et de l'ensemble de l'économie. En définitive, dans le moyen et long termes, les besoins de financement extérieurs restent élevés et les actuels déficits du budget et de la balance des paiements ne peuvent que demeurer ou se réduire lentement.

Etant donné cette apparemment sombre situation économique et sociale, la question se pose quant aux perspectives de développement durable de l'économie Guinéenne dans le cadre des présents programmes d'ajustement structurel et de stabilisation mis en oeuvre par le Gouvernement. En effet, il est à constater que:

- (i) En dépit des efforts du Gouvernement pour des transformations socio-économiques structurelles de l'économie nationale, les efforts n'ont rencontré que peu de succès ou n'ont pas encore atteint leurs buts;
- (ii) Les exportations et les ressources publiques dépendent largement du secteur minier, et en particulier de la bauxite;
- (iii) Les infrastructures sont très insuffisantes dans les domaines du chemin de fer, des routes, de l'énergie, des télécommunications. Il y a manque de routes d'accès à des régions de production significative, de routes reliant d'importantes régions de production vers le principal port et absence d'institutions capables de mobiliser le potentiel d'exportations agricoles.
- (iv) La base fiscale est restée étroite, dépendante, précaire et instable;
- (v) La politique monétaire garde son importance dans le financement des dépenses de l'Etat et des investissements;
- (vi) La part de l'agriculture dans le PIB s'est réduite considérablement de 30.5% in 1986 à 20.0% in 1990.
- (vii) Le secteur privé national dont il était attendu qu'il prenne la place du secteur public comme l'acteur principal du développement national, trop petit et mal préparé, manque de capacités managériales appropriées et adéquates aussi bien que de ressources financières pour jouer correctement un important rôle.

Aussi, les programmes de développement vont-ils continuer à évoluer dans un environnement économique caractérisé par beaucoup de rigidités structurelles et de déséquilibres de l'économie nationale. La poursuite du double objectif d'une part de maintenir les équilibres macro-économiques internes et externes, d'autre part de restructurer les activités économiques et de les distribuer entre les secteurs privé et public, supposent beaucoup de moyens et de capacités ainsi que la mise en oeuvre d'un certain nombre de variables économiques pour que les instruments d'ajustement, particulièrement monétaires et fiscaux, répondent adéquatement et effectivement aussi bien aux besoins des programmes de développement que des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation.

II. LES CAPACITES ACTUELLES DE PLANIFICATION ET DE GESTION DE L'ECONOMIE NATIONALE

La mission a évalué les capacités actuelles de planification et de gestion de l'économie nationale en Guinée à partir d'une étude du contenu et des conséquences des réformes économiques, des possibilités offertes par les instruments d'aide à la décision disponibles, d'une analyse de l'organisation de l'administration économique ainsi que de l'examen de l'apport du Système des Nations-Unies. Il apparaît qu'aujourd'hui, des capacités de gestion et de planification sont théoriquement disponibles mais sont insuffisantes et trop souvent mal utilisées.

2.1. Les réformes économiques et l'organisation actuelle de l'économie

Depuis 1984, ont été menées de façon déterminée des politiques de libéralisation et de privatisation de l'économie. Récemment a été entamé un processus de libéralisation politique et de fonctionnement d'un système multipartite. Aujourd'hui le système institutionnel fonctionne sur la base essentiellement d'une loi fondamentale et de 17 lois organiques adoptées en 1991. Un code des activités économiques a été promulgué en mars 1993. De premiers efforts de décentralisation ont été menés et il y a eu mise en place de communes dans les centres urbains.

Ces réformes ont en particulier concerné la commercialisation et les prix, le système bancaire, la politique des changes, le secteur public, la fonction publique.

2.1.1. Libéralisation des échanges et de la commercialisation

Au cours de la première phase du Programme de Réformes Economiques et Financières (PREF) (1985-88), il y a eu suppression des monopoles d'Etat et de nombreuses entreprises publiques. Une

politique de libéralisation et d'insertion plus grande dans les échanges internationaux a été menée dans tous les domaines de la commercialisation.

Le secteur privé a été autorisé d'intervenir (et de dominer complètement ou non) tous les niveaux du commerce intérieur et extérieur. Le secteur privé peut ainsi construire des capacités de stockage. Des intérêts publics subsistent dans l'exportation du café et des fruits. Une Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture a été créée. Un Centre de formalités y a été mis en place pour que l'inscription des commerçants se fasse séance tenante.

11 jours après la dévaluation de Janvier 1986, les droits de douane qui étaient en général supérieurs à 100% ont été abaissés à un taux de base égal à 10%, un taux de 5% étant appliqué pour les produits essentiels et agricoles, le taux étant de 20 à 30 % pour les produits de luxe. Les licences d'importations ont été supprimées et remplacées par des descriptifs d'importation. Il a été libéralisé l'exploitation artisanale et la commercialisation de l'or et du diamant. Le bureau Véritas a été appelé pour le contrôle du commerce extérieur.

La Guinée a adhéré en 1988 à l'Accord portant création du Système Global des Préférences Commerciales entre pays en développement (SGPC), en 1989 au Système Généralisé de Préférences (SGP) et au Fonds Commun pour les Produits de Base dont le siège est à Amsterdam. Elle a aussi redynamisé ses activités dans l'Organisation Internationale du Café (OIC). La Guinée n'est pas encore membre du GATT et n'a pas de représentation à Genève.

La nouvelle réglementation n'étant pas encore complètement au point, certains estiment que le commerce fonctionne trop souvent dans certains domaines sur la base de la seule pratique. Le secteur informel n'est pas bien connu et maîtrisé; les statistiques

commerciales sont manquantes ou mauvaises. L'Etat est peu présent dans le suivi de l'activité commerciale et il semble qu'il y a insuffisance de coordination entre départements ministériels. Le rôle de la Direction nationale du Commerce (DNC) n'est pas clair, en particulier ses relations avec la Chambre de Commerce; cela est d'autant plus dommageable qu'elle doit s'adapter à ce nouveau contexte. La DNC n'a pas de moyens pour connaître le secteur privé ou pour lui prêter assistance; elle est peu informée, peu documentée et a peu de possibilités d'organiser la participation guinéenne à des foires.

La politique de libéralisation a permis un meilleur approvisionnement du marché mais le secteur commercial continue à subir des contraintes multiples: faiblesse de la production nationale et étroitesse du marché, monétarisation réduite de l'économie, insuffisances des infrastructures et barrières non tarifaires au commerce intérieur, manque d'organisation des opérateurs économiques.

2.1.2. La réforme des prix

La plupart des prix ont été dérégulés en 1986 (sauf le riz) et, comme nous venons de le voir, les droits de douane qui les grevaient ont été fortement réduits.

Le changement de politique des prix agricoles a été le plus marquant. Auparavant, le taux de change surévalué réduisait le prix intérieur des exportations agricoles tandis que les prix à la production agricole étaient bas. La dévaluation a certes augmenté la valeur intérieure des exportations mais les augmentations de prix à la production ont insuffisamment profité aux producteurs: il nous a été cité des cas où le paysan recevait 100 pour un produit immédiatement revendu 200 par un intermédiaire. Cela est dû en partie à l'absence de texte fixant les règles générales des prix et de la concurrence. Il est à noter que le problème de la fixation

du niveau du prix à la production du riz n'a pas encore été réglé, en liaison avec les difficultés d'augmentation de son prix de vente aux consommateurs; le riz local n'est pas assez protégé par un prix de vente trop bas fixé en référence au riz importé, ce qui entraînerait par ailleurs des exportations illégales de ce produit vers les pays voisins. Des propositions ont été faites dans le dernier mémorandum de la Banque mondiale, mais le Gouvernement n'a pu appliquer en 1993 des mesures qui s'en inspiraient en raison de fortes oppositions d'une partie de la population. Notons enfin qu'il n'existe pas de Caisse de stabilisation des prix agricoles, du riz en particulier. La Guinée ne bénéficie pas du Fonds Stabex de la CEE pour les produits agricoles.

L'inflation continue à ne pas être maîtrisée (16,6% en 1992).

Aucun changement n'a été enregistré dans la fixation du prix de la bauxite et de l'alumine, prix connaissant actuellement une forte baisse. De façon plus générale, les cours des matières premières exportées par la Guinée ont continué à baisser soit près de 3,7% en moyenne en 1992 pour l'aluminium, 4,8% pour l'or et 14,3 % pour le café. Le cadre général de l'activité d'extraction et de taxation de la bauxite a été, dans certains cas, fixé dans les années 1950. Les prix de la bauxite sont établis dans un cadre contractuel à moyen et long termes (5 à 7 ans) avec révision bi-annuelle et indexation de certaines portions du prix.

Il est à signaler que son coût de production influe peu sur des prix fixés par le marché international et les grandes compagnies qui le dominent. Il a été signalé que, sommairement, il faut 2 tonnes d'alumine pour produire 1 tonne d'aluminium, et 2 tonnes de bauxite pour obtenir une tonne d'alumine. La Guinée a accès au Crédit Sysmin de la CEE pour pallier la baisse des prix de l'alumine. Les prix de vente à l'ex-URSS posent des problèmes non encore résolus qui ont d'ailleurs entraîné la suspension du paiement de la dette à la Russie. Le mémorandum de la Banque

Mondiale a suggéré une nouvelle négociation des prix des produits miniers et de leur taxation.

2.1.3. La privatisation du système bancaire

Le système bancaire a été pour l'essentiel privatisé. En 1985, les 6 banques d'Etat ont été fermées et à partir d'août 1985 de nouvelles banques privées ont été créées, essentiellement par des banques françaises qui ont alors bénéficié d'importants avantages fiscaux. Aujourd'hui, le système bancaire et financier comporte la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), 6 banques privées, des projets provisoires pour le Crédit rural, 3 sociétés d'assurance. La BCRG y a un rôle central.

Les banques primaires sont les suivantes: Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie en Guinée (BICIGUI); Société Générale de Banques en Guinée (SGBGUI); Union Internationale de Banque en Guinée (UIBG); Banque Internationale pour l'Afrique en Guinée (MERIDIEN-BIAG); Banque Islamique de Guinée Dar al Maal al Islami (BIG-DMI); Banque Populaire Maroco-Guinéenne (BPMG); Crédit Rural; Crédit Mutuel.

La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie en Guinée (BICIGUI) a été créée en Novembre 1985. Son capital est de 9 millions de dollars dont 51% pour l'Etat; les autres intérêts présents sont un consortium rassemblant la Banque Nationale de Paris (BNP), la Banque Européenne d'Investissements (BEI) et la Deutch Financierungs, DEG/RFA. Le total de son bilan est de 79 md de fg et elle représente 44% du marché guinéen. Elle compte 10 agences dont 8 à l'intérieur du pays.

La Société Générale de Banques en Guinée (SGBGUI) est née en novembre 1985. Son capital est de 20 millions FF dont 45 % appartiennent à des privés guinéens et 55% à des banques européennes dont la Société Générale de Banques de France et le

Crédit Suisse. Le total de son bilan est de 48 md de fg et elle représente 22,4% du marché guinéen.

La Banque Internationale pour l'Afrique en Guinée, MERIDIEN-BIAG, a été ouverte en février 1985. Son capital est de 10 millions FF, 51% appartenant à l'Etat, 31% au groupe Méridien et 15% à la Sifida. Le total de son bilan est de 27,3 Md fg. La banque BIAO-SA en faillite a donc été remplacée par l'Etat et Meridien International Bank Limited comme repreneur du réseau africain de la BIAO. Elle représente 14,5% du marché. L'Union Internationale de Banque en Guinée (UIBG), créée en novembre 1987, a un capital de 2 md fg dont 51% appartiennent au Crédit Lyonnais et 49% à des privés guinéens. Elle représente 8,9% du marché. La Banque Islamique de Guinée-Dar al Maal al Islami, BIG-DMI, a été ouverte en 1983. Son capital est de 6 md fg dont DMI possède 51% et les privés guinéens 49%. Le total de son bilan est de 21 md fg et elle représente 9% du marché. Beaucoup de ses créances sont irrécouvrables, ce qui devrait impliquer une augmentation de son capital. La Banque Populaire Maroc-Guinéenne, BPMG, mise en place à la fin 1991, a un Capital de 1 Md fg dont l'Etat possède 30% par l'intermédiaire de la Sidegui, les privés guinéens 30% et les banques marocaines conduites par la Banque Centrale Populaire 40%. le total de son bilan est de 1 md de fg.

Le Crédit Rural, créé en 1988, est un projet expérimental. Il compte 19 caisses dans le pays et semble bien fonctionner; il a fait des prêts de 100 000 à 300 000 fg à près de 33 000 paysans, à des taux d'intérêt de 26 %. Le Crédit Mutuel, créé en 1988 est aussi un projet expérimental. L'épargne collectée est de 622 millions de fg et 250,76 millions de crédits ont été distribués. Elle compte 40 caisses dans le pays.

Pour ce qui est des sociétés d'assurances, elles sont 3 compagnies: l'UGAR ouverte en 1989, dont l'Etat possède 60 % du capital et l' Union des Assurances de Paris 40%; la SONAG, créée en

1989 possédée par des privés guinéens (49%), la Présence Foncière et les Assurances de Paris (51%); la SOGAM créée en 1991 par des privés guinéens (55%) et la Sonam Sénégal (45%).

Les banques donnent essentiellement des crédits à court terme. Leurs frais de gestion (14,45 % des encours de prêts) sont élevés en raison du coût du personnel étranger (d'après le mémorandum de la Banque Mondiale). Le taux d'intérêt des prêts est en moyenne de 25% alors que le coût des ressources est de 17%. Leurs positions extérieures sont trop importantes et elles situent une trop grande partie de leurs ressources à l'étranger, ce qui leur a valu des remarques de la BCRG.

En ce qui concerne le financement des investissements, les banques sont très peu actives malgré l'existence de lignes de Crédit IDA, CEE et Caisse Centrale de Coopération. Les banques se plaignent des garanties juridiques insuffisantes qui leur sont données et du faible niveau des fonds propres apportés par les investisseurs privés. Les lignes de crédit, qui supposent des importations à partir du pays prêteur, sont à échéance de 7 à 15 ans, font supporter le risque de change à l'Etat ou à l'entreprise, proposent des taux d'intérêts de 10 à 15 %.

2.1.4. Dévaluation et fixation du taux de change

En janvier 1986, le syli était remplacé par le franc guinéen et une très forte dévaluation était opérée en se référant aux cours du marché parallèle d'alors. Le taux initialement fixé était de 300 fg pour 1 dollar au guichet secteur public et 340 fg à celui du secteur privé. Très vite on ne garda qu'un seul guichet, on assura la transférabilité de la plupart des transactions courantes de la balance des paiements et on passa au système actuel de marché des devises avec adjudication hebdomadaire. Les demandes de devises du secteur privé sont soumises à la BCRG, par l'intermédiaire des banques et par le biais de descriptifs d'importation. Si la

demande est inférieure à 5000 dollars, elle est une simple description de l'importation; si elle est supérieure à 5000 dollars, elle est une demande descriptive plus détaillée. Tous les opérateurs peuvent y accéder s'ils répondent aux critères bancaires. La liste des produits agréés est large. La seule limite fixée est celle de 200 000 dollars par dossier et par semaine. L'accès aux devises est donc largement ouvert aux commerçants. Aucune procédure spéciale n'est suivie pour les produits essentiels. Tous les vendredis, lors de l'adjudication, la BCRG fixe le taux du fg par rapport au dollar en comparant l'offre et la demande de devises, en considérant ses disponibilités et en se référant à d'autres éléments d'appréciation à sa disposition. Parmi ceux-ci, il y a le fait que, dès le début de l'année, une prévision d'évolution du taux de change est faite en fonction de l'inflation prévisionnelle et de la politique du taux d'intérêt. En général, une forte dévaluation du taux de change est effectuée en début d'année et on assiste ensuite à sa stabilisation. Les autres taux des autres devises étrangères sont fixés par taux croisés.

Le marché hebdomadaire des devises n'est donc pas un véritable marché aux enchères. Il est administré dans une certaine mesure. Le marché des devises est structurellement déficitaire mais toutes les devises du pays n'y apparaissent pas (50%?), ce qui justifie l'attitude de la BCRG. Il est à noter une baisse de valeur continue du fg, qui s'est déprécié de 19,1% en 1991 et qui s'échangeait en Mai 1993 à 1 dollar pour 900 fg. La politique du taux de change a permis de réduire à très peu la différence entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle mais n'a pas pu faire disparaître le déficit de la balance des paiements (10,8% du PIB en 1992); celui-ci, certes lié au taux de change, l'est aussi à l'ensemble du processus de développement économique, aux politiques monétaires et de financement intérieur. Il est à noter que les autorités officielles n'envisagent pas un retour de la Guinée dans la zone CFA.

Il est à noter que le taux de change affecte différemment les différents secteurs de l'activité économique. Son influence sur le secteur minier est complexe; il influence très peu la production et les résultats des grandes entreprises qui tiennent leur compte en dollars. Le secteur agricole peut être sensible à ses effets; c'est ainsi que les exportations de produits agricoles peuvent être encouragées ou non tandis que les importations de riz sont plus ou moins coûteuses du point de vue du consommateur.

2.1.5. Gestion de la dette

La Direction Nationale du Budget/division de la dette publique a la responsabilité directe de la gestion de la dette, gestion qui semble assez bien maîtrisée. Le travail se fait en coordination avec la Banque Centrale (BCRG) et en contact avec la Direction Nationale des Investissements Publics/MPF et la Direction de la Coopération Internationale/MAE. Des réunions mensuelles ont lieu avec la BCRG pour faire le point des nouveaux endettements. L'endettement à travers le Programme d'Investissements Publics reste mal maîtrisé, d'autant plus que les bailleurs de fonds ont des procédures diverses.

La DNB/MPF a assuré la collecte des conventions actives de prêts (environ 350) et mortes. Un premier inventaire sérieux de la dette avait été fait en 1986 (les conventions se trouvaient alors dans un état total de délaissement), mais il y eu obligation de refaire le travail début 1990. Un fichier informatisé contient déjà les conventions (le logiciel Dbase 3 est utilisé) mais un nouveau logiciel plus performant sera installé au 2e semestre 1993.

Le Club de Paris a rééchelonné, en 1992, 200 millions de dollars avec annulation de la moitié des arriérés et une période de grâce de 23 à 25 ans. La Guinée paye pour le moment essentiellement sa dette non rééchelonnable (BAD, IDA, FMI), la dette rééchelonnable étant de plus en plus faible. Le rééchelonnement entraîne de plus

en plus un assèchement de l'argent frais, une bonne partie des rentrées étant destinée à rembourser la dette (cas des Etats-Unis, de l'Angleterre et de l'Espagne). D'après les informations recueillies, seuls des pays comme la France, l'Allemagne et le Japon amènent encore de l'argent frais.

Pour ce qui est des créanciers hors Club de Paris, le Gouvernement prépare actuellement un dossier pour leur demander un traitement équitable appliquant aussi les conditions du Club de Paris. La dette envers l'URSS (400 millions de dollars) est spécifique. Auparavant, le remboursement se faisait en bauxite mais, depuis 8 mois, la Guinée l'a interrompu. De récentes négociations ont échoué (elles reprendront en Juin) et ont buté sur l'évaluation de la rouble par rapport au dollar.

La DNB a aussi posé les problèmes suivants: complications techniques entraînées par le remboursement des dettes libellées en de multiples devises; risques de change à répartir plus équitablement entre créanciers et débiteur; difficultés à gérer les opérations d'allègement de la dette contre projets.

Il faut enfin noter que le niveau relativement faible de la dette intérieure; son contrôle reste cependant actuel avec l'apparition de créances non connues, ce en raison de la non application correcte par certains services de l'Ordonnance selon laquelle seul le Ministre des Finances peut engager l'Etat.

2.1.6 Gestion et diminution des effectifs de la Fonction Publique

La Guinée a mis en oeuvre une des politiques africaines les plus radicales de compression des effectifs de la Fonction Publique. Alors qu'en 1985, on comptait 90.000 fonctionnaires, on n'en compte plus que 50.000 (dont 5.000 sans postes) pour une masse salariale de 143 milliards de francs guinéens.

La répartition des 35.000 déflatés serait la suivante: intégrés 2.000, départ volontaire 10.300, disponibilité formation 3.900, mise en disponibilité 4.500, retraités et divers 14.400. La plupart des déflatés sont sans travail et le secteur privé, contrairement aux espoirs, n'a pas été en mesure de les intégrer. D'après les évaluations disponibles, en 1990, le secteur privé non agricole aurait employé 109.500 personnes: 19.500 dans les 904 entreprises du secteur formel; 90.000 dans 18.203 entreprises du secteur informel. C'est bien peu lorsqu'on sait que la population en âge actif se répartirait ainsi en 1990: population en âge actif 1.168.000, population active 829.000 dont 669.000 occupés et 169.000 en chômage. De plus, le taux de croissance de la population est de 3,1% par an, ce qui entraîne une croissance encore plus forte de la population active.

La restriction des nouveaux recrutements provoque, par ailleurs, le chômage des diplômés de l'Université dont le débouché était l'administration: sur les 8.923 diplômés sortants de 1984 à 1991, seuls 773 ont été engagés. Tout cela montre que le privé n'a pas pris la relève, que les instruments de réinsertion et réorientation n'ont pas été mis en place lors de la réforme de la Fonction Publique, que la formation ne correspond pas aux besoins.

Il faut noter que les services de la Fonction Publique ont fait un important travail d'organisation et de mise en ordre de leur gestion. L'archivage des dossiers a été amélioré et il a été mis en place une gestion informatique de la masse salariale et des effectifs. Des cadres organiques pluriannuels, fixant sur 3 ans la répartition des effectifs par service, ont été retenus pour chaque ministère et chaque unité administrative concernés. Des règles de recrutement ont été fixées ainsi que d'attribution de primes de technicité et autres incitations.

2.1.7. Régionalisation et Décentralisation

La Guinée compte 4 régions (Guinée Maritime, Moyenne Guinée, Haute Guinée, Guinée Forestière), la zone spéciale de Conakry, 33 préfectures, 38 communes urbaines, 300 communautés rurales de développement, 1700 districts ruraux, 270 quartiers urbains. Cependant, les collectivités locales continuent à souffrir de sous-encadrement et de manque de ressources financières; de plus, il existe un sérieux problème de développement des infrastructures facilitant les liaisons et communications entre elles et dans le pays.

Pour pallier le manque de ressources des collectivités locales, l'Etat finance certains de leurs investissements à travers le Ministère de l'Intérieur (Direction Nationale de la Décentralisation) qui soumet leurs projets au PIP (programme d'investissements publics); il leur demande par ailleurs de consacrer 70% de leurs recettes aux équipements. Il n'existe pas de Caisse de prêts aux collectivités locales. Dans le cadre d'une meilleure administration du développement, il a été mis en place 4 directions régionales et des directions préfectorales de développement ainsi que des comités techniques régionaux de planification. Ces services semblent très démunis et il ne leur sera pas facile de mettre en place des programmes triennaux de développement prévus pour les collectivités locales.

L'élaboration en 1989 d'un Schéma National d'Aménagement du Territoire (axé surtout sur le Développement urbain) et en 1992 de Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement constituent des efforts importants, à poursuivre, pour faire progresser la régionalisation et l'organisation de l'espace en Guinée. Ils peuvent être, une fois mis à jour et complétés, un point d'appui pour l'effort de décentralisation et le développement régional.

Notons ici que se trouvent en Guinée environ 200 Organisations non Gouvernementales (ONG), dont 60 sont étrangères, qui pourraient apporter leur contribution aux efforts de décentralisation.

2.1.8. Accorder une place plus grande à l'intégration sous-régionale et régionale

Les relations économiques de la Guinée avec les pays africains, y compris avec ceux de la CEDEAO à laquelle elle appartient, sont faibles, moins de 5 % du commerce extérieur selon certaines estimations (peut-être 10% avec le commerce informel). La situation au Libéria et en Sierra-Léone n'est pas sans répercussions sur ces relations. L'insuffisance des voies de communications est un obstacle important aux échanges. Le commerce informel, très peu maîtrisé, est une des modalités du commerce concret avec les pays voisins. Il est à signaler qu'une étude du CILSS vient d'être réalisée sur les échanges céréaliers dans la région ouest-africaine (Mali, Guinée, Sénégal, Gambie, Mauritanie, Guinée Bissau) et peut donner des éléments d'appréciation pour mieux les maîtriser et les impulser.

La CEDEAO est le cadre principal de la Coopération sous-régionale. C'est le Ministère des Affaires Etrangères qui est responsable des relations avec la CEDEAO et qui assure la coordination de la négociation des accords commerciaux. Un séminaire de la CEDEAO a été organisé sur l'Uruguay Round en 1990. Il existe une Chambre de Compensation de la CEDEAO, mais il semble qu'elle soit très peu utilisée; une idée a été avancée de la transformer en future agence monétaire de la sous-région.

Dans le cadre de la CEDEAO, depuis 1990, des efforts, encore timides, sont impulsés pour accroître et libéraliser ces échanges; un séminaire a été récemment organisé pour les douaniers afin de leur expliquer les nouvelles réglementations de la CEDEAO. Dans le domaine industriel, la CEDEAO, a mis au point des propositions de

Schéma Directeur qui pourraient intéresser la Guinée. Dans ce même domaine, il y a accord sur la libre circulation des produits qui répondent à des critères d'origine définis par la CEDEAO; seules quelques entreprises en profitent. Un questionnaire circule chaque année pour les informer et les repérer.

2.2. Les instruments disponibles

Au cours des dernières années, un certain nombre d'instruments de politique économique ont été améliorés ou mis au point: loi de finances, programmes d'investissements publics (PIP), politiques et schémas sectoriels, schémas et plans régionaux d'aménagement du territoire et de développement régional, modèles macro-économiques, méthodes pour l'intégration des variables démographiques dans les politiques de développement.

2.2.1. Les lois de Finances

Les Lois de Finances annuelles, suite à la promulgation en décembre 1991 de la Loi organique relative aux Lois de Finances, sont maintenant un instrument bien au point. De façon classique, l'article 1 de cette Loi organique indique que "les Lois de finances déterminent la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat, compte tenu de l'équilibre financier et des objectifs économiques et sociaux à atteindre, dans le cadre de la politique préalablement définie par le Gouvernement". Les recettes de l'Etat contiennent les ressources intérieures et extérieures; les charges de l'Etat sont réparties en moyens de services, transferts et interventions, investissements, les dépenses d'investissements font l'objet de deux titres: investissements exécutés par l'Etat en application du Programme d'investissement pluriannuel; prises de participation de l'Etat. Il est intéressant aussi de citer son article 7 parce qu'il est relatif aux politiques à moyen et long termes: " Les lois de programmes d'investissements pluriannuels et les plans approuvés

par le Gouvernement, qui définissent les objectifs à moyen et long termes, n'ont pas le caractère de lois de finances. Les projets de dépenses contenues dans ces documents d'intention ne peuvent recevoir aucun début d'exécution tant que ces dépenses n'ont pas été inscrites dans la loi de finances annuelle ou les lois de finances rectificatives sous forme d'autorisations de programme." L'article 25 précise que "l'exécution des lois de programme ne peut se faire que par l'ouverture, dans une loi de finances de crédits de paiements."

La loi de finances annuelle est bien le document économique annuel principal de la République de Guinée. L'article 38 de la loi organique indique qu'elle comporte deux parties distinctes: "la première autorise la perception des ressources publiques, fixe les plafonds des grandes catégories, arrête les données générales de l'équilibre financier et définit les voies et moyens qui concourent à cet équilibre. La seconde partie fixe, pour le budget général, les montants des crédits par titre et chapitre; regroupe les autorisations de programme assorties de leur échéancier; autorise les opérations des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor..."

L'article 39 ajoute que le projet de loi de finances de l'année est accompagné: d'un rapport du ministre chargé des finances définissant l'équilibre économique et financier, les résultats connus, les perspectives d'avenir et les objectifs de la politique économique du gouvernement; d'annexes explicatives faisant connaître notamment le détail des crédits par ministère, titre, chapitre et article, la liste des comptes spéciaux du Trésor faisant apparaître le montant des recettes des dépenses et des découverts, le rapport détaillé sur l'exécution des autorisations de programme, des annexes fournissant éventuellement des informations sur les grands problèmes économiques et financiers...

La coordination de la préparation des lois de finances est assurée par la Direction du Budget/MPF qui travaille à cet effet avec les directions concernées du MPF, en particulier avec la Direction Nationale du Plan et de l'Economie (qui fournit le cadrage macro-économique) et la Direction Nationale des Investissements Publics (pour ce qui est du PIP). La Direction du Budget assure le suivi de l'exécution de la loi de Finances, les ministres étant administrateurs de crédits et non ordonnateurs; il est tenu un tableau de bord mensuel des finances publiques. Avec le FMI et la Banque Mondiale, il est assuré un suivi trimestriel de l'évolution de l'exécution du budget.

2.2.2. Le Programme d'Investissements Publics (PIP)

Le PIP, en Guinée comme dans beaucoup de pays africains, est un plan triennal glissant d'investissements publics; la première année de ce programme constitue le budget d'investissements de la Loi annuelle de Finances. Le PIP en cours couvre la période 1993-95. La coordination de la préparation du PIP est de la responsabilité de la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP)/MPF, l'établissement des enveloppes globales étant effectuées avec la Direction Nationale du Plan et de l'Economie (DNPE)/MPF; cette préparation est vue comme un processus interactif, effectué en collaboration étroite avec les départements ministériels techniques.

La méthodologie et la procédure de préparation du PIP sont décrites dans une note de Juin 1992 de la DNIP. Cette note indique que la programmation des dépenses d'investissements publics devrait reposer sur l'intégration de ces dépenses dans un cadre macro-économique contraignant; sur la prise en compte de critères de programmation rigoureux. Ces critères sont ainsi listés: pour les projets en cours: résultats de l'exécution passée, justification des dépenses programmes, vraisemblance des dépenses; pour les projets nouveaux: disponibilité d'analyse de dossiers et

d'études suffisantes, intérêt intrinsèque du projet, conformité aux objectifs et priorités sectoriels, capacité de prise en charge par l'Etat, complémentarité avec les autres actions de développement, disponibilité du financement extérieur. Il est insisté sur la nécessité de connaître: les conditions financières des emprunts, la rentabilité économique du projet, la création d'emplois.

La préparation du PIP pose plusieurs problèmes: conformité des projets avec les orientations à court, moyen et long termes de développement; évaluation et sélection correctes des projets (ne sont pas disponibles des guides d'évaluation) ; suivi de l'exécution des projets; coordination avec la DNPE et la DNB.

La banque de projets correspondant à ceux inscrits au PIP semble encore embryonnaire.

2.2.3. Politiques et Schémas sectoriels

Un certain nombre de bilans, de schémas et de politiques sectoriels à moyen et long termes ont été élaborés au cours des dernières années: Bilans sectoriels de l'économie guinéenne, version provisoire, juin 1992; Schéma directeur d'industrialisation juin 1991; Schéma directeur de développement du tourisme et de l'hôtellerie, 1989; Lettre de politique de développement agricole; projet de document sur la nouvelle politique minière; projet de programme national d'action sur l'environnement; projet de plan national des transports terrestres 1993-97; Schéma directeur 2025 des télécommunications, 1990; Déclaration de Politique éducative; perspectives de l'énergie à long terme 1990-2000, plan de développement du réseau routier 1988-2004 , projet de programme sectoriel de la santé 2000...

La cohérence de l'ensemble de ces documents, dont l'apport positif à la planification est incontestable, n'est pas encore assurée. C'est ainsi que pour le secteur de la santé le rapport

déjà cité de la Banque mondiale indique que "le Ministère du plan devra trouver un mécanisme permettant de mieux intégrer la planification des investissements réalisés au niveau du ministère de la santé dans l'exercice global de planification des investissements publics".

Le travail réalisé sur les bilans sectoriels (juin 1992) Projet GUI/88/001, Direction Nationale du Plan et de l'Economie/MPF) va dans le sens de cette cohérence. Il concerne tous les secteurs, mais il est encore incomplet et insuffisant en ce qui concerne les propositions de politiques sectorielles. Du point de vue méthodologique, il est intéressant de rappeler le plan type qu'il a retenu pour chaque bilan sectoriel d'activité : Introduction: atouts et faiblesses du secteur, place du secteur dans l'économie nationale, identification des sous secteurs; Chapitre 1: évolution du sous secteur depuis 1984; Chapitre 2: fonctionnement et évaluation du secteur; Chapitre 3: mise en évidence des principaux facteurs de blocage et contraintes économiques , organisationnelles et institutionnelles, socio culturelles et de formation, environnement sous régional et international; Chapitre 4: conclusions et recommandations: principaux résultats, approches possibles pour lever les contraintes, facteurs d'intégration du secteur à l'économie nationale, sous régionale et internationale, perspectives à long terme.

Le projet de Schéma directeur d'industrialisation (Projet PNUD/ONUDI, Ministère chargé de l'Industrie, juin 1991) est particulièrement intéressant non seulement par son contenu mais aussi par la démarche suivie pour faire participer tous les acteurs du secteur industriel. Il est instructif, à titre d'apport méthodologique pour l'élaboration des autres schémas directeurs sectoriels, de rappeler ses grandes lignes. Après avoir rappelé la signification de la notion de gestion stratégique ainsi que la réalité industrielle actuelle avec ses potentialités et marges de

manoeuvre, le Schéma directeur fixe les grandes orientations stratégiques au niveau du cadre et du contenu du développement industriel. Les orientations stratégiques au niveau du cadre du développement industriel sont relatives au renforcement de l'économie de marché, à l'établissement du nouveau rôle de l'état, à l'accès des nationaux à l'industrie, à une meilleure répartition géographique. Les orientations stratégiques au niveau du contenu du développement industriel consistent à impulser la valorisation des ressources transformables et au développement des produits exportables spécialement vers la sous-région. Le Schéma directeur étudie ensuite concrètement les différentes filières industrielles du point de vue de leur configuration, leur diagnostic, leur stratégie, leur plan d'actions (opportunités, actions d'organisation). Enfin, il propose des politiques et mesures d'accompagnement, en ce qui concerne les choix de gestion, le cadre institutionnel, le dispositif d'appui, la promotion de l'entreprise privée: le financement, les infrastructures industrielles et le coût des facteurs.

2.2.4. Schéma national et plans régionaux d'aménagement du territoire

Plusieurs travaux ont été menés et sont disponibles en matière d'aménagement du territoire: un Schéma National d'Aménagement du territoire a été élaboré en 1989; des Schémas directeurs d'urbanisme ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration, en particulier celui de Conakry; des travaux ont été menés pour les schémas régionaux d'aménagement et de développement de chacune des 4 régions du pays.

L'importance accordée par les autorités à l'aménagement du territoire a été soulignée par la création en 1991 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, ministère qui a aussi la responsabilité des routes, de l'aménagement foncier, de l'urbanisme. Il comporte en son sein un Bureau de Stratégie et de

Développement qui insiste sur la nécessité de la mise à jour du Schéma national d'Aménagement du territoire. En effet, il s'agit de prendre en compte l'ensemble des évolutions et récentes décisions en matière de politiques sectorielles, en particulier de routes, de transports, d'énergie, de télécommunications, d'Aménagement urbain. Une coordination est en effet à assurer entre Schémas d'Aménagement du territoire et Schémas directeurs des routes, des transports, de l'énergie, de l'industrialisation, de l'agriculture etc...

La coordination entre aménagement du territoire et planification régionale existe mais elle doit être renforcée comme le montre la faible implication de la Direction de la Planification et de l'Economie dans la préparation des projets du MAT inscrits au Programme d'Investissements Publics. Il est à noter enfin que l'aménagement de l'espace semble se faire, pour ce qui est des domaines qui pourraient être d'intérêt commun, sans grande coordination avec les pays voisins, sauf, en partie, pour les routes.

2.2.5. Modèles macro-économiques

Le modèle macro-économique utilisé est le modèle MPEGUI, utilisé aussi bien pour les prévisions à moyen terme qu'à court terme. Des efforts sont actuellement menés pour la mise au point du modèle de court terme PRECEGUI.

- Le modèle de prévision macro-économique MPEGUI

Le modèle de prévision macro-économique MPEGUI est une version adaptée à la Guinée du modèle RMSM de la Banque Mondiale. Développée sur le progiciel Lotus, il est manié pour les besoins de la DNPE par son Unité d'Analyse Macro-économique (qui fonctionne en son sein sur financement extérieur). MPEGUI a permis, en raison de sa maniabilité, de faire aussi bien les projections à moyen terme que les projections à court terme utilisées au MPF. C'est pourtant

d'abord un modèle comptable de moyen terme. Il permet certes de tester la cohérence des prévisions macro-économiques mais il ne peut réellement tester leur viabilité économique. Il permet surtout d'évaluer les impacts sur les finances publiques et sur la balance des paiements de différentes mesures de politique économique et de l'évolution du contexte international.

Comme l'indique la note méthodologique sur le modèle MPEGUI, "celui-ci est un système simple de relations comptables basées sur la comptabilité nationale...A partir d'un certain nombre d'hypothèses sur le budget, l'investissement, la production, les exportations et les prix extérieurs, et étant donné la situation de la dette, le modèle permet de déterminer le besoin de financement éventuel en capitaux extérieurs et la charge de l'endettement futur du pays". On peut distinguer parmi ses équations, le bloc des comptes nationaux, celui du budget de l'Etat, celui de la balance des paiements et celui de la dette publique.

- Le modèle de prévision à court terme PRECEGUI

Développé au sein de la DNPE, PRECEGUI se veut un modèle de court terme permettant d'"évaluer les conséquences économiques à court terme (un an à 18 mois) des mesures prises en termes de politique budgétaire (taux et structure de la fiscalité, niveau et structure des dépenses)...de politique monétaire (recours de l'Etat au financement bancaire, politique du crédit), de politique de change (niveau du taux de change)". Il utilise, comme le modèle équivalent TABLO mis au point par les services du Ministère français de la Coopération. Ce modèle n'est pas encore opérationnel.

2.3 L'organisation de l'administration économique et les capacités de quelques structures

L'appréciation de l'organisation de l'administration économique peut être donnée par l'examen des principales structures étatiques et publiques, celui des responsabilités économiques et sociales des ministères et de leurs structures internes, et celui des capacités de quelques structures.

2.3.1. L'organisation actuelle de l'administration économique

- Les principales structures étatiques et publiques

En attendant la fin du processus actuel de démocratisation, les instances supérieures du pouvoir d'Etat sont la Présidence de la République, Le Comité Transitoire de Redressement National (CTRN) et le Gouvernement. Le secteur public comporte un certain nombre d'établissements publics sous tutelle des ministères et ce qui reste des intérêts du secteur public. Nous avons déjà indiqué que l'essentiel du secteur public avait été privatisé suite à la politique de libéralisation.

Depuis le 6 février 1992, la structure gouvernementale compte 16 ministères: Affaires Etrangères et Coopération; Défense Nationale; Intérieur et Sécurité; Plan et Finances; Justice; Agriculture et Ressources Animales; Ressources Naturelles, Energies et Environnement; Aménagement du Territoire; Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique; Enseignement Pré-universitaire et Formation Professionnelle; Santé Publique et Affaires Sociales; Communication; Jeunesse, Culture, Arts et Sports; Reforme Administrative, Fonction Publique et Travail; Industrie et Petites et Moyennes Entreprises; Commerce, Transports et Tourisme.

Sur le plan du fonctionnement du processus décisionnel économique, il est à signaler le rôle important joué par le CCEF

(Comité de Coordination Economique et Financière) qui réunit, outre le Gouverneur de la Banque Centrale, les ministres chargés de: Affaires Etrangères, Plan et Finances, Ressources Naturelles, Energies et Environnement, Réforme Administrative, Industrie, Commerce. Ce Comité avait été mis en place pour la mise en oeuvre du Programme d'Ajustement Structurel et pour servir d'intermédiaire entre le Gouvernement et les Institutions de Bretton Woods. Jusqu'à présent le CCEF ne s'est pas occupé de problèmes économiques à moyen et long termes, ce qui n'est pas sa mission. Le CCEF est assisté par une Cellule Technique d'Appui (CTA) dirigée par un coordonnateur et son secrétariat est assuré par le Directeur National du Plan et de l'Economie; elle comprend une quinzaine de Directeurs représentant les différents ministères.

- Les responsabilités économiques et sociales des ministères et leurs structures internes

D'après les textes portant attribution des différents ministères, ils ont souvent d'importantes attributions économiques et sociales qu'ils exercent en s'appuyant sur leurs différentes Directions Nationales et services centraux.

Le Ministère du Plan et des Finances (MPF) a, en principe, un rôle central et déterminant dans la définition et la mise en oeuvre de la politique gouvernementale. Ainsi, on peut lire dans le décret 92131 du 26 Mai 1992 portant attributions et organisation du Ministère du Plan et des Finances: " art 1 : le Ministère du Plan et des Finances a pour mission la conception, l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de la politique du gouvernement dans les domaines de la planification, de l'économie et des finances publiques. A cet effet, il est particulièrement chargé:

- de réaliser la planification du développement économique de la nation à court, moyen et long termes, de suivre son

exécution et de produire des rapports périodiques sur son exécution;

- de promouvoir et suivre l'exécution de tous programmes d'investissement public sur le plan national, régional et local sur financement du budget national...;
- ... de négocier et de signer tout accord, convention ou contrat concernant les concours financiers extérieurs en relation avec le département chargé de la coopération internationale."

Le MPF comporte les directions nationales suivantes: plan et économie, statistique et informatisation, marchés publics et portefeuille, investissements publics, budget, impôts, douanes, Trésor. Il a sous sa tutelle la Banque Centrale et assure le secrétariat de la Commission Nationale des Investissements

La plupart des ministères ont des responsabilités économiques ou sociales et ont des structures internes leur permettant théoriquement d'y faire face. C'est ainsi que le Ministère de l'Agriculture et des ressources animales a pour mission de "concevoir, d'élaborer, de promouvoir, de coordonner et de contrôler les éléments de politique et les programmes d'action pour la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et des ressources animales..."(Décret 92313 du 3 septembre 1992); il comporte le Bureau de Stratégie du Développement et les directions nationales sont : Agriculture, élevage, forêts et chasse, génie rural, formation et promotion rurale, météorologie, pêches et aquaculture.

Quant à lui, le Ministère de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises " a pour mission, la conception et la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines de l'Industrie et des petites et moyennes entreprises. A ce titre, il

est particulièrement chargé de restructurer et développer le secteur industriel; de promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat; d'élaborer, de mettre en oeuvre et de contrôler la réglementation industrielle des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat" (décret no 92/224 du 3 Septembre 1992).

Les autres ministères économiques et sociaux ont des attributions du même type. Ils ont eux aussi pour mission de contribuer à l'impulsion du développement économique et social. Il est à noter que beaucoup de ces ministères ont des structures en charge du développement: soit des directions de la planification soit une direction responsabilisée dans les problèmes de développement soit des bureaux de stratégie et de développement places au niveau du ministre. L'ensemble de ces structures créé avec la Direction Nationale du Plan et de l'Economie un réseau qui pourrait être précieux pour élaborer et suivre les politiques économiques, en particulier celles ayant trait au moyen et long termes.

Malheureusement, ces structures ne jouent pas pour le moment tout le rôle attendu d'eux. On y rencontre un double phénomène de manque de moyens et de sous-utilisation des capacités humaines en place. C'est ainsi qu'un rapport de la Banque Mondiale considère en 1990 que " Le ministère de l'éducation n'a pas fait preuve de capacités suffisantes en matière de gestion. Tout d'abord ce ministère formule peu de stratégies, ses services d'évaluation et de planification sont faibles et l'accent n'est pas mis au ministère sur ces tâches"; il constate aussi que la capacité de gestion du Ministère chargé de la Santé reste faible et que sa coopération avec le MPF est à améliorer.

2.3.2. Les capacités de quelques structures

- La Direction Nationale du Plan et de l'Economie (DNPE)

L'arrêté #93/1670/MPF du 15 Mars 1993 a précisé les attributions et l'organisation de la Direction Nationale du Plan et de l'Economie (DNPE). Son article 1 indique qu'elle "a pour mission l'élaboration, l'analyse et le suivi de la politique économique, financière et sociale à court, moyen et long termes du Gouvernement". La DNPE comprend les divisions suivantes: Etudes et stratégies macro-économiques, conjoncture, prévision, stratégies sectorielles, population et ressources humaines, développement régional. L'arrêté portant cadre organique de la DNPE lui affecte 86 personnes, dont 79 administrateurs économistes.

La division Etudes et Stratégies macro-économiques est chargée d'élaborer et proposer une stratégie de développement à moyen et long terme et de coordonner le processus de planification; elle compte 13 cadres. La division Conjoncture est chargée d'évaluer l'évolution à court terme de l'économie et de proposer les mesures correctifs nécessaires au regard des objectifs infra-annuels; elle compte 13 cadres. La division Prévision est chargée d'élaborer des outils de prévision à court terme et de réaliser des prévisions à court terme; elle compte 10 cadres. La division Stratégies Sectorielles est chargée de réaliser et de coordonner avec les ministères techniques des études sectorielles y compris les études prospectives et bilans diagnostics nécessaires à la planification, d'élaborer et de proposer des stratégies sectorielles de développement et de participer à la préparation du Programme d'Investissements Publics; elle compte 13 cadres. La division Population et Ressources Humaines est chargée de proposer et suivre la mise en oeuvre d'une stratégie de développement à moyen et long termes dans le domaine des ressources humaines (éducation, formation, emploi, santé et population); elle compte 13 cadres. La division Etude du Développement Régional a pour mission d'animer le

développement des compétences locales en matière de gestion du développement régional et de participer à l'élaboration d'une stratégie de développement pour chacune des régions en liaison avec les directions régionales chargées de la planification et des services déconcentrés des différents ministères concernés, en particulier les ministères charges de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation; elle compte 13 cadres.

Mais la DNPE, tout en jouant un rôle effectivement très important et qui s'est récemment accru, est présentée par certains rapports comme n'ayant pas encore la crédibilité suffisante et n'étant pas en mesure d'exercer toutes ces attributions. Les locaux et les moyens matériels affectés à la DNPE sont manifestement très insuffisants. Il est difficile si ce n'est impossible à un certain nombre de cadres de disposer d'armoires et de documentation. Certains d'entre eux disposent à peine d'une chaise et d'un bureau. Cela ne crée pas les conditions de la mobilisation adéquate des cadres de la DNPE.

- La Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatisation (DNSI)

Les capacités de la DNSI sont décrites au paragraphe III.

- La Banque Centrale (BCRG)

Les attributions de la BCRG sont importantes en matière de politiques monétaire et financière, de gestion des devises et de balance des paiements; elle joue un rôle important, dépassant peut-être ses attributions, dans le fonctionnement du CCEF et dans l'élaboration de la politique économique du Gouvernement.

Depuis plusieurs années la BCRG mène une politique de renforcement de ses moyens humains et matériels, d'amélioration de la qualification de ses cadres à qui elle offre des conditions

matérielles nettement plus favorables que dans le reste de l'administration économique. L'effectif du personnel au 31.12.1991 était de 373 dont; 15 directeurs, sous directeurs et conseillers ; 44 assistants et chefs de service 57 agents d'encadrement ... Son bureau d'études compte une vingtaine de personnes.

- Autres structures concernées

Il nous a été donné de remarquer que d'autres Directions nationales rencontrées (Commerce, Développement industriel) avaient le même niveau d'effectifs, d'encadrement et de problèmes matériels que la DNPE. Les Bureaux de Stratégies qui existent dans les ministères ont souvent un effectif appréciable d'une vingtaine de personnes.

2.4. L'apport du Système des Nations Unies

Après la réorganisation du Gouvernement en février 1993, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération a été désigné comme point focal de la coopération avec le Système des Nations-Unies aussi bien que de la consultation sur les problèmes pertinents de l'assistance au développement, le Ministère du Plan et des Finances restant le principal lien avec les Institutions de Bretton Woods pour ce qui est des politiques d'ajustement structurel.

Plus spécifiquement, la gestion de la coopération technique est la responsabilité de la Direction Nationale de la Coopération Internationale du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, et plus particulièrement sa division de l'assistance technique et de la coordination. En élaborant le programme de coopération technique, elle accorde de l'importance à la disponibilité et la probabilité du support financier, aux programmes spécifiques de chaque ministère et aux priorités nationales de développement.

Le Représentant Résident du PNUD doit jouer le rôle de Coordinateur du Système des Nations-Unies en Guinée. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International jouent un rôle actif, et souvent déterminant, dans l'impulsion et l'élaboration des politiques macro-économiques et sectorielles dans le contexte du programme d'ajustement structurel et de stabilisation.

Depuis la tenue de la première réunion du Groupe Consultatif des Bailleurs de Fonds de la Guinée en 1987, des difficultés et retards qui ont surgi lors de la mise en oeuvre des réformes économiques et financières faites sous l'égide de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, ont empêché la tenue de la réunion du Second Groupe Consultatif programmé en 1990 et reportée plusieurs fois. De plus, la tranche prévue par la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée, négociée en Novembre 1991, n'a pas été débloquée en 1992 car un certain nombre de conditions n'avaient pas été remplies par la Guinée.

La mission a été informée que la coopération entre les Agences du Système des Nations Unies et le Gouvernement étaient satisfaisantes. Elle a eu les informations nécessaires sur l'importance et la diversité de l'assistance au développement multilatérale et bilatérale que la Guinée recevait.

La nature et l'importance de l'assistance au développement

D'après le dernier Rapport du Représentant Résident du PNUD sur les activités opérationnelles du Système des Nations-Unies pour le développement de la Guinée, le total de l'assistance extérieure au développement de la Guinée est estimé à \$372 millions, soit quelque 13% du Produit Intérieur Brut. Il est à noter en 1991 une augmentation de l'assistance au développement, due en particulier à une forte croissance de l'aide alimentaire et à un rapide déboursement d'une partie considérable du programme d'aide.

L'assistance bilatérale a compté pour 39% du total de l'assistance extérieure; les Agences du Système des Nations-Unies, y compris la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, ont contribué pour 38%; les autres donneurs multilatéraux ont procuré 22% et les organisations non gouvernementales approximativement 1%. Les dons ont représenté en 1991, en ce qui concerne tous les types d'assistance (investissement en capital, aide alimentaire, coopération technique et assistance budgétaire), 51% de l'assistance, les prêts en représentant 49%. Par ordre d'importance, la Banque Mondiale, la France, la Communauté Economique Européenne, la Banque Africaine de Développement, le Programme Alimentaire Mondial et les Etats-Unis d'Amérique ont été les principaux bailleurs de fonds en 1991. Ces institutions et pays représentent ensemble 71% de l'assistance au développement en Guinée.

Pour ce qui est de la contribution de la Banque Africaine de Développement, il faut noter que, entre 1989 et 1991, cette institution a envisagé des crédits de \$129 millions pour le pays. En particulier, la BAD a créé un fonds d'investissement pour aider les investisseurs nationaux.

Le Tableau ci-dessous indique les sources de l'assistance au développement reçue par la Guinée en 1991 des différentes Agences opérant dans le pays.

Tableau: Aide au Développement apportée à la Guinée (en M US Dollars)

<u>Agence</u>	<u>Montant</u>
F A O	0,41
International Development Agency	90,00
International Fund for Agric. Development	--
OIT	0,80
FMI	12,61
United Nations Children's Fund	4,07
PNUD	10,16

FNUAP	0,86
HCR	12,05
UNICEF	5,70
United Nations Industrial Organisation	0,25
BNUS	0,64
VNU	0,38
BAD	129,00
PAM	20,92
OMS	0,90
Total	<u>287,21</u>
	=====

Sources: 1991 UNDP, Conakry.

La composition par types d'assistance est donnée par le Tableau ci-après. Il peut être observé que la coopération technique compte pour 23%, dont 13% pour des projets d'investissements; les investissements pour approximativement 50%, l'assistance à la balance des paiements pour environ 13%, l'aide alimentaire pour 4%, l'assistance urgente et de support pour 10%.

Tableau: Composition par type d'Assistance extérieure au développement (US.\$ Millions)

Type d'Assistance	1990		1991	
	Montant	%	Montant	%
Coopération Technique	75,66	27,56	85,0	22,87
(a) Projet d'Investissements	43,58	15,90	47,43	12,76
(b) Autonomes	22,08	11,66	37,56	10,10
Investissements (Capital)	171,80	63,00	185,47	49,90
Balance des Payements	12,80	4,60	48,98	13,17
Aide alimentaire	4,66	1,70	7,70	3,95
Urgent et Supp. Assistance	9,30	3,14	37,48	10,00
TOTAL	274,22	100,00	371,64	100,00

Il peut être noté que les principaux bénéficiaires de l'aide extérieure ont été le secteur rural, celui des transports et des communications, l'assistance urgente et de support, la gestion économique, le développement social et les ressources humaines. Mais, il est à remarquer que, en liaison avec la mise en oeuvre du 5e Programme et la diminution des crédits dont le PNUD dispose, une tendance est apparue qui pourrait conduire à négliger les besoins de la coopération en matière de stratégies et politiques à moyen et long termes.

Il semble que des efforts ont été faits pour améliorer la qualité de l'expertise locale et réduire le nombre d'experts étrangers. Par exemple, le Projet UNDP/FAO qui utilisait 13 experts nationaux en 1992 contre 7 en 1990. De même, pour le 5e Programme du PNUD (1992/1996), les opérations du Programme Alimentaire Mondial et de l'UNICEF ont été centrées sur le renforcement des capacités du Gouvernement pour gérer efficacement et exécuter les programmes et projets de développement national.

3. LES BESOINS EN STATISTIQUES DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE ET LA MISE EN PLACE DE BASES DE DONNEES

3.1 Les besoins en données statistiques de base

Comme on le sait, la planification socio-économique d'un pays peut être formulée de diverses manières : elle peut avoir une portée soit "globale" soit "sectorielle"; elle peut être envisagée à long terme, à moyen terme ou à court terme. Les données nécessaires pour ces plans varieront donc selon les différents types de planification considérés. S'agissant de la portée de cette planification, on devrait également mentionner la nécessité d'intégrer la planification "régionale" dans les plans nationaux de développement. Ce dernier aspect engloberait la nécessité de disposer d'une base de données et de renseignements statistiques à l'échelon régional. C'est pourquoi, il n'y a pas une base de données unique en matière de planification du développement en vue de couvrir tous les besoins; de fait, un certain nombre de bases de données statistiques seraient requises pour faire face aux besoins des planificateurs et de tous ceux qui ont en charge l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques économiques.

En matière de stratégies et de politiques économiques à long terme, le processus englobe normalement la formulation générale d'une vision réaliste du développement à long terme des structures économiques, sociales et politiques escomptées pour le pays afin de déterminer la stratégie globale de l'activité économique, en accordant la priorité à la couverture des besoins sociaux essentiels, en englobant des plans globaux pour le pays et les régions et groupes de population qui le composent. En matière de planification à moyen terme, le processus requiert en revanche une liaison étroite entre la formulation des plans et leur exécution et l'assurance que les plans sectoriels et régionaux sont interdépendants dans le cadre global visant à assurer un équilibre entre les programmes d'investissement et la capacité de

financement, et entre les programmes d'importations et la capacité d'importer, et l'offre de facteurs de production et le marché des produits, ainsi que la stabilité des prix, etc.. L'un des instruments requis pour les plans à moyen terme est le "budget" annuel intégré dans le cadre à moyen terme. Etant donné que les activités annuelles de planification et de mise en oeuvre des politiques comprennent normalement un inventaire de tous les programmes sectoriels et d'investissement publics, les programmes d'assistance technique élaborés sur la base de ce plan et un ensemble de mesures économiques, fiscales et monétaires spécifiques pour appliquer la politique budgétaire et stimuler les investissements privés dans un secteur souhaitable au niveau social, les données nécessaires pour leur élaboration et leur suivi sont d'autant multipliées.

En matière de planification et de politique socio-économiques à court terme, la nécessité de disposer de données statistiques détaillées serait considérablement multipliée; cela tient au fait que le plus souvent des mesures politiques spécifiques de "redressement" devraient être entreprises pour corriger certains déséquilibres internes et/ou externes de l'économie nationale, tels que : déficits du budget intérieur, déficits des comptes courants sur la balance des paiements, inflation des prix, surévaluation de la monnaie, etc., et les mesures qui sont prises, notamment celles qui sont contenues dans les Programmes d'ajustement structurel (dévaluation, libéralisation du commerce, privatisation des entreprises publiques, réduction des emplois dans les services publics dans le cadre des réformes administratives, etc.), exigeraient que l'on dispose de données détaillées pour suivre les progrès accomplis et contrôler les effets négatifs de certaines de ces mesures sur les groupes spécifiques de la population affectés, etc..

Dans cette partie, l'objectif visé est de présenter une série minimum de données statistiques que, de l'avis de la mission, les

planificateurs et ceux qui sont chargés des politiques économiques en Guinée devraient avoir, eu égard aux données actuelles disponibles, afin de formuler, de suivre et d'évaluer efficacement l'exécution des plans et politiques de développement socio-économique. Une évaluation des systèmes et de la capacité statistiques actuels ainsi que de la nécessité d'une formation poussée et de l'offre de séries statistiques dans divers secteurs de l'économie, notamment la comptabilité nationale et les tableaux d'entrées - sorties sera également entreprise. Les principales lacunes que présentent les données seront mises en évidence et des recommandations visant à combler ces lacunes seront également formulées.

3.2. Evaluation des systèmes statistiques en place

3.2.1 Systèmes statistiques en place

Le développement des statistiques en Guinée a connu un renouveau récemment. Le Bulletin de statistiques, dont la publication a été faite en décembre 1992 par la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) du Ministère du plan et des finances, est le troisième numéro d'une nouvelle série, le deuxième étant le Bulletin statistique numéro spécial publié en juillet 1990. A l'exception des résultats du Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 1983 et des quelques séries statistiques sur la pluviosité, l'énergie électrique obtenue, les transports maritimes et l'immatriculation des véhicules à moteur, les autres séries statistiques actuellement disponibles ou diffusées pour le pays sont très récentes (après 1985). Elles comprennent des séries de données importantes comme la comptabilité nationale (disponibles depuis 1986, ces séries remontant toutefois à 1980); les statistiques du commerce extérieur (depuis 1988); la balance des paiements (depuis 1990) et l'indice des prix à la consommation pour Conakry (depuis 1986); la

production agricole (depuis 1988), etc., pour ne mentionner que quelques-unes.

Des progrès importants ont été faits dans la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des données au cours des six dernières années sur presque tous les fronts : cela traduit essentiellement la nécessité de disposer de données statistiques pour les Programmes d'ajustement structurel qui ont été appliqués dans le pays depuis 1985 et les politiques économiques orientées vers le marché et la libéralisation. Un texte officiel sur la statistique a été promulgué (Arrêté No. 93/1673/MPF/CAB de 1993) et le Service National de Statistiques réorganisé (Arrêté conjoint No.93/1984/PRG/SGG de 1993) tous deux en mars 1993. Rappelons que le Service Central de Statistiques a été créé dans les années 60, même si rares sont les statistiques officielles qui ont été publiées au cours des premières années.

L'Arrêté No.93/1673 ci-dessus mentionné donne pouvoir à la DNSI du Ministère du plan et des finances pour remplir les fonctions d'élaboration et d'application des politiques gouvernementales relatives à la statistique et l'informatique, notamment :

- collecter, analyser, publier et diffuser les renseignements statistiques;
- créer et gérer une banque de données fiables pour la formulation de politiques sociales et économiques dans le pays;
- prêter des conseils techniques à l'administration sur les statistiques;
- Promouvoir et développer l'informatique en vue de la modernisation de l'administration publique;

- Participer à la formation, au perfectionnement et au recyclage du personnel s'occupant des statistiques et de l'informatique dans les services publics et les organismes para-étatiques, en collaboration avec d'autres organes dans ce domaine; et
- Elaborer et appliquer les plans nationaux sur l'informatique dans le pays.

Au chapitre II dudit arrêté sur les statistiques, il est prévu les divisions suivantes au sein de la DNSI : Division des statistiques générales; Division de la démographie; Division des études et des prix; Division des synthèses et de la comptabilité nationale; et Division de l'informatique. La Division des statistiques générales est entre autres chargée de la collecte, du traitement, de l'analyse et de la diffusion des données statistiques courantes dans les secteurs de l'agriculture, des ressources minières, de l'énergie, de l'industrie, des finances, du commerce, des prix et des transports et communications.

Il ressort des dispositions précitées de cet arrêté que le système statistique en Guinée est plutôt centralisé, la DNSI étant chargée de collecter des statistiques dans presque tous les secteurs, outre les fonctions de production de la comptabilité nationale, l'indice des prix à la consommation et la conduite des recensements et enquêtes. De fait, le recensement de la population et de l'habitation de 1983 et les recensements nationaux de l'agriculture de 1975 et de 1988 ont tous été entrepris par la DNSI, avec une assistance technique extérieure dans certains cas (par exemple le Recensement national de l'agriculture de 1988 s'est fait au titre du projet GUI//86/013 PNUD/FAO), bien que les activités menées dans le cadre de l'Enquête agricole permanente pour les années 1990-1991 et 1991-1992 aient été entreprises par le Ministère de l'agriculture et des ressources animales (avec une

assistance au titre du projet PNUD/FAO-GUI/89/007). La DNSI est par ailleurs chargée, par le canal de sa section sur les statistiques du commerce extérieur, de traiter, d'analyser et de diffuser les statistiques du commerce extérieur, bien que dans la pratique cette fonction ait été menée en commun avec un certain nombre d'autres organismes, notamment la Banque centrale de la République de Guinée et la Direction nationale des douanes. Vu le rôle extrêmement important que joue la DNSI dans le domaine des statistiques et de l'informatique eu égard à la formulation de la planification et des politiques économiques, l'effectif actuel en personnel par poste est indiqué ci-dessous, par grandes catégories (cadres, agents de maîtrise) au mois de juin 1993 :

Tableau : Nombre de postes selon le niveau du personnel (juin 1993), Dir.Nationale de la Statistique et de l'informatique*

DIVISIONS	CADRES		CADRES MOYENS		AUTRES AGENTS		TOTAL	
	Nb postes créés	Nb postes occupés	Nb postes créés	Nb postes occupés	Nb postes créés	Nb postes occupés	Nb postes créés	Nb postes occupés
Statistiques générales	16	16	5	5	-	-	21	21
Démographie	12	8	3	3	1	1	16	12
Etudes et prix	5	4	7	7	-	-	12	11
Comptabilité nationale	9	9	2	2	1	1	12	12
Informatique	13	9	6	6	10	10	29	25
Bur.du Directeur	2	2	2	2	6	6	10	10
TOTAL	57	48	25	25	18	18	100	91

* Définitions des différents niveaux du personnel : Les "cadres supérieurs" englobent ISE, ITS et les diplômés des universités dans différents domaines (démographie, statistiques, économie, etc.); Les "Cadres moyens" englobent les adjoints techniques, les aides ingénieurs et ceux qui ne sont pas diplômés des universités; Les "Autres agents" englobent les secrétaires, les recenseurs, les chiffreurs, les commis chargés de l'entrée des données, les chauffeurs, etc..
 Source : DNSI, Ministère du plan et des finances.

En dehors de la DNSI, les autres services statistiques importants comprennent le Service de statistiques agricoles nouvellement créé au Ministère de l'agriculture et des ressources animales. Ce service est subdivisé en quatre sections, à savoir, méthodes et analyses, enquêtes et recensements, informatiques et logistiques. Il compte un effectif total de 120 personnes, dont 25 (15 cadres plus dix autres agents) travaillent à Conakry et les autres à l'intérieur du pays (dans les régions et préfectures), à raison de deux recenseurs par préfecture. Il existe également un service statistique à la Banque centrale de Guinée, qui est chargée d'établissement des statistiques de la balance des paiements. Il existe aussi des services statistiques au Bureau de stratégies et de marketing du Ministère des ressources naturelles et de l'énergie, ainsi que dans les ministères de l'éducation et de la santé publique, pour ne citer qu'eux. Par ailleurs, il existe également une petite unité de statistiques et de prévisions (l'Unité d'analyse macro-économique) à la Direction nationale du plan et de l'économie, qui collecte des données auprès des ministères, notamment la DNSI, à des fins de prévision.

Il conviendrait de faire remarquer que bien qu'il y ait une collaboration assez entre les principaux utilisateurs et producteurs de statistiques au niveau technique, il ne semble pas y avoir de mécanisme formel par lequel cette coordination et collaboration pourraient être assurées. Il s'avère donc nécessaire de mettre en place un mécanisme de ce genre, par exemple, un Comité consultatif technique national interministériel sur les statistiques, au sein duquel les principaux producteurs et utilisateurs des statistiques seraient représentés. Le Ministère du plan et des finances assumerait la présidence et le Directeur de la DNSI ferait office de secrétaire afin d'assurer une certaine coordination entre producteurs et utilisateurs et de conseiller le Gouvernement sur la formulation et l'exécution des programmes statistiques annuels. On pourrait envisager de créer à titre ad-hoc, si besoin est, certains sous-comités chargés de domaines

spécifiques des statistiques tels que le commerce extérieur et les paiements, la comptabilité nationale, les prix, les statistiques agricoles, la démographie, les statistiques régionales, etc., pour prêter des avis dans ces domaines. Ce point sera abordé à nouveau dans la partie relative aux recommandations.

3.2.2. Etat actuel et offre des statistiques dans divers domaines:

L'état actuel et l'offre des statistiques ne peuvent être présentés que de manière sommaire, vu le fort grand nombre de domaines qui doivent être couverts.

a) Statistiques démographiques et sociales

Statistiques démographiques

Le Recensement de la population et de l'habitation de 1983 demeure la seule source de données repères pour la population par sexe, groupe d'âge, situation matrimoniale, taille des ménages, taux bruts de natalité, population économiquement active par type d'activités, zones rurales et urbaines, etc.. Une enquête démographique nationale par sondage qui a porté sur la ville de Conakry et toutes les quatre régions naturelles a été menée en octobre-novembre 1992. A ce jour, seuls les résultats de la ville de Conakry ont été analysés et communiqués; tandis que ceux des autres régions n'ont toujours pas été traités. Certains chiffres estimatifs sur la répartition de la population agricole en milieu rural par sexe et par groupe d'âge ont été obtenus en tant que sous-produit du Recensement agricole de 1988/89 et des enquêtes agricoles permanentes par sondage de 1990/91 et de 1991/92 mentionnées au paragraphe 8 plus haut. Un autre recensement démographique est prévu en 1994.

Statistiques de la main-d'oeuvre

Les statistiques sur la taille, l'âge, la composition par sexe et autres caractéristiques de la main-d'oeuvre, l'emploi et le chômage, les revenus et les conditions de travail, etc., en milieu urbain et rural font pratiquement défaut. Aucune enquête sur la main-d'oeuvre n'a été entreprise jusqu'ici en Guinée. Par souci du sort des quelques 35 000 anciens employés touchés du secteur public (suite aux mesures de réformes administratives et de privatisations prises dans le cadre des programmes d'ajustement structurel) et des quelques 20 000 diplômés des universités et des écoles qui se trouvent sans emploi en milieu urbain, une enquête sur les diplômés d'universités et les cadres a été réalisée par la Direction du plan et de l'économie à Conakry entre décembre 1991 et mars 1992. Cette enquête a porté sur un échantillon de 2 000 personnes et est manifestement la seule étude récente sur un tel sujet. Il s'avère donc urgent de disposer de données appréciables sur les taux d'activité de la main-d'oeuvre et l'emploi dans les zones rurales et dans le secteur urbain informel.

Statistiques de l'éducation et de l'instruction élémentaire

Des statistiques scolaires tout à fait bonnes sur le nombre des écoles, des enseignants et des étudiants inscrits sont disponibles pour les années 1983-1991 grâce à la Direction de la planification et de la statistique de l'éducation. Des statistiques sur l'alphabétisation font actuellement défaut mais peuvent être collectées dans le cadre du Recensement démographique ou d'une enquête démographique nationale future.

Statistiques nutritionnelles et de la santé publique

Les statistiques sur les établissements de santé publique, le nombre du personnel médical et para-médical, les principales causes de morbidité et l'hospitalisation, le nombre des patients traités

et les vaccinations faites, etc., sont disponibles pour 1988-1991 et compilées par le Bureau des études, de la planification et de la recherche (BEPR) au Ministère de la santé publique. Plusieurs études sur la nutrition ont été conduites récemment : on peut notamment citer une étude sur l'alimentation et la nutrition menée en 1990 par l'Université de Tulane (Etats-Unis) en Moyenne Guinée sur un échantillon de 1 276 enfants; une étude nutritionnelle dans la ville de Conakry réalisée par l'Université de Cornell (Etats-Unis) en 1989 et 1990; et une étude sur la nutrition dans le cadre de l'Enquête sur les informations prioritaires (ESIP) des dimensions sociales de l'ajustement structurel, qui a été entreprise en 1991 et a porté sur un échantillon de 6 947 enfants âgés de 3 à 59 mois choisis dans la ville de Conakry et les quatre autres régions administratives de Guinée.

b) Statistiques économiques et de la comptabilité nationale

Comptabilité nationale

La production des statistiques de la comptabilité nationale relève de la Division de la comptabilité nationale au sein de la DNSI qui dispose d'un effectif total de huit cadres, en plus d'un conseiller résident PNUD/BAD fourni au titre du projet PAGEN II. Cette Division est subdivisée en trois sections chargées respectivement des enquêtes annuelles sur la comptabilité nationale, la comptabilité des secteurs institutionnels et l'élaboration de la comptabilité nationale, notamment les tableaux d'entrées-sorties, les tableaux économiques, les tableaux des opérations financières et la matrice de la comptabilité nationale.

L'élaboration de la comptabilité nationale se fonde sur la base d'un grand nombre de sources de données, notamment les statistiques sectorielles issues des recensements et enquêtes, les comptes des administrations publiques, l'étude du secteur informel (1987), les données partielles sur la consommation des ménages

obtenues à partir de l'Enquête à objectifs multiples sur les informations prioritaires (ESIP) dans le cadre des dimensions sociales de l'ajustement structurel. Mais de plus en plus, l'élaboration de la comptabilité nationale annuelle s'appuie sur les résultats de l'étude de la comptabilité nationale des entreprises menée par la DNSI, qui a été lancée en 1990 et porte sur un nombre total de 150 entreprises modernes environ s'occupant des ressources minières, de la production manufacturière, des bâtiments, de l'eau et de l'électricité, du commerce de gros et de détail, des hôtels et des restaurants, des banques et des assurances, des transports et communications, etc.. On estime que la valeur ajoutée constituée par ces entreprises représente 80 à 85% de la valeur ajoutée totale de ces industries *.

Les données de la comptabilité nationale portent sur les années 1986-1991 (les chiffres de 1991 étant préliminaires) et recouvrent les comptes et tableaux suivants :

- Les comptes consolidés de la nation (en prix courants);
- Le produit intérieur brut (PIB) et les revenus des facteurs par genre d'activités économiques (en prix courants);
- La formation brute de capital fixe par genre de biens d'équipement et par secteurs institutionnels (en prix courants);
- Les opérations avec l'extérieur (en prix courants);
- Les comptes des administrations publiques (production, revenus et dépenses, capital et financement), en prix courants;
- Emplois du PIB en prix constants.

* Le nombre des entreprises que compte le secteur structuré se chiffre, selon la liste des sociétés et entreprises individuelles produite par la DNSI en août 1992, à 469; en revanche, il ressort de l'enquête sur le secteur non structuré menée en 1987 que celui-ci compte au total 12 116 établissements pour la ville de Conakry qui occupent 70 052 personnes et 5 147 établissements pour les quatre autres villes urbaines (Kankan-Kindia-Labe-Mamou) qui occupent 19 435 personnes. (Source : Tableau 75 du Bulletin statistique de juillet 1990).

Un tableau d'entrées-sorties d'une dimension 31 x 31 qui peut aisément être condensé dans un tableau d'entrées-sorties de 11 x 11 et qui porte sur l'année 1990 est actuellement en cours d'achèvement. Ce tableau assorti d'analyses aidera considérablement dans la planification à court et à moyen terme en Guinée.

En établissant le PIB de la Guinée par type d'activités économiques, la ventilation détaillée de la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée pour chaque type d'activités dans les secteurs moderne et traditionnel ont été entreprises. Pour obtenir des chiffres estimatifs du PIB en prix constants, la méthode de la double déflation a dans la plupart des cas été utilisée. Malgré des progrès aussi significatifs dans les travaux sur la comptabilité nationale en Guinée, il est suggéré de produire plusieurs tableaux supplémentaires qui pourraient notamment englober ce qui suit :

- Composition de la formation brute de capital par genre d'activités économiques, en prix courants (tableau 7b du SCN), 1990;
- Composition finale des administrations publiques selon la nature des coûts et la fonction (tableau 4 du SCN);
- Composition de la consommation finale des ménages, par fonction (tableau 6b du SCN): combiner les méthodes du flux des produits primaires et des enquêtes sur les ménages pour une année récente par exemple 1990;
- Ressources et emplois des biens et services, aux prix d'acquisition (tableau 28 du SCN) : après avoir produit le tableau d'entrées-sorties pour 1990, il importe de mettre à jour le tableau d'entrées-sorties. On peut notamment utiliser la méthode dénommée RAS. Pour

contrôler, on peut également établir un tableau simplifié comme le tableau 28 du SCN sur une base annuelle;

- PIB par genre d'activités économiques en prix constants : ce tableau est en cours de finalisation pour utilisation mais à ce jour il n'a pas encore été publié; les données portent sur la période 1986-1990 (en prix constants de 1986).

Vu le niveau élevé des compétences techniques requises pour les travaux sur la comptabilité nationale en Guinée et l'application prévue du système de comptabilité nationale révisé de 1993 dans les pays africains, après son adoption par la Commission de statistique des Nations Unies en mars de cette année, le Gouvernement devrait prendre des mesures visant à : (i) former des experts chevronnés en matière de comptabilité nationale à la DNSI et lui assigner un rang de priorité élevé; et (ii) prolonger les services de l'actuel Conseiller technique et expert en comptabilité nationale pour une période supplémentaire allant de 18 mois à deux ans au titre de PAGEN III, afin de parachever le processus de transfert de savoir faire technique et de développer plus avant les séries de données tant nécessaires dans la comptabilité nationale aux fins de monitoring et de planification. Ce point sera abordé plus loin dans la partie consacrée aux recommandations.

Statistiques agricoles

Des données régionales détaillées sur la population agricole par sexe et groupe d'âge, taille des ménages, terres cultivées, rendement et production des cultures et le nombre estimatif de têtes du cheptel (en particulier les bovins) par sexe et âge sont disponibles pour les années 1988/89, 1990/91 et 1991/92, grâce au recensement agricole par sondage de 1988/89 et aux enquêtes agricoles permanentes de 1990/91 et de 1991/92 conduites

respectivement par la DNSI et le Ministère de l'agriculture et des ressources animales (voir paragraphe 8 ci-dessus). De telles données devraient suffire pour la comptabilité nationale et planification. On sait que l'appui prêté actuellement aux enquêtes permanentes agricoles au titre du projet PNUD/FAO doit durer trois ans. Il reste à savoir si après la fin de cet appui extérieur au projet, il pourra toujours fonctionner normalement et être repris par l'administration nationale concernée.

Statistiques Industrielles

C'est un des domaines sur lequel il importe de se pencher. En dehors des ressources minières pour lesquelles des données révisées sur la production, l'emploi, les investissements et les exportations sont collectés régulièrement dans les quelques grandes entreprises modernes, des données similaires sur la production manufacturière et le bâtiment s'appuient considérablement sur les réponses aux questionnaires soumis dans le cadre de l'Enquête annuelle sur la comptabilité nationale de la DNSI et envoyés à quelque 150 entreprises modernes s'occupant des activités de la production, de la distribution et des services. Il n'existe pas de registre complet des entreprises commerciales et aucun recensement de données économiques repères sur les établissements commerciaux n'a été entrepris, en dehors des questionnaires annuels de la DNSI mentionnés plus haut. De toute évidence, une banque de données sur les entreprises industrielles serait très utile.

Prix et indices des prix

Le seul indice des prix calculés régulièrement dans le pays est l'indice des prix à la consommation pour la ville de Conakry. C'est un indice mensuel, comportant des indices séparés pour sept groupes de produits, à savoir produits alimentaires; vêtements; santé et hygiène; loyer; électricité, eau et énergie; transports; et loisirs et culture. En dehors de l'indice général, il montre

également des indices distincts pour les produits locaux et les importations. Cet indice est disponible pour plusieurs années, 1986-1992 (décembre 1985 étant pris comme base 100).

L'indice des prix à la consommation à Conakry se fonde sur les pondérations obtenues d'une étude sur les dépenses-revenus-avoirs qui a été menée dans le cadre de l'Enquête à objectifs multiples sur les informations prioritaires des dimensions sociales de l'ajustement structurel. Un rapport succinct présentant les résultats de l'étude a été publié en juin 1991, mais l'étude à proprement parler a dû être conduite bien auparavant et le nombre des ménages inclus dans l'étude n'est pas clair. Cet indice semble se référer aux groupes de population à revenus moyen ou faible dans la ville de Conakry. La collecte des données sur les prix pour Conakry recouvre un chiffre total de 156 dépenses sur cinq marchés et aucun supermarché n'a été inclus dans la collecte des prix.

Les prix à la production des cultures agricoles sont collectés dans les zones rurales dans le cadre de l'Enquête agricole permanente agricole annuelle du Ministère de l'agriculture et des ressources animales. Les prix à la production du café et du coton sont fixés par le Gouvernement. Aucun indice des prix à la production pour les cultures agricoles n'a été calculé.

Un autre volet utile des indices des prix concerne les importations et les exportations. Toutefois, ces indices (indices de la valeur unitaire des importations et des exportations et indices connexes des volumes) n'ont manifestement pas été calculés régulièrement, en raison certainement de l'absence de données du commerce extérieur.

Consommation des ménages

Aucune enquête appropriée sur le budget des ménages, reconnue couramment comme telle, n'a été réalisée en Guinée à ce jour. La

seule étude, sur laquelle se fonde la structure des pondérations de l'indice des prix à la consommation actuel (voir paragraphe 25 plus haut), se réfère à l'enquête sur les dépenses-revenus-avoirs qui faisait partie de l'Enquête à objectifs multiples sur les informations prioritaires des dimensions sociales de l'ajustement structurel. On a considéré que les résultats de l'étude ont sous-évalué les dépenses de la consommation des ménages en zones urbaines, mais ont fourni des approximations appropriées sur le niveau des dépenses pour les ménages en zones rurales. Il est donc nécessaire de mener à l'échelle nationale une étude sur le budget des ménages conçue judicieusement afin d'obtenir des renseignements sur cet important domaine de façon à faciliter les montants estimatifs des dépenses de consommation des ménages, calculer l'élasticité des revenus pour divers produits et contribuer aux montants estimatifs sur la distribution des revenus.

Commerce international et balance des paiements

Les statistiques sur les importations et les exportations de marchandises sont pour l'heure insuffisants et cette situation doit être remédiée le plus rapidement possible. Un certain nombre d'organismes (tant gouvernementaux que privés) ont été impliqués dans le traitement et la publication des données sur les importations et les exportations des produits, et l'on a disposé d'aucune donnée sur l'orientation du commerce sur les exportations et les importations en Guinée. C'est ainsi que la DNSI et la Direction nationale des douanes ont été des sources de données sur les exportations et les importations, de même qu'une société privée, le Bureau de Véritas et la Banque centrale (BCRG). Cependant, les chiffres ne concordent pas toujours. Grâce à l'installation récente du logiciel SYDONIA à la Direction nationale des douanes et à l'installation prévue prochainement du logiciel EUROTRACE à la DNSI, les statistiques des importations par produit primaire et par pays pour 1992 seront bientôt disponibles. Cela permettra ainsi de calculer les indices de la valeur unitaire à

l'importation et à l'exportation, d'établir la ventilation des importations par catégorie d'utilisation finale et d'assurer une base plus saine pour le calcul des statistiques de la balance des paiements en Guinée, qui se fait à la BCRG.

Les données relatives à la balance des paiements de la Guinée ne sont disponibles dans les détails que pour une seule année, à savoir 1990. La compilation de données similaires pour 1991 et 1992 est en cours quoiqu'ayant pris du retard. La Direction d'études et de statistique (DES) du BCRG, qui est responsable, entre autres, de la compilation des statistiques de la balance des paiements a un effectif total de 9 cadres supérieurs (y compris 3 ingénieurs statisticiens-économistes) dont certains ont participé à des stages du FMI sur les statistiques de la balance des paiements. On considère que la DES dispose du personnel technique nécessaire pour produire régulièrement des données sur la balance des paiements. Les planificateurs et autres utilisateurs devraient pouvoir disposer de telles données sur une base annuelle et semestrielle.

3.3 Points forts, faiblesses et principales lacunes dans les séries statistiques disponibles

Ayant examiné la situation actuelle des données statistiques dans différents domaines, il convient à présent de déterminer où se trouvent les principaux points forts, faiblesses et lacunes dans les statistiques de la Guinée et de voir ce qui peut être fait à ce sujet. En dépit des retards enregistrés dans le passé par les systèmes statistiques guinéens, des progrès ont été enregistrés dans la comptabilité nationale et les statistiques agricoles du pays. En revanche, les résultats obtenus dans certains autres domaines laissent à désirer et constituent un obstacle au suivi et à l'évaluation des progrès économiques, de l'exécution des programmes et de la planification socio-économique.

Au nombre de ces faiblesses et lacunes, il convient de signaler ce qui suit:

- Il n'est pas possible d'obtenir facilement des données fiables et à jour sur le commerce extérieur, notamment les importations et les exportations par produit, ainsi que les données sur l'orientation du commerce et les indices du volume et de la valeur unitaire des importations et des exportations;
- Les estimations relatives à la balance des paiements devraient être établies chaque année et chaque semestre, l'objectif étant de faciliter la formulation des politiques;
- Il est nécessaire de mettre à jour et de tenir un registre des sociétés industrielles et commerciales qui puisse servir de base pour les recensements et/ou les enquêtes sur la production et la distribution;
- Il y a un besoin d'information sur la composition et les caractéristiques de la main-d'oeuvre (sexe, groupe d'âge, industrie, profession, taux d'activité, horaires de travail, revenu, etc.) dans les zones urbaines et rurales, ce type d'information faisant actuellement défaut;
- Des données sur les caractéristiques du secteur non structuré urbain doivent être collectées une fois toutes les quelques années, les dernières en date portant sur l'année 1987;
- Des statistiques fiables sur les dépenses de consommation des ménages ruraux et urbains classées par objet sont nécessaires aux fins de la planification; on ne dispose pas actuellement de données de ce type à l'échelle nationale;

- Il y a d'autres lacunes importantes en matière de données, notamment dans les domaines des statistiques relatives à l'environnement, aux hommes et aux femmes, à la répartition du revenu, etc., lesquelles sont nécessaires pour la planification socio-économique et peuvent être obtenues par étapes

- Les statistiques régionales : Pour faciliter la planification régionale, il conviendrait de commencer d'intégrer la dimension régionale dans les programmes de collecte de statistiques du pays;

- Amélioration des séries statistiques pour la comptabilité nationale (se référer au paragraphe 20 ci-dessus qui contient des propositions détaillées).

3.4. Recommandations relatives aux mesures visant à combler les lacunes en matière de données et à la formation statistique

Les recommandations tendant à développer la statistique en vue de créer des bases de données appropriées et efficaces pour la planification socio-économique sont de deux sortes. Les premières mettront l'accent sur le renforcement des institutions (organisation et coordination statistiques, matériel et formation) alors que les deuxièmes comprendront une liste des lacunes importantes à combler à court et moyen terme et une liste d'éléments pouvant faire partie d'une base de données socio-économique aux fins de l'analyse et de la planification.

(i) Recommandations relatives au renforcement des institutions Organisation et coordination statistiques

En vue de mieux promouvoir et coordonner le développement de la statistique dans le pays, il conviendrait de créer un comité

consultatif national de coordination pour les statistiques dans lequel siégeraient les principaux producteurs et utilisateurs de statistiques et qui aurait une tâche de coordination et de conseil au sujet des programmes et projets statistiques annuels du pays. Un tel comité devrait être de caractère technique et être présidé par le Ministre du plan et des finances, avoir comme Secrétaire le Directeur du DNSI et en tant que membre des représentants de certains ministères et organismes (BCRG, agriculture, ressources naturelles, énergie, douane, industrie, chambre de commerce, etc.).

Dans le cadre du comité qu'il est proposé de créer, des sous-comités sectoriels pourraient être constitués si le comité national le juge nécessaire et selon qu'il conviendra, le Directeur du DNSI ou son représentant devant être membre d'office de ces organes. Ces comités techniques pourraient s'occuper de questions sociales, environnementales et économiques; il y aurait par exemple des sous-comités chargés de la comptabilité nationale, des statistiques de l'agriculture, des statistiques du commerce extérieur, des statistiques démographiques, des statistiques sociales, etc..

Formation statistique

Afin de mettre en place des dispositifs nationaux permanents dans un certain nombre de domaines statistiques, les cadres devraient avoir la possibilité de bénéficier d'une formation plus poussée dans le cadre de stages spécialisés de courte durée à l'étranger (tant en Afrique qu'à l'extérieur) d'un bon rapport coût-efficacité et ce dans le court et le moyen termes. En consultation avec les Responsables du DNSI et compte tenu des qualifications particulières dont a besoin cet organisme et de la possibilité de libérer des cadres nationaux pour de tels stages à l'étranger, les stages de formation suivants sont proposés pour les années 1993-1995 :

Comptabilité nationale : Il est proposé d'envoyer le cadre senior en comptabilité nationale de la DNSI à l'étranger pour qu'il suive un séminaire de formation de six mois (mai-octobre 1994) au Bureau de l'analyse économique (Bureau of Economic Analysis) du Département du Commerce des Etats-Unis. Les séminaires proposés sont les suivants : séminaire III : Comptabilité des produits réels; séminaire IV : Comptabilité des entrées-sorties et séminaire V : indicateurs économiques et sociaux. Le coût (frais de formation, de subsistance et de voyage) est estimé à 24 000 dollars des Etats-Unis. Il est également proposé d'envoyer un deuxième cadre travaillant à la division de synthèse et de comptabilité nationale du DNSI à l'étranger pour un stage de quatre mois sur la comptabilité nationale au Centre de formation supérieure en statistique appliquée pour les pays en développement de Munich (Allemagne). Coût estimatif : 8 000 dollars des Etats-Unis.

Statistiques de la balance de paiement et des finances publiques:

Ces stages sont organisés chaque année par le FMI à Washington D.C., durent un mois et sont gratuits pour les Etats membres du FMI. Chaque Etat membre a la possibilité d'envoyer une personne par an à chacun de ces stages; les frais de voyage et de subsistance sont à la charge du FMI. Au cas où le BCRG et la Direction nationale des budgets ne désignent aucun candidat pour les stages sur les statistiques de la balance des paiements et des finances publiques, la DNSI devrait saisir l'occasion et faire participer à ces stages ses propres cadres concernés. Ces stages sont gratuits.

Statistiques de l'industrie et du commerce extérieur : Des stages de trois à quatre mois sur les statistiques industrielles ou les statistiques du commerce extérieur sont organisés au Centre de formation supérieure en statistique appliquée pour les pays en développement d'une année à l'autre selon la demande des pays en développement. Le coût de la formation pour chaque stage est estimé à 8 000 dollars des Etats-Unis.

Statistiques des prix, des enquêtes auprès des ménages et de l'agriculture : Des stages de trois à quatre mois sont organisés par la Central Statistics Organisation (CSO) à New Delhi (Inde). Le coût est estimé à 6 000 dollars des Etats-Unis pour chaque stage. S'agissant de la formation aux statistiques de l'agriculture, la durée des stages devra être déterminée cas par cas avec la CSO.

Traitement informatisé et système d'information : Deux spécialistes ou plus de la Division de l'informatique devraient être envoyés suivre des stages de formation de courte durée (deux à quatre mois) soit en France soit dans des centres africains tels que ceux de Nairobi ou d'Abidjan ou en Inde, en fonction de la nature et de la spécialisation des stages disponibles. Aucune estimation des coûts ne peut être fournie pour le moment.

Matériel de bureau (micro-ordinateurs, imprimantes et photocopieuses) : A l'heure actuelle le DNSI dispose au total de 14 ordinateurs personnels, dont huit utilisés pour le travail de bureau et six installés à la Division de l'informatique à des fins de formation, sur les huit ordinateurs utilisés, trois servent à la comptabilité nationale et à la saisie et au traitement des données contenues dans les questionnaires de l'enquête annuelle de comptabilité nationale auprès des entreprises; deux servent à traiter les statistiques du commerce extérieur, un est utilisé pour les prix et les deux restants pour d'autres activités. Le nombre de micro-ordinateurs dont dispose le DNSI est donc très insuffisant si l'on tient compte des besoins futurs pour le traitement des statistiques du commerce et démographique ainsi que celles issues des enquêtes auprès des ménages. En consultation avec les responsables de la DNSI, il est proposé d'installer huit autres

ordinateurs** personnels avec leurs imprimantes. Comme le DNSI ne possède à l'heure actuelle aucune photocopieuse en état de marche, il serait souhaitable d'en acheter au moins deux.

A cet égard, la mission est d'avis que des progrès notables ont été accomplis en Guinée dans le domaine de la comptabilité nationale ces trois dernières années, tant en ce qui concerne le renforcement des institutions que la mise en oeuvre d'une bonne méthodologie et de séries statistiques viables. Afin de parachever le processus de transfert, de savoir-faire technique et d'élargir la base de données dans l'optique du système de comptabilité nationale guinéen de 1993 (voir paragraphe 21 ci-dessus), la mission recommande que le Gouvernement continue d'utiliser les services de l'expert international en comptabilité nationale actuellement en poste pour une période supplémentaire de 18 à 24 mois au titre du projet PAGEN III.

(ii) Recommandations relatives à l'établissement de données statistiques utiles et aux moyens de combler les principales lacunes en matière de données

Les recommandations ci-après découlent logiquement des observations faites aux paragraphes 32 et 33 ci-dessus dans la section intitulée "Points forts, faiblesses et principales lacunes dans les séries statistiques disponibles" et portent sur:

- L'amélioration et l'extension des séries statistiques existantes:

** Les huit ordinateurs supplémentaires destinés aux DNSI seront répartis comme suit : i) les quatre ordinateurs installés dans les quatre bureaux statistiques régionaux du DNSI : jusqu'à présent, il n'y a aucun ordinateur dans ces bureaux; ii) quatre ordinateurs pour le siège du DNSI à Conakry : dont deux installés dans l'optique du rôle élargi du DNSI en matière de traitement de statistique du commerce extérieur et deux autres pour la saisie et le traitement des données des recensements et enquêtes (enquêtes sur la population, l'industrie, le budget des ménages, la main-d'oeuvre, etc.).

- * Développement coordonné des statistiques du commerce extérieur : tâche incombant conjointement à la DNSI, à l'administration des douanes et à la Banque Centrale;
- * Développement cohérent des statistiques de la balance des paiements, lesquelles seraient publiées chaque semestre, chaque année et éventuellement chaque trimestre : travail incombant à la Banque centrale et à la DNSI;
- * Séries de comptabilité nationale : développer les séries d'agrégats à prix constants et les données sur la formation de capital, la consommation, etc. : tâche revenant à la DNSI agissant en consultation avec la DNPE;
- * Traitement et analyse des résultats de l'enquête nationale sur la population et la santé de 1992 menée par le DNSI : pour les quatre régions; les résultats pour Conakry ont été publiés;
- * Mise à jour et tenue d'un registre des entreprises commerciales en Guinée : tâches incombant à la DNSI.

- Lancement de grands programmes de collecte de données pour l'établissement de nouvelles séries statistiques

- * Données sur les taux d'activité de la main-d'oeuvre rurale et urbaine, sur l'emploi, le chômage, les revenus, etc. : pour la collecte de ces données, une enquête sur la main-d'oeuvre serait effectuée par la DNSI;
- * Données sur la consommation, les dépenses et le revenu des ménages dans les zones urbaines et rurales : données recueillir au moyen d'une enquête nationale sur le budget des ménages qui serait menée par la DNSI ; il s'agit là

d'une importante opération qui devrait être préparée bien à l'avance et intégrée dans les programmes statistiques nationaux ;

- * Enquête sur le secteur non structuré urbain : une enquête nouvelle aux fins de mise à jour des données de l'enquête de 1987 est souhaitable voire nécessaire, notamment en ce qui concerne l'emploi et le revenu;
 - * Recensement économique complet des établissements commerciaux : bien que fort utile pour l'établissement d'estimations aux fins de la comptabilité nationale, l'enquête annuelle de comptabilité nationale de la DNSI ne porte que sur 150 établissements alors que le registre des sociétés et des entreprises de 1992 contenait au total 469 établissements. Il serait nécessaire d'obtenir des données de référence sur ces entreprises au moyen d'un recensement économique mené par la DNSI pour une année donnée; cette tâche représente elle aussi un important programme de collecte de données.
- Etablissement d'autres séries statistiques importantes grâce à des efforts et une attention systématique sans que cela nécessite des programmes de collecte de données:

Parmi ces séries figurent :

- . Les séries statistiques régionales;
- . Les statistiques par sexe;
- . Les statistiques de l'environnement;
- . Les statistiques sur la répartition du revenu; etc..

3.5. Projet de liste minimale de données statistiques de base pour la planification et les politiques à moyen et à long termes en Guinée

Cette liste a été établie en consultation avec des cadres de la DNSI et de la DNPE, compte tenu du fait que certaines séries statistiques sont peut-être disponibles et de la possibilité de produire régulièrement des séries statistiques de ce type aux fins de l'analyse et de la planification socio-économiques, de la prise de décision et de la formulation de projets. Ces données statistiques de base sont à inclure dans les bases de données utiles à la planification et à la statistique, bases dont la création et l'exploitation devraient incomber d'abord à la DNSI et à la DNPE agissant en collaboration avec les services concernés du Gouvernement. Cette liste figure dans le tableau ci-après.

**PROJET DE LISTE MINIMALE DE SERIES DE BASE DE DONNEES
POUR LA PLANIFICATION SOCIO-ECONOMIQUE EN GUINEE**

CATEGORIES DE DONNEES	SOURCE ET FREQUENCE
1. <u>Données démographiques :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Population Totale, milieu d'année (en milliers) - Population, par sexe et groupe d'âge et par région, 1983 (en milliers et en %) - Taux bruts de natalité et de mortalité pour 1000 - Nombre de personnes par ménage, pour le pays et par région 	DNSI, annuel DNSI: Recensement population, enquête démographique DNSI : Enquête démographique DNSI: Enquêtes démog. et auprès ménages
2. <u>Données sur la main-d'oeuvre, l'emploi et le chômage :</u> <ul style="list-style-type: none"> -Caractéristiques de la main-d'oeuvre, par sexe, âge, activité, profession, niveau éducation, salaire; caractéristiques du chômage; etc. 	DNSI:Recens.popul.,enquê.main -d'oeuvre, enquête production et secteur informel,etc.
3. <u>Données sur l'éducation et la santé:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Données par secteur urbain et rural, par région et pour Conakry, (infrastructures, taux d'alphabétisation, dépenses, etc.) 	DNSI, ME-DPSE, MSPE-BEPR
4. <u>Données macro-économiques :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Origine et emplois du PIB à prix courants et à prix constants - Formation brute capital fixe par type biens d'équipement, aux px courants et constants - Formation brute de capital fixe par secteur institutionnel à prix courants - Formation brute capital fixe par branche activité économi. à prix courants - Opérations avec l'extérieur (opérations courantes) - Consommation finale des administrations publiques, par fonction - Consommation finale des ménages, par fonction 	DNSI, annuel DNSI, annuel DNSI, annuel DNSI DNSI DNSI, annuel
5. <u>Statistiques de production par produit :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Volumes de production par produit - Importations et exportations par produit, en volume et en valeur - Prix à la production par produit - Prix à la consommation par produit 	DNSI DNSI, DN des Douanes, BCRG, PAC, Veritas SPSA, DNSI DNSI
6. <u>Données statistiques ou comptables par unités du secteur de production</u> <ul style="list-style-type: none"> - Données comptables principales et sur les effectifs entreprises importantes 	DNSI

<p>7. <u>Données par budget administratif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Recettes et dépenses du budget national (présentation détaillée) - Recettes et dépenses des autres budgets administratifs - Réalisation du PIP sur dons et sur crédits par projet - Tableau des opérations financières de l'Etat 	<p>DNIP, DNB DNIP, DNB DNIP DNPE, DNB</p>
<p>8. <u>Données détaillées sur la balance des paiements :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Données détaillées par rubrique du crédit de la balance des paiements - Données détaillées par rubrique du débit de la balance des paiements 	<p>BCRG, annuel BCRG, annuel</p>
<p>9. <u>Statistiques financières, de la monnaie, des réserves monétaires, des taux de change, de la dette</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monnaie et quasi-monnaie - Taux de change - Réserves monétaires (en dollars), fin de période - Situation de la dette extérieure (en dollars), fin de période - Taux d'intérêt 	<p>BCRG, mensuel, annuel BCRG, mensuel, annuel BCRG, mensuel, annuel BCRG, mensuel, annuel BCRG</p>
<p>10. <u>Données sur les transports et les communications :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Transport routier et parc automobile - Transport maritime - Transport aérien - Transport ferroviaire - Communications 	<p>MCTT-(DNTT-CADAC) PAC DN de l'aviation civile Bur.stratégie et dvlpm MC/DN services postaux</p>
<p>11. <u>Données sur les mines : production, exportation et prix internationaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Production et exportation des mines (en quantité et valeur) par produits : bauxite, alumine, diamant, or, etc. - Prix des principaux minerais sur les marchés internationaux : bauxite, alumine, diamant, or, etc. (dollars EU) 	<p>MRNE-Bureau de stratégie et Marketing, DNSI MRNE-Bureau de stratégie et Marketing, DNSI</p>
<p>12. <u>Données sur la pluviométrie des principales stations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pluviométrie des principales stations régionales - Pluviométrie relevée à Conakry 	<p>DN Meteorologie DN Meteorologie</p>
<p>13. <u>Indices des prix à la consommation, Conakry :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Indices généraux : Total et ventilations par produits locaux et importés. - Indices par groupes de produits : Total et ventilation par produits locaux et importés 	<p>DNSI, mens., annuel DNSI, mens., annuel</p>

3.6. La mise en place de base de données

3.6.1. Les propositions existantes de bases de données

La DNPE et la DNSI, ainsi que d'autres services économiques, souhaitent, à juste titre, mettre en place des bases de données.

Dans une note, la DNPE a précisé les termes de référence de la mise en place d'une base informatisée de données statistiques et financières pour la planification. L'objectif fixé est la disponibilité des données nécessaires à l'élaboration du document cadre annuel de politique économique et financière, y compris certaines séries longues et des prévisions à moyen terme: données macro-économiques, statistiques de production par produit, données statistiques ou comptables des entreprises et leurs unités, données du budget, données de la balance des paiements, statistiques financières, statistiques diverses. 3 étapes principales sont prévues: rassemblement de toutes les informations brutes ainsi que la définition du schéma de dossier statistique et de la base de données; remplissage des données du dossier; mise en forme du dossier. Les données couvertes se situeront sur la période 1980-91, avec nécessité d'obtenir celles postérieures à 1985. Sur le plan du traitement informatique, la note propose l'utilisation du progiciel Lotus. Les feuilles de calcul seront soit des feuilles de base soit des feuilles de synthèse. Chaque feuille de base traitera d'une statistique ou d'un produit particulier. Pour la DNPE, les intervenants de sa mise en place sont essentiellement la DNPE et la DNSI, mais aussi la BCRG et la DNIP. L'appui d'un consultant étranger pour 13 semaines est prévu; un budget de 59.500 dollars est sollicité.

La DNSI a elle aussi établi les termes de référence pour la mise en place d'une banque de données informatisées. Elle souhaite obtenir un instrument informatique capable de fournir aux décideurs publics et privés les informations nécessaires aux différentes prises de décision économiques et financières. Son objectif est plus ambitieux puisqu'il s'agit de "constitution de données conjoncturelles, centralisation de ces données en vue du rapprochement des informations de sources diverses, de mise à la disposition des pouvoirs publics de variables économiques et financières continuellement mises à jour". Le travail durerait 25 semaines pour 2 experts et serait confié à un bureau d'études

étranger pour un contrat de 205 millions de francs guinéens (y compris l'achat d'un équipement informatique).

Par ailleurs, la BCRG, la Direction Nationale du Commerce et d'autres services souhaitent mettre au point leurs bases de données.

3.6.2. Accélérer et coordonner la constitution de bases de données

Les besoins divers des services et les progrès de la micro-informatique font qu'il n'est pas déraisonnable de disposer dans une étape ultérieure de plusieurs bases de données.

La base de données souhaitée par la DNPE est moins ambitieuse et plus aisée à mettre en place. Celle de la DNSI est certainement plus complexe mais ses objectifs et son contenu restent encore flous. Dans les deux cas, les termes de référence sont à préciser pour tirer un réel profit de l'assistance étrangère prévue et pour éventuellement aboutir à un seul processus de travail. L'expertise supplémentaire nécessaire est celle d'informaticiens, les cadres de la DNPE et de la DNSI étant parfaitement capables de définir le contenu de la base de données et ses fonctionnalités souhaitables. Bien évidemment, la collecte de données sera d'abord la responsabilité de la DNPE et de la DNSI, non celle du ou des consultant(s). Au cas où les termes de référence sont mal définis ou trop ambitieux, les responsabilités des uns et des autres ne seront pas délimitées et il est quasi-certain que les consultants recrutés, ne pouvant consacrer suffisamment de temps à l'essentiel, fourniront un travail inutilisable: soit un logiciel proposant des tableaux qui resteront vides parce qu'incapables de contenir l'information réellement disponible, soit un logiciel insuffisamment fiable et dont la maintenance serait impossible.

En ce qui concerne les objectifs contenus dans la note de la DNPE, ils semblent raisonnables et doivent prendre en charge les propositions faites ci-dessus concernant la liste et la périodicité des indicateurs à retenir. Cependant, alors qu'elle propose de retenir le progiciel Lotus 123, il semble préférable d'utiliser un véritable progiciel de base de données, type Dbase ou Paradoxe, pour la base de données prévue. Cela est d'autant plus souhaitable qu'il s'agit d'assurer la coordination avec la base de données de la DNSI qui ne pourra fonctionner sur Lotus 123.

Pour examiner toutes ses questions, la DNPE et la DNSi devraient immédiatement constituer un groupe de travail chargé de préciser définitivement les termes de référence des travaux attendus. Ce groupe de travail devra comporter: les cadres de la DNSI et de la DNPE qui seront chargés de la mise à jour de la base de données; 1 ou 2 informaticiens, dont l'un assurera ultérieurement la maintenance informatique de la ou des bases à mettre en place. Dès maintenant, il faut prévoir l'initiation de cadres de la DNPE et de la DNSI à l'utilisation de logiciels assurant la gestion de base de données (par exemple, Dbase 4).

IV. RECOMMANDATIONS POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE CONCEPTION ET DE MISE EN OEUVRE DE POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT A MOYEN ET LONG TERMES

Outre les recommandations pour une meilleure information statistique, la mission fait des recommandations portant sur le contenu principal des orientations à moyen et long termes, sur les voies d'amélioration de l'organisation de l'économie, de la préparation des politiques à court, moyen et long termes ainsi que du renforcement des structures directement concernées.

4.1. Orientations à Moyen et Long termes pour la Guinée

Après avoir rappelé que, jusqu'à présent, il y a eu une certaine négligence dans l'élaboration des stratégies et politiques à moyen et long termes, dont pourtant le besoin se fait considérablement sentir, la mission propose pour la Guinée les objectifs fondamentaux des stratégies de développement à moyen et long termes ainsi que des politiques et mesures qui pourraient contribuer à leur mise en oeuvre.

4.1.1 Les problèmes de développement à moyen et long termes ont été négligés

Pendant les années 1980, la focalisation sur les politiques macro-économiques à court terme a patronné les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation et a eu tendance à conduire à négliger le développement à moyen et long termes en Guinée et dans les autres pays africains. Cet abandon ou cette sous-estimation grave de l'importance d'une stratégie de développement systématique et globale a impliqué l'absence de politique cohérente et consistante pour la transformation socio-économique à moyen et long termes et le développement durable de l'économie guinéenne. En fait, en l'absence de plan de

développement, la Loi de Finances et le programme triennal glissant d'Investissements Publics sont restés les seuls instruments globaux de programmation et d'allocation des ressources publiques.

Durant la mission, il a été observé que l'actuel cadre pour le programme de réformes macro-économiques accorde la plus grande importance à des mesures de court terme pour la réduction du taux d'inflation, des déficits budgétaires et des déficits de la balance des paiements ainsi que pour la gestion de la dette extérieure et intérieure; par contre, il n'a pas adéquatement pris en compte la nécessité d'une stratégie de développement à moyen et long termes permettant d'atteindre les objectifs fondamentaux et globaux de développement de l'économie avec une attention particulière pour la réduction de la pauvreté, la satisfaction des besoins essentiels de la population, la protection de l'environnement et la promotion d'un développement diversifié, durable et auto-entretenu.

En dépit de la nature globale des programmes de réforme économique et financière, ils n'ont pas pris en charge des problèmes déterminants du moyen et long termes tels que l'emploi ou la satisfaction des besoins sociaux. Afin que le Gouvernement puisse faire face aux problèmes sociaux, les préoccupations sociales doivent être effectivement incorporées dans la cadre global de la politique de développement. C'est ainsi qu'il n'a pas été réellement ou suffisamment pris en charge le problème de l'emploi de milliers de fonctionnaires et d'employés d'entreprises publiques qui ont été déflatés. De même, des efforts plus grands doivent être faits pour intégrer les activités de l'économie informelle dans le processus de développement national, considérant le fait que de telles activités contribueraient actuellement à environ 30% du PIB et représenteraient environ 35% de l'emploi de l'économie Guinéenne.

4.1.2 Le besoin de stratégies de développement à moyen et long termes et de leur coordination avec les politiques à court terme

Si les objectifs souhaitables de rapide transformation socio-économique et de croissance économique soutenue en Guinée sont à atteindre dans les années 1990 et au-delà, il est absolument nécessaire d'aller vers une situation où sont simultanément et correctement prises en charge, coordonnées et harmonisées les préoccupations de management macro-économique à court terme et celles des politiques à moyen et long termes.

C'est pour cela qu'il y a besoin de faire de la planification et des stratégies à moyen et long termes un instrument efficace pour aider les décideurs et les planificateurs de Guinée à rassembler les facteurs stratégiques de l'évolution et de la transformation socio-économiques de leur pays et à gérer de façon cohérente leurs programmes de développement.

Il n'y a pas de doute qu'une stratégie de développement dynamique à moyen et long termes est essentielle pour rassembler tous les acteurs socio-économiques (internes et externes) aussi bien que les institutions responsables de la direction de l'économie nationale et de la présentation aux décideurs politiques des options adéquates et opérationnelles. A cette fin, le processus de planification peut servir d'instrument pour promouvoir le dialogue national sur les stratégies de développement socio-économiques et les choix sociaux pour le futur.

Ce besoin de stratégies de développement à moyen et long termes est ressenti par le Gouvernement qui lui accorde une priorité, comme l'atteste l'existence du Ministère du Plan et des Finances en tant que bras du Gouvernement ayant la responsabilité globale de la planification macro-économique et de la gestion financière. Cependant, en dépit du fait que l'article 1 du décret

présidentiel No. 92/131/PRG/SGG du 26 Mai 1992, attribue au Ministère du Plan et des Finances, la responsabilité d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques économiques de développement à court, moyen et long termes, la mission a observé que les directions nationales responsables des aspects variés du développement économique et de la mobilisation des ressources financières et de la gestion en Guinée, continuent à travailler essentiellement sur la mise en oeuvre des actuels programmes de redressement économique et financier à court terme.

Toute stratégie de développement globale et opérationnelle à moyen et long termes pour la Guinée doit donc répondre aux caractéristiques suivantes:

- (i) préciser pour le moyen et long termes les grandes orientations et objectifs du développement ainsi que les principaux étapes et moyens nécessaires pour les mettre en oeuvre ou les atteindre;
- (ii) expliciter soigneusement les mécanismes qui intègrent les préoccupations du court terme dans celles du long et moyen termes et qui peuvent effectivement faciliter la transition sans à coups du management macro-économique à court terme au monitoring du développement à moyen et long termes dans le contexte d'une économie de marché;
- (iii) établir la nature des relations entre les objectifs nationaux/sectoriels/régionaux à moyen et long termes et les relations fonctionnelles qui en découlent, d'une part entre les ministères économiques au sein du gouvernement, d'autre part entre le gouvernement central et les administrations régionales pour la formulation, le choix et le contrôle des mesures de politique économique, pour la mise en oeuvre, le pilotage et la révision des plans et politiques;

- (iv) mettre en place des modalités de collaboration entre les ministères techniques et le Ministère du Plan et des Finances en vue de la formulation de stratégies viables de développement à moyen et long termes;
- (v) spécifier des mesures et instruments pertinents pour la participation effective et durable du secteur privé aussi bien que l'intégration du secteur informel dans le processus de développement national.

4.1.3. Vers une stratégie de développement à moyen et long termes

En ce qui concerne la nature de la stratégie de développement à moyen et long termes pour la Guinée, il doit être compris que la mise en oeuvre des programmes actuels de réformes économiques et financières devrait mettre en mesure le Gouvernement de mieux faire face à ses difficultés économiques et financières, d'exercer un contrôle et une gestion plus efficaces des secteurs stratégiques d'une économie qui aurait restauré une partie de ses capacités. Dans cette mesure, les moyen et long termes émergent davantage quand les immédiats et pressants problèmes du court terme ont été pris en charge, même si cela est incomplètement car seules les stratégies et politiques du long terme peuvent résoudre de façon durable les principaux problèmes économiques et sociaux.

Ce sont des résultats, même fragiles, obtenus avec des politiques à court terme, comme la réduction, ressentie comme instable, des déficits de la balance des paiements, du budget et de l'inflation etc...qui donnent plus de marge de manoeuvre pour connaître et affronter de nouveaux ou permanents problèmes du développement. En conséquence, le Gouvernement comprend mieux à ce moment qu'il doit faire face aux problèmes des long et moyen termes et les résoudre par étapes durant les longue, moyenne et courte périodes.

4.1.4 Les objectifs fondamentaux des stratégies de développement à moyen et long termes

Les objectifs fondamentaux qui peuvent être fixés au développement à long terme de la Guinée, à l'instar de ce que propose le CARPAS (Cadre Africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économique) sont: l'atténuation de la pauvreté et l'amélioration du bien-être des populations, l'établissement d'un processus auto-entretenu de croissance économique et de développement.

La réduction de la pauvreté des populations et l'amélioration du bien-être sont indispensables en Guinée, pays classé dernier dans le dernier rapport du PNUD sur le Développement Humain par référence à l'indice du développement humain, IDH. Aussi s'agit-il de mieux répondre aux besoins de base de la population: alimentation, eau potable, logement, soins de santé et hygiène primaires, éducation. Pour certains de ces besoins, des normes et des objectifs peuvent être fixés indicativement pour être atteints en 10, 20 ou 30 ans en référence aux niveaux atteints dans les autres pays développés et en développement. L'accès à ces biens et services essentiels suppose: le meilleur accès des pauvres aux facteurs essentiels de production, en particulier la terre et les moyens de la travailler; la création d'emplois; l'amélioration du mode de répartition de la richesse nationale pour encourager le travail productif et l'accroissement du niveau de vie et des revenus par tête des citoyens. La protection de l'environnement est une condition vitale de la non dégradation de la situation des pauvres.

Ces objectifs ne seront atteints que s'il est promu un développement durable, diversifié et auto-entretenu. Cela suppose une croissance économique soutenue et la transformation des structures économiques et sociales. Celle-ci implique en

particulier: des changements quant à la nature des biens produits et la façon de les produire, ce pour pouvoir élargir la production agricole et impulser la production industrielle; une transformation de la structure du commerce extérieur pour moins dépendre des importations de riz et des recettes extérieures procurées par la bauxite dont les cours sont en baisse.

Dans l'optique du long terme, la Guinée d'une part, a des atouts certains, en particulier d'abondantes ressources agricoles, hydrauliques et minérales ainsi qu'une population jeune en croissance, mais, d'autre part, rencontre des contraintes matérielles, financières et humaines. Les plus importantes contraintes au développement de la Guinée sont relatives à: la base de production étroite et aux difficultés rencontrées pour accroître la production agricole; l'échec dans l'intégration du secteur minier dans le courant principal du processus de développement national; des infrastructures de transports et de communication inadéquates; la charge de la dette extérieure qui est un important prélèvement sur les revenus du pays; un faible niveau de santé, d'éducation, de formation et d'utilisation des ressources humaines.

Quelques mesures et politiques à mettre en oeuvre

Dans la prochaine partie du rapport seront proposées quelques mesures précises à prendre relativement à l'organisation de l'économie et aux travaux techniques à mener pour l'élaboration des politiques et stratégies à moyen et long termes. Ici, seront mis en lumière des mesures plus générales et seront faites de premières recommandations concernant la formulation de stratégies de développement à moyen et long termes.

En vue de la transformation à long terme et du développement durable de la Guinée, la mission fait les premières recommandations

suivantes pour la formulation des stratégies de développement à moyen et long termes:

- (a) Elargir la discussion sur les objectifs des stratégies de développement et les préciser;
- (b) Accorder une plus grande priorité à la production agricole, lui allouer une part plus grande des investissements et des crédits, améliorer les infrastructures et institutions agricoles et développer la production du riz;
- (c) Mettre en place un programme de réduction de la pauvreté et pour cela, outre les mesures de développement économique, concevoir un ensemble de mesures spéciales de dimension sociale pour prendre en charge les problèmes spécifiques liés aux déficiences de la santé, de l'éducation, de l'emploi et du logement. Ces mesures devraient permettre de procurer un niveau minimum de santé et d'éducation ainsi que plus d'accessibilité de ces services aux pauvres; elles devraient s'appuyer sur une restructuration du budget national au profit des dépenses sociales et le développement de systèmes alternatifs d'éducation et de santé;
- (d) Encourager les exportations de produits agricoles mais mener une étude en profondeur des marchés extérieurs traditionnels et potentiels qui achètent les produits de Guinée. Cette étude doit déterminer les élasticités de revenus des produits substituables potentiels, les changements dans les habitudes et modèles de consommation des partenaires commerciaux. Cette étude pourra guider le gouvernement guinéen dans l'allocation des ressources entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie;

- (e) Minimiser la domination de l'économie guinéenne par des investisseurs étrangers et mieux collaborer avec eux en identifiant et sélectionnant les secteurs stratégiques dans lesquels seuls les nationaux Guinéens peuvent, soit seuls, soit en association avec des étrangers, mener une activité économique. Par ailleurs, il faut préciser les obligations des sociétés étrangères vis-à-vis de la Guinée, en particulier en ce qui concerne le rapatriement des bénéfices, l'emploi de nationaux, l'utilisation de produits locaux, la durée minimum des activités et la formation des guinéens à tous les niveaux de la gestion des affaires.
- (f) Mener une politique délibérée de répartition judicieuse et équilibrée des investissements parmi les différentes régions du pays, à travers l'amélioration du réseau de transports et de communications et l'octroi d'autres incitations, offrant des avantages aux régions retardataires. La possibilité d'une allocation non optimum des ressources entre les différentes régions en raison de ces avantages discriminatoires ne doit pas être exclue. En effet, la mission estime que le but d'une politique nationale de développement auto-entretenu et équilibré est de favoriser l'unité nationale de la Guinée à long terme plutôt que la maximisation immédiate du taux de croissance des agrégats.
- (g) Renforcer l'intégration économique de la Guinée dans la sous-région et la région pour développer ses relations avec les pays voisins et les autres pays africains. Il s'agit de mettre en oeuvre les traités d'Abuja et de la CEDEAO et d'en tirer bénéfice.

4.2. Meilleure information statistique

Cette question a déjà été traitée dans la partie III.

4.3. Améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'économie

4.3.1. Mettre les réformes économiques au seul service du développement

Les réformes menées ont mis fin à juste titre à la trop grande centralisation et à l'étatisation exagérées de la 1ère République. Cependant, moins d'Etat ne signifie pas absence de l'Etat, mais mieux d'Etat. Aller vite ne signifie pas que l'on ne prend pas en compte des facteurs tels que la situation de départ et le niveau de développement du pays concerné, le respect des étapes à suivre et l'influence des facteurs subjectifs. Le succès du processus de réforme dépend de la bonne combinaison des facteurs objectifs et subjectifs, d'audace et de pragmatisme. Les a-priori doctrinaux sont à éviter. S'il a fallu aller vite pour mener certaines réformes afin d'assurer leur faisabilité politique, il faut savoir, une fois leur irréversibilité assurée, faire le point de leurs points forts et faibles, et veiller à ce qu'elles restent au service du développement. C'est ainsi qu'il faut se demander si les relâchements trop souvent enregistrés dans la gestion des affaires publiques et dans la mobilisation des énergies de l'administration ne traduisent pas une déviation dans l'interprétation des réformes et ne sont pas la double conséquence d'habitudes anciennes de dépendance vis-à-vis de l'Etat et d'habitudes nouvelles de mise en cause totale de son rôle pourtant si indispensable au développement.

Maintenant que l'essentiel de la libéralisation et des privatisations a été fait et que la plupart des réformes ont été effectuées, il s'agit de veiller à ce que leur application concrète conduise à la bonne gestion, au respect des intérêts de la

collectivité. Il s'agit éventuellement de prévoir les mesures correctives ou supplémentaires nécessaires à cet effet, en particulier dans des domaines importants tels que: le commerce Intérieur et extérieur ainsi que les prix, les activités minières, la fonction publique, le financement des investissements par les banques et le secteur privé, la décentralisation et l'intégration régionale, la direction de l'économie dans une perspective de moyen et long termes, les relations avec les pays voisins.

4.3.2. Mieux maîtriser la commercialisation et les prix

Le commerce et les prix sont aujourd'hui presque complètement libéralisés. Leur organisation souffre de deux maux principaux: le faible niveau de développement du pays et les lacunes de leur maîtrise. Les principaux problèmes dans le domaine de la commercialisation et des prix sont aujourd'hui des problèmes de création de l'environnement adéquat, de définition et de transparence de la réglementation, de disponibilité de l'information, d'amélioration du mode de fixation de certains prix, de défense des intérêts nationaux légitimes et de contrôle.

Agir pour un environnement plus favorable

Le commerce subit des entraves dues à son environnement socio-économique, certaines étant objectives et liées au niveau de développement de la Guinée, l'organisation de l'économie de marché ne pouvant à elle seule lever les obstacles structurels à la possibilité de l'échange. Seules les politiques de développement à moyen et long termes, augmenteront la production commercialisée, créeront les infrastructures facilitant le commerce (routes, transport, stockage, télécommunications) ou élargiront la monétarisation de l'économie et sa sphère d'échange. Les politiques menées aujourd'hui et les formes organisationnelles actuelles de leur financement, maintenance et gestion sont à analyser et à améliorer si nécessaire. La concertation des

opérateurs du Commerce doit être encouragée et ils doivent apporter leur contribution à l'effort collectif. La commercialisation intérieure et extérieure des produits les plus importants pour la Guinée doit être attentivement suivie par l'Etat, sous les formes d'organisation adéquates et avec la collaboration des opérateurs privés. Il est important de dynamiser les exportations de produits non miniers tels que le café, la mangue et la banane.

Une information commerciale plus disponible

On a déjà constaté les carences actuelles de l'information sur le commerce et de celle qui lui est nécessaire. L'obtention et la diffusion de ces informations étant vitales pour un bon environnement de l'activité commerciale, il faut accélérer les efforts d'amélioration des statistiques du commerce extérieur (Projet Sydonia), de diffusion des prix à la consommation (Direction Nationale de la Statistique), de diffusion des données sur les produits agricoles (Projets FAO et CEE), de mise en place d'une banque de données sur le commerce intérieur et extérieur. Il faut mettre fin à la méconnaissance actuelle du commerce intérieur et mener des études pour connaître des circuits de commercialisation importants ou méconnus, pour mieux cerner le secteur informel et le commerce frontalier. Pour favoriser l'accès des opérateurs nationaux à l'information sur les marchés extérieurs (possibilités commerciales, prix), en attendant la création d'un éventuel centre national du commerce extérieur, la Direction Nationale du Commerce et la Chambre de Commerce devraient mettre en place des centres de documentation adéquats, des facilités pour l'obtention de l'information commerciale étrangère et la participation à des foires.

Il est utile aussi que la commercialisation des exportations soit la plus transparente possible, aussi bien pour les produits agricoles que pour des produits tels que la bauxite, l'or ou le diamant. Dès maintenant, il faut s'intéresser aux possibilités de

financement du commerce extérieur qui seront offertes par l'Afreximbank et il faut étudier les conséquences en Guinée des négociations commerciales de l'Uruguay Round. Un effort d'information et de formation doit être mené en direction des entrepreneurs et commerçants pour leur permettre de mieux connaître la réglementation et les possibilités qui leur sont ouvertes sur le plan Intérieur et extérieur.

Une réglementation commerciale mieux connue

Le Code des Activités économiques et différents textes réglementaires facilitent et simplifient l'accès aux activités de commerce et de services; il est indispensable de préciser ou de mieux faire connaître les principes et règles qui les régissent, d'assurer une meilleure répartition des tâches et concertation entre les différents ministères et organismes ayant des responsabilités dans les activités commerciales et la fixation des prix : ministère chargé du commerce (DNC), Chambre du Commerce et de l'Industrie, Ministère du Plan et des Finances, Banque Centrale, Ministère des Ressources Naturelles, des Energies et de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture et des ressources animales...

Il est indispensable de mettre au point et de promulguer un texte réglementaire sur les prix et la concurrence. Un Comité consultatif sur le commerce pourrait être créé, s'il n'existe pas déjà un organisme pouvant jouer ce rôle. Bien évidemment, la Direction nationale du Commerce et les autres services concernés doivent jouer leur rôle pour le contrôle de qualité, celui des poids et mesures...

Une fixation des prix tenant mieux compte des intérêts du pays

En ce qui concerne les prix, trois importantes questions n'ont pas été résolues par les réformes entreprises: le taux de

protection de la production nationale, le prix du riz, la fixation des prix des produits miniers.

Le tarif douanier en cours implique de facto un certain taux de protection de la production nationale. Il serait utile, en fonction de perspectives à moyen et long termes de production, de l'étudier périodiquement pour ne pas léser les productions nationales rentables. A cet égard, comme cela a été déjà proposé, il est important de réduire la dépendance par rapport aux importations de riz, d'autant plus qu'une partie des importations guinéenne est réexportée dans la sous-région pour alimenter un commerce informel non négligeable. Certains ont proposé une protection de 25% basée sur le prix mondial projeté à l'an 2000; on sait que la tentative d'augmentation proposée par l'une des dernières lois de finance a échoué suite à l'augmentation des prix et à la protestation populaire. Il faut réétudier la question, en s'interrogeant sur les raisons des augmentations non voulues, sur la façon d'aller progressivement. Mais il est important de ne pas sacrifier l'agriculture et les paysans. A cet effet, une caisse de stabilisation des prix des céréales pourrait être mise en place.

Pour ce qui est des produits miniers, il faut davantage de transparence commerciale de la part des partenaires de la Guinée et de nouveaux modes de fixation des prix pour tenir compte de ses intérêts. D'ailleurs, le problème de la négociation des prix et de la taxation de la bauxite a déjà été posé en raison de la chute des prix et d'une formule non favorable de calcul des prix et des taxes (Mémoire Economique Banque Mondiale, Rapport No 8774-GUI 16 Novembre 1990).

4.3.3. Un système bancaire mieux adapté aux besoins du développement

Le nouveau système bancaire a le grand mérite d'être plus rationnellement géré que le précédent, d'avoir limité l'inflation

et d'avoir assuré une parité reconnue du franc guinéen. Cependant, il doit se mettre davantage au service du développement dans des activités aussi cruciales que la mobilisation de l'épargne, le financement des investissements, le financement de l'agriculture, le financement du commerce extérieur, la maîtrise nationale des problèmes de financement.

La mobilisation de l'épargne pose trois problèmes: celui de sa rémunération, celui de son utilisation et celui de son maintien sur le territoire national. Il faut étudier les mécanismes mettant fin à des situations où de nombreux dépôts ne sont pas rémunérés, où le taux de rémunération de l'épargne est inférieur au taux d'inflation et où les banques ont tendance à situer une partie trop importante de leurs avoirs à l'étranger.

Sont légitimes certaines des raisons (manque de garantie juridique, insuffisance de fonds propres des investisseurs) expliquant les réticences des banques à financer les investissements privés et l'agriculture. D'autres le sont moins. L'Etat doit créer les conditions juridiques facilitant les prêts et prendre des initiatives (fonds de garantie, fonds de participation...) appuyant les demandes des emprunteurs méritant son attention. Mais une fois cela fait, il est en droit d'exiger des banques une autre attitude en ce domaine et pénaliser celles qui continueraient à n'accorder que des crédits à court terme. La création d'une banque nationale de développement ne devrait pas être exclue.

Pour l'agriculture, il faut consolider le succès du Crédit Rural et examiner de nouveau les possibilités de subventionner les crédits à l'agriculture ou de la faire bénéficier de crédits obtenus à des taux concessionnels.

Le coût élevé des importations et la progression trop lente des exportations non minières posent le problème de la maîtrise et

du financement du commerce extérieur. Les banques devraient être incitées à jouer un rôle plus dynamique pour l'optimisation des recettes du commerce extérieur, pour le rapatriement rapide des gains et pour l'information des opérateurs économiques sur les conditions d'affaires à l'extérieur. Elles doivent se préparer des maintenant à utiliser les possibilités de l'Afreximbank.

Enfin, le système bancaire devrait être considéré comme un instrument de la maîtrise nationale des problèmes de développement et de financement. Des capacités nationales existent déjà dans les banques mais elles sont insuffisantes ; il faut les développer et les utiliser pleinement. La formation des nationaux devrait être élargie et permettre d'assurer à moindres frais la relève d'une partie des cadres étrangers en place.

4.3.4. Améliorer la préparation et le financement des investissements publics

Le Programme d'investissements publics (PIP) ayant permis une meilleure maîtrise du financement des investissements publics, il faut consolider les bases et les procédures de son élaboration. L'investissement n'étant pas seulement un problème de financement, il faut combler les lacunes sérieuses persistant dans leur insertion dans des programmes nationaux à moyen et long termes ainsi que dans la préparation, l'évaluation et le suivi des projets.

Il faut mettre fin à la marginalisation de la Direction Nationale du Plan et de l'Economie dans la préparation de projets qui pourtant devraient concrétiser les stratégies sectorielles à moyen et long terme qu'elle est chargée d'impulser. Il faut améliorer le travail d'évaluation des projets en mettant à la disposition des évaluateurs et des décideurs des guides et notes méthodologiques explicitant les critères de choix et sélection des projets. L'information sur les projets prévus ou déjà réalisés

devrait être facilement accessible, par exemple à l'aide d'une banque informatisée de projets, plus maniable et conversationnelle que celle déjà en place. Une telle banque pourrait faciliter un meilleur suivi de l'exécution des projets.

Il faudrait enfin mettre au point une procédure permettant une meilleure connaissance de la dette induite par les projets et la transmission régulière de l'information correspondante à la Direction du Budget/MPF.

4.3.5. Evaluer le niveau à moyen et long termes du taux de change

Le Mémoire de la Banque Mondiale de novembre 1990 a recommandé de rendre plus concurrentiel le marché aux devises et de réfléchir sur l'influence des recettes minières et de la dette extérieure sur le niveau du taux de change à long terme. En effet, le marché aux devises qui est un acquis et une réalisation positive doit être encore plus transparent et être davantage concerné par les préoccupations économiques à moyen et long terme. Il faut en effet résoudre les problèmes soulevés par le glissement continu et défavorable de la valeur du franc guinéen et par une structure déséquilibrée des importations et exportations.

Mais la transparence n'est pas seulement le fonctionnement d'un marché aux devises ne concernant qu'une partie des devises du pays. Pour améliorer les mécanismes existants, il serait utile de mener des études exhaustives et approfondies sur l'ensemble des transactions de devises concernant la Guinée, qu'elles passent par le marché officiel ou informel, par les opérations internes ou non des banques étrangères et des grandes compagnies minières, par les transactions sur l'or et le diamant.

La proposition de la Banque Mondiale relative à la réflexion sur le taux de change à long terme et à la création d'une caisse de

stabilisation est importante; il faut la mettre en oeuvre rapidement. La réflexion à mener devra prendre en compte: le peu d'influence du taux de change sur les recettes minières en devises, le développement de la production nationale, la coordination des politiques économiques des pays de la sous-région.

4.3.6. Consolider la Gestion de la dette

L'organisation mise en place pour la gestion de la dette a permis une clarification de l'endettement passé. Il s'agit de la consolider mais aussi de mieux maîtriser l'endettement nouveau et les actions relatives aux négociations sur la dette et à son allègement.

Sur la base de l'expérience acquise, il faut faire le point du partage des responsabilités entre la Direction du Budget, la Banque Centrale et les autres services concernés, et si nécessaire les préciser. Il faut assurer la stabilité et la sécurité de l'archivage des documents relatifs à la dette et à son service. La mise en place de la nouvelle base de données sur la dette doit être accélérée et se faire dans plusieurs services concernés, le pilotage et la mise à jour se faisant à la Direction du Budget. Par ailleurs, il serait utile que les services guinéens prennent connaissance des logiciels sur la dette disponible (Banque Mondiale, CNUCED, Commonwealth), pour éventuellement avoir à utiliser l'un d'entre eux en consultation avec la CEA.

La dette étant un problème économique central, il est important d'assurer l'existence de capacités nationales de réflexion et de gestion de la dette intérieure et extérieure. A cet effet, il faut aussi bien assurer le fonctionnement régulier d'un comité technique de haut niveau habilité à connaître de tout problème lié à la dette que développer une expertise nationale sur sa négociation et sa gestion. La Guinée, tout en défendant le principe de l'annulation de la dette, doit se préparer à des

opérations telles que celles de rachat de dettes, d'échange de dettes, d'échange de dettes contre projets.

Dans ce domaine de la dette, la coopération avec les autres pays africains peut être très fructueuse pour assurer l'échange d'idées et d'expériences.

4.3.7. Utiliser pleinement et rationnellement la fonction publique

Le problème de la Fonction Publique est complexe et délicat. Ce n'est pas seulement un problème d'effectifs et de masse salariale; il pose toutes les questions liées aux rôles et capacités respectives de l'Etat, de la Société civile et du secteur privé. Un discours très récent du Vice-président Afrique de la Banque Mondiale reconnaît d'ailleurs que la politique passée de la Banque Mondiale en la matière était à revoir.

A l'étape actuelle, la principale préoccupation de la fonction publique devrait être de remplir correctement les missions qui lui sont confiées et d'utiliser à cet effet les effectifs en place et les effectifs qualifiés supplémentaires indispensables. L'incapacité du secteur privé à employer les déflatés et les besoins non satisfaits de la société montrent que ces missions sont nombreuses et variées. Bien évidemment, la masse salariale ne peut évoluer au delà des possibilités de l'Etat.

Dans cette optique, il faut consolider les acquis résultant des remises en ordre des dernières années, du travail systématique de définition des cadres organiques des administrations, de disponibilité d'une information abondante et de l'existence de capacités informatiques pour la gestion de la fonction publique. Les bases de données sur la fonction publique pourraient être modernisées et il pourrait être mis au point des modèles de prévision de l'évolution de la masse salariale et de l'emploi de la

fonction publique. Il peut être développé tout un travail de prévision et de planification de l'emploi dans la fonction publique en liaison avec les besoins à satisfaire. Un effort systématique de formation, de mobilisation des énergies et d'affectation des moyens de fonctionnement pourrait permettre de dépasser l'impression de sureffectifs que donne encore certains services. A cet égard, on ne peut que demander le renforcement d'une assistance technique dans ce secteur, assistance technique qui serait, selon les informations recueillies, actuellement inexistante.

4.3.8. Accorder toute sa place à la régionalisation et la décentralisation

Il faut mettre fin à la situation actuelle des régions marquées par le sous-encadrement, les difficultés de communications et l'enclavement. Les préoccupations de l'ajustement n'ont pas permis de donner toute leur place à la régionalisation et à la décentralisation. Il est temps de le faire en se plaçant dans le cadre de visions à moyen et long termes du développement de la nation et des régions.

Dans ce cadre, il faut responsabiliser davantage les départements et les collectivités locales, accroître les ressources qui, à travers les finances locales, sont directement allouées au développement local. Il faut envisager la création, sous une forme à définir, d'un fonds spécial pour le financement des investissements et études des collectivités locales. Il faut renforcer l'encadrement des départements, en particulier celui des services chargés du développement.

Il faut réellement préparer et mettre en oeuvre des programmes à moyen terme de développement local pour les communes urbaines, les communautés rurales et les départements. Etant donné l'immensité de la tâche, cette opération devra se fixer des objectifs simples et réalistes, à atteindre selon un planning

réaliste à long terme. La cohérence de ces programmes locaux sera assurée d'abord par les schémas nationaux et régionaux d'aménagement du territoire, ensuite par les politiques nationales et sectorielles à moyen et long termes. Il faut envisager la création d'un service ou bureau technique spécial qui serait opérationnel et dont la seule tâche serait d'élaborer des programmes de développement pour les collectivités locales; il pourrait avoir des antennes au niveau de chaque région du pays. Ce service et les directions concernées du Ministère de l'Intérieur, du Ministère du Plan et des Finances et du Ministère de l'Aménagement du Territoire pourraient mettre en place une banque de projets locaux et régionaux qui aurait un double rôle: informer sur les idées de projets et les projets en cours; donner des exemples de projets types pouvant être réalisés au niveau local.

4.3.9. Développer les relations avec les pays voisins et les autres pays africains

Les traités d'Abuja et de la CEDEAO sont importants et contiennent des dispositions pouvant faciliter le développement de la Guinée dans le cadre du renforcement de l'intégration économique sous-régionale et régionale. Il ne semble pas que les principaux documents économiques disponibles prennent concrètement en considération le développement des relations de la Guinée avec les pays voisins. Pour impulser cette approche de coopération régionale, un certain nombre de pays africains ont créé des ministères chargés de l'intégration régionale. La Guinée pourrait peut-être en faire de même.

Dès maintenant des tâches apparaissent: coordination des schémas d'aménagement du territoire des pays de la sous-région ou réflexion sur un schéma d'aménagement de l'ensemble de la sous-région, mise en valeur coordonnée des régions frontalières (en particulier celles avec le Libéria et la Sierra Leone), promotion

et organisation du commerce frontalier, coordination des politiques de change.

4.4. Améliorer la préparation et la mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes

Il existe une insatisfaction justifiée sur l'insuffisance de définition et mise en oeuvre de stratégies et politiques à moyen et long termes. Cette lacune n'est pas seulement due à une absence d'affectation des tâches correspondantes ou d'organisation du travail; en effet, le MPF a la responsabilité officielle de proposer la politique économique et sociale à moyen et long termes du gouvernement, la plupart des ministères ont des missions bien claires d'élaboration de politiques sectorielles et la DNPE ainsi que plusieurs autres structures importantes des ministères se sont vues assignées des tâches précises en la matière. Cette insatisfaction ne signifie pas l'inexistence de toute politique sectorielle à moyen ou long terme. En effet, un certain nombre de documents sectoriels, signalés précédemment et ayant une portée stratégique certaine, sont disponibles et même mis en oeuvre.

L'insatisfaction vient de:

- l'absence d'un processus suffisamment large et continu, officiel ou non, de discussion et d'adoption des principales orientations à long terme;
- de la non disponibilité de documents synthétiques de travail officieux (ou officiels) et même informels faisant des propositions d'orientations stratégiques et des prévisions à long et moyen termes globales, ce après un diagnostic de la situation économique et sociale;

- de la non cohérence, du caractère dispersé et de la qualité insuffisante des politiques sectorielles élaborées;
- de la priorité souvent donnée à des considérations d'ajustement et de court terme dans les prises de décision économique.

Aussi, les améliorations recherchées doivent-elles s'appuyer sur des mesures organisationnelles et sur une amélioration du travail technique. Il est proposé: une organisation et un fonctionnement véritables du processus de concertation et de décision sur les politiques et stratégies à moyen et long termes; une continuité de ce processus pour mettre en pratique une approche stratégique véritable de prise en compte de l'interaction entre les décisions et la réalité; l'élaboration des documents techniques, présentant la problématique et les choix possibles à long et moyen termes, ces documents étant indispensables au déroulement du processus de décision; l'amélioration des outils disponibles; la coordination et l'amélioration des politiques sectorielles et régionales; la meilleure définition des liens entre politiques à long, moyen et court termes.

4.4.1 Mettre en place un processus de concertation et de décision sur les stratégies et politiques à moyen termes

La bonne marche du processus suppose des instances nationales sectorielles et régionales de concertation ainsi que leurs comités techniques d'appui; l'exercice réel par les services gouvernementaux de leurs attributions; la continuité du processus de travail ainsi que la diffusion de propositions à des échéances déterminées.

Le Comité National de Concertation Stratégique (CNCS):

Le rôle d'instance nationale de concertation pourrait être joué soit par un Comité National de Concertation Stratégique (CNCS), soit par une institution consultative nationale (du type Conseil Economique et Social). Le CNCS, qui se réunira environ tous les 3 mois, serait l'équivalent pour le moyen et long termes du Comité de Coordination Economique et Financière (CCEF) qui est surtout axé sur le court terme. Il a été jugé qu'il valait mieux distinguer les deux comités pour que les préoccupations du long terme ne soient pas encore négligées.

La mission du CNCS sera d'impulser le processus de réflexion sur les stratégies et politiques à moyen et long termes; il sera aussi chargé de discuter et de faire diffuser, à titre d'information, tout document pertinent sur les stratégies et politiques nationales et sectorielles à moyen et long termes, et éventuellement de le soumettre à l'appréciation du Gouvernement. Le CNCS encouragera la mise en place et le fonctionnement de comités sectoriels de concertation stratégique et de comités national et régionaux d'aménagement du territoire et de développement régional. Le CNCS fera un rapport annuel au Gouvernement sur l'état des travaux disponibles en Guinée sur les stratégies et politiques à moyen et long termes. La présidence du CNCS sera assurée par le Chef du Gouvernement ou le Ministre qu'il aura désigné, le Ministre du Plan et des Finances assurant sa Vice-présidence, en feraient aussi partie tous les ministres ayant des responsabilités économiques et sociales, le Gouverneur de la Banque Centrale, le Directeur National du Plan et de l'Economie/MPF et quelques (au maximum 5) personnalités guinéennes choisies en dehors de l'administration et connues pour leurs compétences économiques. La composition du Comité serait élargie lorsqu'auront été mises en place les institutions prévues par le processus démocratique en cours. Le Secrétariat du Comité sera assuré par le Directeur National du Plan et de l'Economie/MPF.

Le CNCS sera appuyé par un Comité Technique d'Appui dirigé par le DNPE, comprenant les directeurs et cadres concernés des différents ministères, qui se réunira au moins une fois par mois et qui sera chargé de finaliser les documents soumis au CNCS, de suivre le travail des ministères sur le moyen et long termes, de suivre le travail des comités sectoriels et régionaux de concertation stratégique. Pour assurer le travail efficace de ce Comité technique d'appui, il lui sera affecté de façon permanente un cadre économiste de haut niveau, chargé de conseiller et secondier le DNPE dans toutes ses tâches au CNCS, et nommé sur sa proposition.

Le Comité Stratégique Sectoriel (CSS):

Il serait l'équivalent du CNSS au niveau sectoriel mais avec une plus grande ouverture sur les acteurs de la vie économique et la Société civile. La mission du CSS sera de mener le processus de réflexion sur les stratégies et politiques à moyen et long termes du secteur concerne; il sera aussi chargé de discuter les implications sur le secteur des stratégies et politiques nationales à moyen et long termes. Il transmettra périodiquement au CNCS les résultats de l'ensemble de ses travaux. Le Ministre responsable du secteur le plus concerné, assurera la présidence du CSS. Le CSS sera appuyé par un Comité Technique d'Appui dirigé par un Directeur National, comprenant des directeurs et cadres des différents ministères concernés, qui se réunira au moins une fois par mois et qui sera chargé de finaliser les documents soumis au CSS, d'impulser le travail des structures concernées.

La mise en oeuvre des textes réglementaires

Pour l'élaboration des politiques à moyen et long termes, des tâches précises sont assignées aux structures ministérielles par les textes réglementaires. Les appliquer est indispensable pour

alimenter et concrétiser le processus de concertation et de décision en la matière.

Les Comités ci-dessus mentionnés sont permanents et leur travail sera continu, avec mise en pratique d'une approche consensuelle et d'une démarche stratégique: il y aura concertation constante entre partenaires concernés et prise en compte des résultats obtenus et des situations nouvelles pour l'amélioration des stratégies et politiques déjà formulées.

4.4.2. Elaborer des documents techniques sur les orientations globales à long et moyen termes

Sans documents techniques pertinents et disponibles à temps, le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes ne peut fonctionner correctement. Ces documents doivent poser résolument les problèmes structurels à long terme et ne pas faire la démarche inverse de voir le futur à travers les problèmes du court terme. Les documents techniques nécessaires sont aussi bien globaux et synthétiques que sectoriels. Ils sont plus ou moins précis selon la phase en cours et ils peuvent être mis au point de façon itérative.

De premiers documents doivent donner les premières analyses et prévisions à long et moyen termes indispensables au travail cohérent au niveau national et sectoriel: statistiques et analyses rétrospectives de la situation économique et sociale, prévisions démographiques, prévision de l'évolution des principaux besoins sociaux, évolutions prévisibles du contexte économique international, évolutions prévisibles d'agrégats économiques ou de productions nationales... Les aspects aménagement du territoire, coopération sous- régionale et régionale et exploitation des principales ressources minières devront être abordés dès ces premiers documents.

Des documents ultérieurs préciseront les précédents et fourniront des variantes possibles d'évolution globale à long et moyen termes.

Il est proposé que les documents préliminaires soient élaborés avant fin 1993-début 1994, que des documents plus élaborés le soient à la mi-1994 et que les premiers documents finalisés soient disponibles à partir de 1995.

4.4.3. Améliorer les politiques sectorielles et faire fonctionner les Comités Stratégiques Sectoriels

Des documents de politique sectorielle existent déjà, mais de qualité inégale, tous les secteurs n'étant pas couverts. Il s'agit de les améliorer, de couvrir tous les secteurs, d'assurer leur cohérence et surtout d'adopter une optique de gestion stratégique dans leur élaboration et leur mise en oeuvre, cette optique ayant déjà été utilisée pour l'industrie.

Rappelons que les principes de base de l'approche stratégique déjà développée pour la gestion stratégique du développement industriel ont été les suivants: les sous-systèmes industriels en tant que niveau d'analyse et d'intervention ; la concertation en tant que mode d'élaboration et de gestion ; l'Etat en tant qu'appui au développement du secteur industriel et au processus de concertation ; la conduite du processus à travers une démarche progressive et l'intégration du suivi des situations et des résultats. Ils peuvent s'appliquer dans d'autres secteurs que l'industrie.

Il s'agit bien évidemment d'adopter des méthodes adaptées à chaque secteur et surtout de faire fonctionner des comités sectoriels stratégiques, capables d'animation, de conception, de formulation et d'évaluation des stratégies sectorielles à long

terme, ce en coordination avec les reformes économiques et financières.

Il est proposé que dans un premier temps soient diffusés les bilans sectoriels déjà réalisés et que soit préparée avant fin 1993-début 1994 une synthèse de toutes les politiques sectorielles déjà retenues. Des politiques sectorielles pourraient être proposées en 1994 et 1995.

4.4.4. Mettre en oeuvre une politique d'aménagement du territoire et faire fonctionner les Comités d'aménagement du territoire et de développement régional

Dans l'impulsion des travaux du long terme, les travaux sur les schémas national et régionaux d'aménagement du territoire sont d'un apport précieux. En effet, la vision aménagement du territoire est une vision de long terme par excellence. L'aménagement du territoire doit permettre l'utilisation adéquate du territoire national en fonction des ressources et potentialités disponibles, ce afin de répondre aux besoins à long terme de la population et de l'économie du pays.

A travers l'élaboration et la mise en oeuvre de schémas nationaux et régionaux d'aménagement du territoire, il peut être obtenu une meilleure utilisation des grandes potentialités humaines et naturelles de la Guinée, la levée progressive des contraintes sur les échanges inter-régionaux, la répartition territoriale plus rationnelle des activités économiques et sociales, la prise en compte des problèmes de l'environnement et un élargissement des relations avec les pays voisins.

Dans un premier temps, avant fin 1994-début 1995, il s'agira de mettre à jour et compléter le schéma national d'aménagement du territoire (encore trop axé sur les secteurs urbains) et les plans

régionaux d'aménagement du territoire. Dans un deuxième temps, en 1994 et 1995, il s'agit d'examiner leur cohérence avec les orientations macro-économiques et les politiques sectorielles à moyen et long termes.

A cet effet et avec ces préoccupations, il faudra faire fonctionner les comités national et régionaux d'aménagement du territoire et de développement régional qui auront la même démarche stratégique que le CNCS et les CSS.

4.4.5. S'appuyer sur la documentation nécessaire et les instruments utiles d'aide à la décision

Les travaux de réflexion sur le moyen et long termes doivent bénéficier de supports scientifiques, analytiques et techniques. Il est indispensable de se tenir au courant des réflexions et recherches sur le développement menées en Guinée et dans le monde. Il est indispensable d'avoir accès à des bases de données nationales et même internationales. Il faut aussi utiliser des instruments d'aide à la décision.

Aussi est-il proposé de mettre en place un plan à long terme de travail et de recherche permettant de:

- créer ou renforcer les conditions de disponibilité de la documentation économique nécessaire et des contacts scientifiques avec l'étranger;
- de mettre en place les bases de données nécessaires, en particulier celles souhaitées par la DNPE et la DNSI; d'avoir accès à certaines bases de données développées à l'étranger;
- d'élargir les efforts d'utilisation d'instruments d'aide à la décision (quelquefois disponibles sous forme de

progiciels adaptables) tels qu'un modèle de prévision démographique; un modèle de prévision macro-économique à moyen terme venant s'ajouter à MPEGUI; le tableau d'entrées-sorties; un modèle des flux scolaires; une banque des projets publics; un modèle sur la dette extérieure et intérieure.

Le modèle macro-économique à moyen terme visera à réaliser des prévisions macro-économiques et des simulations de politique économique. Il donnera une représentation chiffrée de l'évolution prévue de l'économie et analysera la comptabilité des objectifs de politique économique. Il donnera des réponses utiles aux questions de politique économique: effets des mesures officielles prévues; simulation de chocs externes sur l'économie guinéenne; analyse de l'impact macro-économique des politiques d'ajustement structurel.

Le tableau entrées-sorties actuel sera utilisé et mis à jour. Le T.E.S. sera largement utilisé pour les prévisions à moyen et à court termes. Il sera assuré sa maintenance à travers l'utilisation d'études ou de projections.

Le modèle des flux scolaires visera à faciliter la planification ou la prévision des effectifs scolaires et d'un certain nombre d'indicateurs correspondants. Au niveau du pays et de chacune des régions, il permettra d'évaluer, pour chaque année des années de la prévision et dans chaque cycle d'enseignement, le nombre d'élèves par classe, les effectifs totaux et les sortants; les taux de scolarisation; les besoins annuels en salles de classe et en enseignants.

La banque des projets publics sera une base de données sur les projets d'investissements publics à différents stades (idée, préfactibilité, factibilité, exécution). Elle favorisera: la gestion administrative et la sélection des projets tant au niveau national que régional; le suivi physique et financier des projets

d'investissement du PIP; l'analyse macro-économique, financière et régionale du PIP.

La base de données et le modèle sur l'endettement permettront un suivi de l'endettement interne et externe et une prévision de son évolution selon différentes hypothèses concernant les modalités de son rééchelonnement et de son allégement.

4.5. Améliorer la préparation des politiques économiques à court terme et leur cohérence avec les politiques à moyen et long termes

Dans le cadre de l'amélioration de la préparation des politiques économiques à court terme, il s'agit d'améliorer: le suivi de la conjoncture, les prévisions à court terme et la préparation des budgets économiques, l'élaboration du Programme d'Investissements Publics (PIP).

4.5.1. Cohérence entre long, moyen et court termes

Une première condition de cette cohérence sera l'existence d'une véritable vision à long terme de l'économie, tenant compte des réalités présentes et se traduisant en objectifs et politiques à long et moyen termes, pouvant être adaptés et modifiés en cas de besoin dans le cadre de la démarche stratégique ci-dessus rappelée.

Une deuxième condition est que les politiques à court terme prennent totalement en compte les politiques à moyen et long termes et ne soient pas l'occasion de décisions qui leur soient contraires.

Dans ce cadre il faut:

- assurer la cohérence et même la similitude de l'information de base utilisée;

- insérer les prévisions à court terme dans le cadre de prévisions à moyen terme , par exemple triennales;
- examiner les conséquences à moyen et long termes des décisions prises dans le cadre de politiques à court terme;

L'élaboration du programme d'investissements publics PIP peut être l'occasion de réflexions sur le moyen terme et sur la cohérence entre les prévisions annuelle, les perspectives triennales et les autres prévisions à moyen et long termes. Aussi est-il proposé de ne pas limiter la préparation du PIP à son aspect financement de projets mais de lui donner toute sa dimension avec la préparation approfondie de perspectives triennales, avec la proposition de mesures économiques entrant dans le cadre de la mise en oeuvre des politiques à moyen et long termes. Ces réflexions pourraient se concrétiser non seulement dans les autorisations de programme de la loi de finances mais aussi dans le rapport présenté par le Ministre du Plan et des Finances lors de la présentation de la loi de finances.

4.5.2. Améliorer le suivi de la conjoncture

Il est posé là le problème de l'amélioration de l'information statistique et de celle du contenu et de la périodicité de la note de conjoncture.

4.5.3. Améliorer les prévisions à court terme et la préparation des budgets économiques

Il faudrait finaliser rapidement le modèle PRECEGUI tout en continuant à s'appuyer sur MPEGUI. Il faudra veiller à ce que davantage de cadres guinéens sachent utiliser ces deux modèles.

Par ailleurs, la préparation annuelle du budget de l'Etat devrait être davantage normalisée dans son processus, les prévisions de la DNPE devant être davantage utilisées pour asseoir les prévisions de recettes et de dépenses de l'Etat. Dans ce cadre, une procédure de préparation des budgets économiques (comptes économiques prévisionnels à court terme) devrait être mise en place.

4.5.4. Améliorer l'élaboration du Programme d'Investissements Publics (PIP)

Il a déjà été indiqué comment l'élaboration du PIP devrait prendre en charge les préoccupations du long et moyen termes, ce qui signifie bien évidemment une collaboration plus étroite qu'elle ne l'est aujourd'hui entre la DNPE et la DNIP. Nous voudrions maintenant insister sur l'amélioration de la préparation des projets. A cet effet, il est proposé:

- Un manuel mis à jour des procédures pour la programmation, la budgétisation et le suivi des investissements publics; il devrait aborder aussi les questions suivantes: liaisons entre la première année du PIP et le Budget d'Investissement de la loi de finances; charges récurrentes des projets et budget de fonctionnement; les projets régionaux; rôle d'une banque nationale des projets financés par l'Etat. Ce manuel peut être mis à jour conjointement par la DNPE et la DNIP/MPF.
- Un guide pratique pour l'évaluation des projets productifs; sont concernés les secteurs suivants: agriculture, élevage, hydraulique, pêche, industrie, artisanat, tourisme, transport ;
- Un guide pratique d'évaluation des projets non directement productifs; un tel guide concerne une bonne partie

des investissements publics. Il devrait s'inspirer de la pratique internationale en la matière. Sont concernés les secteurs suivants: éducation, formation professionnelle, santé, infrastructures, équipement administratif, projets d'appui institutionnel;

- Un guide d'élaboration des programmes et de choix des projets.
- Un guide pratique de gestion des projets; en effet, l'expérience montre les difficultés de la réalisation et du suivi des projets.
- Un recueil de projets type; il ne s'agit pas de proposer ou retenir des normes ou indicateurs de référence. Il s'agit, à partir de l'expérience nationale et internationale, d'une part de donner, à ceux qui préparent les projets, des informations et orientations utiles, et, d'autre part, de disposer de données quantitatives de référence.

4.6 Renforcer les structures directement concernées

De façon générale, il faut assurer le renforcement qualitatif et quantitatif des entités de l'administration économique, tout spécialement celles responsables des politiques économiques et sociales à moyen et long termes. Ce renforcement doit les mettre en mesure d'accomplir leurs tâches, principalement celles dont l'importance est soulignée tout au long de ce rapport. Il faut mettre fin aux situations où des structures sont incapables d'accomplir les missions qui leur sont théoriquement dévolues parce qu'elles n'ont pas le soutien véritable des décideurs, les aptitudes suffisantes en matière de réflexion et d'animation du processus de travail ou encore le minimum de moyens matériels nécessaires.

La création et le fonctionnement du Comité National de Concertation Stratégique, ou d'un organisme équivalent, seraient déjà une indication assez claire de la volonté politique de renforcer les travaux portant sur les moyen et long termes et joueraient ainsi un rôle de catalyseur et d'impulsion des efforts dans ce domaine. Ce Comité pourrait impulser, appuyer et suivre la bonne marche des travaux sur le long et moyen termes.

Etant donné la complexité des tâches à mener, le renforcement des capacités viendra aussi de l'accroissement de la qualification des cadres en charge du travail et de l'appel aux compétences d'experts nationaux et étrangers hautement qualifiés. Il s'agit d'assurer le recyclage ou la meilleure formation des cadres en place, l'apport de cadres nouveaux hautement qualifiés; l'échange d'expérience au niveau national et international; l'appel à des consultants guinéens et étrangers sur la base de termes de référence appropriés.

Le renforcement des moyens matériels signifie que soient donnés aux services concernés la documentation nécessaire et les moyens de la conserver, les équipements et logiciels informatiques utiles à leur travail, les locaux adéquats.

Les considérations qui précèdent s'appliquent notamment à la Direction Nationale du Plan et de l'Economie/MPF. Les moyens humains en place pourraient être mieux utilisés si leur formation est améliorée, si l'insertion des cadres hautement qualifiés disponibles ou supplémentaires est mûrement pensée, si des contacts réguliers de travail sont maintenus avec l'expertise et l'expérience internationale et étrangère, en particulier à travers un programme rationnel de Coopération technique. Les moyens matériels qui lui sont affectés sont manifestement insuffisants et des moyens complémentaires lui seront utiles pour développer le processus de préparation des politiques à moyen et long termes.

4.7 L'apport des Nations-Unies au renforcement des capacités

4.7.1. Considérations pour le renforcement de la coordination et de l'utilisation de l'assistance au développement

Dans la mesure où le maintien et l'accroissement du niveau de l'assistance internationale au développement restera important pour l'économie guinéenne, il est nécessaire d'en améliorer l'efficacité. Cela signifie une coopération accrue et une coordination améliorée de l'assistance des bailleurs de fonds par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, ainsi que celui du Plan et des Finances, aussi bien que la concentration de l'assistance dans des secteurs économiques et sociaux prioritaires sélectionnés.

A cet effet, puisque en Guinée comme dans les autres pays concernés, les bailleurs de fonds et le Gouvernement partagent la responsabilité des succès et des échecs de la coopération, ils doivent impulser en commun la coordination et la gestion de l'assistance. Aussi est-il recommandé ce qui suit:

- (i) Augmenter les crédits de l'assistance au développement, ce d'autant plus que le récent rapport sur le développement humain du PNUD a classé la Guinée au dernier rang de 160 pays. A cette occasion, faire un bilan exhaustif des activités de coopération afin d'en déterminer les points forts et faibles, les économies à réaliser et les domaines éventuellement négligés;
- (ii) le Gouvernement Guinéen doit préparer une stratégie nationale de développement en vue d'identifier les domaines prioritaires dans lesquels l'assistance sera dirigée dans le futur. A cette fin, des réunions consultatives entre le Gouvernement et ses partenaires du

développement peuvent avoir lieu qui évalueraient en particulier les besoins en aide extérieure dans ces domaines. L'assistance à l'élaboration de stratégies et politiques de développement à moyen et long termes doit être considérée comme faisant partie de ces domaines prioritaires;

- (iii) Le Gouvernement doit prendre le contrôle et la direction effective des projets et programmes financés par l'extérieur, ce tout en respectant les règles auxquelles sont eux-même soumis les bailleurs de fonds. Cela lui permettra de veiller au financement des seuls programmes et projets prioritaires;
- (iv) Le Gouvernement doit mettre au point une stratégie viable pour la coordination, le management et l'utilisation de l'assistance extérieure. Les composantes d'une telle stratégie inclueront: (a) un cadre responsable et transparent capable de suivre l'origine de toutes les ressources et la mise en oeuvre des programmes prioritaires agréés; (b) la mise en place d'une base de données sur l'aide extérieure et d'une unité qui pourrait élaborer des rapports périodiques pour le Gouvernement et les bailleurs de fonds.
- (v) Le rythme de prise de décision et de mise en oeuvre relatif aux programmes et projets doit être accentué. Il s'agit toutefois de tenir compte des délais obligatoirement longs de maturation de formulation de politiques et programmes bien conçus.
- (vi) Le Gouvernement guinéen, avec l'aide du Système des Nations-Unies doit tirer profit de l'expérience et des résultats de la coopération en Afrique et dans le Monde. A cet égard, la coopération avec les pays de la CEDEAO et

la Commission Economique pour l'Afrique doit être accentuée, le Bureau du PNUD devant, dans la mesure du possible, être plus actif en la matière.

4.7.2 L'assistance au développement et le renforcement des activités liées à la préparation et la mise en oeuvre des stratégies et politiques à moyen et long termes

Sans les apports de l'assistance technique, il n'aurait pu être accompli des tâches essentielles (conception des réformes, mise en place d'instruments techniques, élaboration de certains documents de politique sectorielle, modélisation etc). Sans cette même assistance, la poursuite de certaines de ces tâches s'avère impossible, ce qui serait une remise en cause d'efforts faits précédemment; a fortiori, la réalisation de tâches nouvelles indispensables serait impossible. Ce risque existe d'autant plus dans le domaine des politiques économiques à moyen et long termes, que peuvent exister, en liaison avec des remises en cause de la planification, des préjugés quant à leur nécessité ou des sous-estimations de leur complexité.

C'est ainsi que, aujourd'hui, les projets GUI/88/001 et PAGEN 2 sont l'un terminé, l'autre sur le point de l'être; cela signifie que la DNPE/MPF risque d'être bientôt privée de toute assistance technique. Les organes de coopération, en particulier la CEA, le PNUD, l'UNDESD, la Banque Mondiale, le FMI, la Coopération française, et la CEE doivent donc poursuivre leur apport à la DNPE/MPF et aux services chargés de la planification et de la gestion de l'économie nationale. Etant donné la situation spécifique de la Guinée, classée au dernier rang du développement humain, le Système des Nations-Unies devrait consentir un effort particulier en sa faveur.

Dans cette optique, il est urgent que le PNUD, puisque cela serait en conformité avec le 5e programme du pays, débloque les

crédits prévus pour des activités à situer surtout à la DNPE/MPF et ayant les principaux objectifs suivants : mise au point et coordination des stratégies et politiques sectorielles à moyen et long termes; mise à jour du Schéma National et des plans régionaux d'aménagement du territoire et de développement; amélioration ou mise en place d'outils d'aide à la décision; amélioration de l'information statistique; formation. Ces crédits permettront d'éviter le blocage et même l'abandon de travaux vitaux pour l'élaboration des politiques à moyen et long termes. Ils seront consacrés essentiellement: à l'appel à des consultants internationaux de haut niveau pour des missions de courte durée (politiques sectorielles spécifiques, aménagement du territoire, modélisation, bases de données etc...), à l'appel à l'expertise nationale essentiellement sous forme de consultants nationaux pour des missions de courte durée, à la disponibilité de l'équipement indispensable à la bonne marche des travaux (la DNPE n'a que 3 micros ordinateurs en état de marche), à la formation.

Il serait important que cette assistance permette un bon fonctionnement du Comité National de Concertation Stratégique (CNCS) qui pourrait donc bénéficier de l'appui d'un expert national jusqu'à 1996, d'un secrétariat muni des moyens nécessaires. D'après les informations obtenues, de 1993 à 96, le PNUD ne pourrait pas dégager autant de crédits que pour le précédent projet (rappelons que pour le précédent projet 4 millions de dollars environ avaient été débloqués); aussi est-il impératif de veiller à l'utilisation efficace des crédits qui seront attribués.

Pour sa part, la CEA, à travers en particulier ses conseillers régionaux, pourrait effectuer des missions spécifiques, qu'elle financerait le plus souvent elle-même, dans des domaines tels que la mise au point des stratégies de développement et la mobilisation des ressources financières, l'agriculture, l'énergie, le développement social, le développement statistique et de façon générale le suivi de la mise en oeuvre du présent rapport.

Il faudrait aussi explorer de financement et d'appui technique pouvant être offerts par le projet "Management Development Project" du PNUD qui, d'après les informations reçues, accepterait de financer toute initiative innovatrice dans le domaine du management de l'économie nationale. De même, l'"African Capacity Building" (Harare) pourrait être une source de l'assistance technique, en particulier pour le financement d'un Centre de perfectionnement.

ANNEXE I
BIBLIOGRAPHIE-GUINEE

(Guinée, 30 Mai-11 Juin 1993)

DOCUMENTS ÉCONOMIQUES DIVERS

1. Loi de finances 1992, février 1992, Ministère Plan et Finances
2. Loi de finances 1993, Février 1993, Spécial Horoya
3. Mémoire Economique, tomes 1 et 2. 16 Novembre 1990. Banque Mondiale. Rapport No 8774-GUI.
4. Rapport économique et social 1991. Juin 1992, Direction Nationale Plan et de l'Economie, Min. du Plan et des Finances.
5. Bilans sectoriels de l'économie guinéenne, version provisoire, Juin 1992. Projet GUI/88/001, Assistance à la capacité sectorielle de planification et de gestion de l'économie nationale, Dir. Nat. Plan et Economie, Min. Plan et des Finances.
6. Schéma directeur d'industrialisation, Juin 1991. Projet PNUD/ONUDI, Min. de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.
7. Schémas régionaux d'aménagement et de développement. 1992. DIRASSET, Dir. Nat. Plan et Economie, Min. Plan et Finances
8. Schéma directeur de développement du Tourisme et de l'Hôtellerie. Avr. 89. Secrétariat d'Etat Tourisme et Hôtellerie.
9. Programme d'investissements Publics 1993-95. Janvier 1993. Direction Nationale des Investissements Publics/MPF.
10. Méthodologie et procédure de programmation des projets d'investissements publics 1993-95. Juin 1992. Direction Nationale des Investissements Publics/ MPF.
11. Club de Paris. Procès verbal agréé relatif à la consolidation de la dette de la République de Guinée. Novembre 1992.
12. Plan de relance de l'économie guinéenne (ébauche). Ministère du Plan et des Finances/DNPDE (non date, 1992?).

13. Propositions d'axes directeurs d'une stratégie de relance de l'emploi. Mai 92. Dir.Nat.Plan et Eco., Min.Plan et Finances.
14. Cadre macro-économique annuel 1993 et note à l'attention de Monsieur le Ministre. Mai 1993. Direction Nationale du Plan et de l'Economie. Ministère du Plan et des Finances.
15. Guide d'utilisation du modèle de prévision MPEGUI, Déc.1992, Projet PAGEN2, Dir.Nat.Plan et Eco./Min.Plan et Finances.
16. Présentation du modèle PRECEGUI, Août 1990, G.Neel. Direction Nat.du Plan et de l'Economie. Ministère Plan et des Finances.
17. Programme d'activité pour l'année 1993. Janvier 1993. DNPE/MPF
18. Rapport annuel d'activités au 31 Décembre 1990, Banque Centrale de la République de Guinée.
19. Rapport annuel d'activités au 31 Décembre 1991, Banque Centrale de la République de Guinée.
20. Actions préalables et principales mesures de reformes structurelles pour le programme 1993 pouvant être appuyées par le second arrangement annuel de la FASR. draft, Décembre 1992. Note FMI/MPF.
21. Etude portant sur la mise en oeuvre de la nouvelle politique minière, Février 1993. Ministère des Ressources Naturelles, des Energies et de l'Environnement.
22. Rapport intérimaire d'activités (1993) du Ministère des Ressources Naturelles, des Energies et de l'Environnement.
23. Projet de rapport de la Direction Nationale du Commerce au Groupe consultatif (non date, 1992?).
24. Marchés Tropicaux et Méditerranéens, Spécial Guinée, No 2407 Décembre 1991.

STATISTIQUES ET COMPTABILITE NATIONALE

1. Bulletin statistique. Numéro spécial.Juillet 1990. Dir. Nat. Statistique et Informatique. Min.Plan et Coop.internationale.
2. Bulletin de Statistiques, Décembre 1992. Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique/Min.Plan et Finances.

3. Comptes Nationaux 1986-88, version SCN. Décembre 1990. Dir. Nat.Statistique et Informatique/Min.Plan et Coop.inter.
4. Comptes Nationaux 1989, version SCN. Août 1991. Dir. Nat. Statistique.et de l'Informatique/Min.Plan et Coop.inter.
5. Comptes Nationaux provisoires 1990, ver.SCN. Oct.1991. Dir. Nat.Statistique.et Informatique/Min.Plan et Coop.inter.
6. Note sur la révision des déflateurs des importations et de la consommation finale des ménages. Avril 1993. Direction Nationale du Plan et de l'Economie. Min.Plan et des Finances.
7. Tableau de bord de l'Economie Guinéenne. Avril 1993. Direction Nationale du Plan et de l'Economie. Min.Plan et des Finances.
8. Indicateurs mensuels de l'Economie Guinéenne. Mai 1993. Direction Nat.Plan et Economie. Min.Plan et des Finances.
9. Statistiques minières, Juin 93. Bureau Stratégie et Marketing/ Min.Ressources Naturelles, Energies et de l'Environnement.
10. Bulletins Trimestriels d'Etudes et de Statistique, (Décembre 1991, Sept.1992). Banque Centrale de la République de Guinée.
11. Cahiers monétaires mensuels, Mars 1993, Banque Centrale de la République de Guinée.
12. Résultats du Recensement National de l'Agriculture 1988/89. Projet PNUD/FAO/GUI.86.013. Janvier 1990. Direction Nat. Statistique et Informatique. Min.Plan et Coopération inter.
13. Rapport Général de l'Enquête agricole permanente, Campagne 1990-91. Avril 1992. Projet PNUD/FAO GUI/89/007. Système permanent de stat. agricoles. Régions naturelles couvertes: Moyenne Guinée et Guinée Forestière. Min. de l'Agriculture et des ressources Animales.
14. Rapport Général de l'Enquête agricole permanente, Campagne 1991-92. Volumes 1 et 2. Août 92. Projet PNUD/FAO GUI/89/007. Système perma.stat.agricoles.Min.Agriculture et Res.Animales.
15. Répertoire National des sociétés et des entreprises individuelles.Août 1992. Projet PAGEN2. Direction Nationale de la Statistique et Informatisation. Min. Plan et des Finances.
16. Dimensions Sociales de l'Ajustement structurel (DSA)- Enquête Sur les Informations Prioritaires (ESIP): Agriculture;

Dépenses-Revenus-Avoirs; Nutrition (Anthropométrie), Juin 1991. Projet d'Appui au développe.Socio-Economique: Enquête Permanente auprès des Ménages, Min.Plan et des Finances.

17. Recensement des Etablissements du Secteur non structure Urbain à Conakry, Kankan, Kinda, Mamou et Labe. Projet Enquête sur le Secteur Informel du Guinée, DNSI, MFCI, 1988.
17. Enquête Démographique et de Santé, 1992: Informations Préliminaires - Données de Conakry", DNSI, MPF, Août 1992.

TEXTES REGLEMENTAIRES D'ORGANISATION DE L'ECONOMIE ET PROJETS DIVERS

1. Loi organique des Finances du 28 Décembre 1991.
2. Décret 92036 du 6 Fév.1992 nommant les membres du Gouvernement.
3. Décret 92131 du 26 Mai 1992 portant attributions et organisation du Ministère du Plan et des Finances.
4. Arrêté du 15 mars 1993 portant attributions et organisation de la Direction Nationale du Plan et de l'Economie/MPF.
5. Arrêté conjoint du 15 Mars 1993 fixant le cadre organique de la Direction Nationale du Plan et de l'Economie/MPF.
6. Décret 92313 du 3 Sep.1992 portant attributions et organisation du Ministère de l'Agriculture et des ressources animales.
7. Décret 93020 du 18 Février 1993 portant création, attributions et organisation du bureau de coordination de la politique agricole du Min.Agriculture et des Ressources Animales.
8. Décret 92224 du 3 Sep.92 portant attributions et organisation du Min.de l'industrie, des petites et moyennes entreprises
9. Arrêté du 3 novembre 1992 fixant les attributions et l'organisation de la Dir.Nat.du Développement Industriel/MIPME.
10. Arrêté conjoint du 12 Novembre 1992 fixant le cadre organique de la Direction nationale du Développement Industriel/MIPME.

11. Décret 92221 du 3 Sep.1992 fixant les attributions et l'organisation du Ministère des Ressources Naturelles, des Energies et de l'Environnement.
12. Décret fixant les attributions et l'organisation du Bureau de stratégie et du marketing minier.
13. Code des Activités économiques, Mars 1993. Journal officiel de la République de Guinée.
14. Plan Comptable Général Guinéen - Applicable à toute entreprise exerçant une activité sur le territoire de la République de Guinée. Ministère du Plan et de la Coopération internationale, Février 1990.
15. Activités opérationnelles du Système des Nations Unies pour le développement de la Guinée; Conakry Mai 1993. Rapport du Coordonnateur Résident pour 1992. P.N.U.D.
16. Draft d'un cadre de formulation de projet Gui/92/001, mission DESD, Guinée, Juillet 1991.
17. PAGEN II. Aide Mémoire de la Banque mondiale du 4 Mars 1993.
18. Gui/88/0011, Note du PNUD sur l'assistance à la planif. sectorielle et la justification de la révision budgétaire.

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

(Guinée, 30 Mai-11 Juin 1993)

Ministère du Plan et des Finances:

M. Ibrahima CAMARA, Secrétaire Général

Direction Nationale du Plan et de l'Economie:

1. M. Michel Kamano, Directeur National
2. M. Djerry Keita, Directeur National Adjoint
3. M. Amadou O. Barry, Chef Division Stratégies Sectorielles.
4. M. Baba Diane, Chef Section Infrastructures/Div.Stat.Sect.
5. M. Yaya Diallo, Chef Division Planification Régionale
6. M. Alpha Ousmane Barry, Chef Division Macro-économie
7. M. Mamadou Bailo Baldet, charge de la Prévision Macro-Economique, Unité d'Analyse Macro-économie (UAM)
8. M. Niankoye Sagno, Unité d'Analyse Macro-économie (UAM)
9. M. Amadou Bah, Economiste, UAM

Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique:

1. M. Bocar Cissoko, Directeur National
2. M. Moussa Sangare, Directeur National Adjoint
3. M. Ousmane Balde, Chef Division Statistiques Générales
4. M. Sekou Dioubate, Chef Division Comptabilité Nationale
5. M. Luc M. Mbong, Conseiller Technique Comptabilité Natio.
6. M. Ibrahima H. Sylla, Economiste, Divi. Comptabilité Natio.
7. M. Lanana Sofana, Chef Section Indices des Prix

Direction Nationale des Investissements Publics:

1. M. Mamado Bolue Balde, Directeur National Adjoint

Direction Nationale du Budget:

1. M. Ibrahima Chérif Bah, Directeur National
2. M. Kante, Directeur National Adjoint
3. Mme Rigault, Conseiller
4. M. Didier Fischer, conseiller

Banque Centrale de la République du Guinée(BCRG):

1. M. Sylla Cheick, Charge d'Etudes, Direction des Etudes et la Statistique(DES)
2. M. Momodu Youla, Assistant, DES

Ministère de l'industrie, des petites et moyennes entreprises

1. M. CAMARA Ansoumane Angelo Dir.nat.adj.du dvpt indus.
2. M. Alpha I.Souare, Chef divi.politiques et strat.secto.
3. M. Ousmane Sacko, Chef de la division régionalisation

Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales:

1. M. Amadou Oury Diallo, Chef Service Suivi des Projets, BCPA (Bureau Coordination de la Politique Agricole)
2. M. Conde Mamadi, Chef Service Statistiques Agricoles

Ministère des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement:

1. M. Alpha Diallo, Bureau de Stratégie et marketing
2. M. Boubacar Bah, section statistiques/BSM
3. M. Lansana Kourouma, Coordinateur National du Conseil National de l'environnement
4. M. Oumar Camara, Conseil National de l'Environnement

Ministère du Commerce, des Transports et du Tourisme

1. M. Sekou Amadou TOP, Directeur National du Commerce
2. M. Pierre CAMARA, Chef de la Division Commerce Int./DNC
3. Mr Ibrahima BARRY, Chef du Bureau d'études/DNC
4. M. Seny CAMARA, Chef section Statistique/DNC
5. M. Mamadou DIALLO, Chef section Information-Documenta./DNC
6. M. Ansoumane BERETE, Chef divi. Accords et promo. com./DNC
7. M. Younoussa KOITA, Directeur natio. Bureau Stratégie Devt.
8. M. LOUA Félix Directeur National adjoint du tourisme

Ministère de l'Aménagement du Territoire

M. Ahmadou Gueye, Directeur National, Bureau de Stratégie et d e Développement,

Ministère de la Reforme Administrative, de la Fonction Publique et du Travail

1. M. Mohamed Bill Camara ,Directeur National de la Reforme Administrative
2. M. Lamsana Kourouma Directeur National Adjoint de la Fonction Publique

Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité

1. M. Hamadouba Tounkara, Directeur National de la décentralisation
2. M.Aly Beidra Conde, Secrétaire exécutif FAIB
3. M. Daniel Camara, chef de division des études, des projets et de la planification/DND
4. M. Mamadou Calle, charge d'études à la DEP/DND

Autres Ministères

1. M. Emanuel GNAN, Directeur Général adjoint SOTELGUI

Système des Nations Unies et autres:

1. M. Sviatoslav DYOMIN, Représentant Résident, PNUD
2. M.GUEN, Représentant Résident FMI
3. Mme C.SOULIER, Chargée d'Opérations, Banque Mondiale
4. M. Jean-Pierre REYMONDET-COMMOY, Conseiller économique,
Commission des Communautés européennes
4. M. Bernard MOKAM, Charge des Programmes, PNUD
5. Mme KAMARA, Charge des Affaires de la CEA, PNUD
6. Mme CISSOKO, Secrétaire, PNUD

ANNEXES III

TABLEAUX ET SÉRIES STATISTIQUES; CARTE DE LA GUINÉE

1. Indicateurs économiques principaux 1989-93
2. Emplois et Ressources du Produit Intérieur Brut (PIB) aux prix du marché, 1989-93.
3. Produit Intérieur Brut (PIB) aux prix du marché, par branches d'activités, 1986-91.
4. Le PIB et ses emplois, aux prix courants et aux prix constants de 1986, 1986-91.
5. Le Revenu National et son affectation, 1986-90.
6. Capital et financement, 1986-90.
7. Formation brute de capital fixe par type de biens et par secteurs institutionnels, aux prix courants, 1986-90.
8. Opérations avec l'extérieur (opérations courantes), 1986-90.
9. Consommation finale des administrations publiques, 1986-90.
10. Ressources et Dépenses du Budget, 1993.
11. Exportations et importations en millions de dollars, 1989-93
12. Exportations par produits, en volume, 1989-93.
13. Balance des paiements en millions de dollars, 1986-1991.
14. Importations par groupe de produits, 1988-1990.
15. Dette publique extérieure hors ex-URSS en 1992.
16. Production et prix au producteur des principales cultures agricoles, 1986 à 1990.
17. Cheptel et prix unitaires, 1985 à 1990.
18. Principales ressources minières.
19. Production et vente des principaux minéraux, 1980-92.
20. Variations de l'Indice des prix à la consommation à Conakry, 1989-1993 (Decembre 1991 = 100)
21. Evolution des salaires de la Fonction Publique, 1992-93.

Carte de la Guinée.

Tableau 1 - Indicateurs économiques principaux, 1989-1993

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	
CROISSANCE									
PIB		4.3%	2.4%	3.0%	4.5%	4.5%	4.5%	5.2%	t.c.
PIB par tête		1.5%	-0.4%	0.2%	1.6%	1.6%	1.7%	2.3%	t.c.
Consommation par tête		4.9%	1.9%	3.4%	-0.0%	0.9%	1.3%	1.3%	t.c.
INFLATION									
Prix à la consommation		19.4%	19.6%	16.6%	12.0%	8.0%	7.0%	6.0%	t.c.
Prix implicite du PIB		23.2%	18.7%	16.0%	13.2%	9.2%	7.2%	6.4%	t.c.
MONNAIE									
Masse Monétaire	109.30	134.80	194.20	238.70	262.30	289.57	324.36	363.04	MM GNF
M2/PIB	7.6%	7.3%	8.6%	8.3%	8.0%	8.0%	8.0%	8.0%	%/PIB
Taux de change /USD	593.0	660.8	757.8	903.0	950.0	993.7	1033.4	1064.5	GNF
Taux de dépréciation		11.4%	14.7%	19.2%	5.2%	4.6%	4.0%	3.0%	t.c.
Taux de change /FRF	93	122	135	171	185	194	202	208	GNF
Taux de dépréciation		30.9%	10.5%	27.1%	8.0%	5.0%	4.0%	3.0%	t.c.
Dépréciation pondérée		19.2%	13.0%	22.4%	6.3%	4.8%	4.0%	3.0%	t.c.
Reserves en devises au 31/12	27.5	38.7	78.9	81.8	83.2	103.5	104.1	129.9	M USD
Reserves/Imports	2.5	3.5	7.5	7.6	7.9	10.2	9.7	11.5	semaines
INVESTISSEMENT									
FBCF totale	16.7%	16.5%	15.7%	17.1%	16.6%	16.5%	16.8%	17.0%	% PIB
FBCF publique	7.8%	8.1%	7.0%	7.4%	7.2%	7.1%	7.3%	7.5%	% PIB
FBCF privée	8.9%	8.4%	8.6%	9.8%	9.5%	9.4%	9.4%	9.5%	% PIB
ICOR		3.8	7.2	5.5	3.9	3.8	3.7	3.3	
BUDGET DE L'ETAT									
Recettes courantes	15.5%	15.9%	14.7%	13.5%	12.6%	11.6%	11.6%	11.7%	% PIB
Dépenses courantes	13.0%	12.4%	12.5%	11.3%	9.9%	9.8%	9.7%	9.7%	% PIB
Epargne budgétaire	2.4%	3.5%	2.2%	2.2%	2.7%	1.8%	1.9%	2.0%	% PIB
Solde global	-5.0%	-4.6%	-4.6%	-4.4%	-3.2%	-3.8%	-3.8%	-3.9%	% PIB
Besoin de financement (+)	0	0	0	-0	53	27	31	37	M USD
BALANCE DES PAIEMENTS									
Exportations FOB		8.9%	-6.8%	-15.0%	5.5%	8.2%	7.5%	10.0%	t.c.
Importations CAF		6.5%	-5.9%	3.6%	-1.4%	0.2%	6.0%	6.0%	t.c.
Couverture FOB/CAF	97.2%	99.3%	98.4%	80.7%	86.4%	93.2%	94.6%	98.1%	%
Solde sur B & S	-52.4	-41.2	-50.5	-188.7	-147.4	-98.1	-93.9	-69.6	M USD
Compte courant	-207.1	-197.1	-177.3	-264.5	-191.4	-151.9	-134.9	-104.3	M USD
Compte courant	-8.5%	-7.5%	-6.4%	-8.9%	-5.9%	-4.3%	-3.5%	-2.5%	% PIB
Solde global	-27.2	-37.5	-67.6	-82.5	48.9	34.7	93.6	132.4	M USD
Solde global	-1.1%	-1.4%	-2.4%	-2.8%	1.5%	1.0%	2.4%	3.2%	% PIB
Besoin de financement	-0	-0	0	-0	-26	-73	-145	-124	M USD
DETTE									
Service de la Dette	185.6	196.6	222.7	183.7	152.4	157.6	150.2	160.5	M USD
Service de la Dette	24.8%	24.2%	29.3%	26.2%	22.2%	21.2%	18.8%	16.3%	% EXP
Encours de la Dette	1964.2	2109.2	2234.5	2299.2	2445.1	2567.7	2722.8	2904.4	M USD
Encours de la Dette	61.0%	60.8%	60.3%	77.3%	75.8%	73.4%	71.2%	69.2%	% PIB
PIB à prix courants	1.438.86	1.850.04	2.247.84	2.684.28	3.174.21	3.619.58	4.054.53	4.537.97	MM GNF
PIB à prix courants (1)	2.423.6	2.611.7	2.783.9	2.972.6	3.226.3	3.498.6	3.821.6	4.199.9	M USD

(1) : conversion GNF/USD en 1992

Tableau 2 - Emplois et Ressources du Produit intérieur brut (PIB)
aux prix du marché (en million de FG)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB	1438.86	1850.04	2247.84	2684.28	3174.21	3619.58	4054.53	4537.97
Importations	474.39	563.04	613.26	758.92	793.42	836.92	922.99	1008.66
Total Ressources	1913.25	2413.08	2861.10	3443.19	3967.62	4456.50	4977.52	5546.63
Consommation finale	1194.13	1535.84	1885.08	2346.15	2722.35	3046.42	3390.82	3739.34
Publique	134.42	194.54	234.22	269.62	290.32	326.18	362.45	401.55
Privée	1059.71	1341.30	1650.87	2076.53	2432.03	2720.24	3028.38	3337.78
FBCF	239.77	304.90	352.32	480.26	528.06	598.62	679.25	769.85
Administration	112.40	150.27	158.37	197.34	227.45	257.99	297.54	338.09
Privée	127.37	154.63	193.95	262.92	300.60	340.64	381.70	431.77
Mines	23.35	40.31	50.00	74.23	75.30	79.56	83.49	95.58
Autres entreprises	71.06	68.43	82.24	107.13	126.41	146.94	167.58	189.55
Menages	32.96	45.89	61.71	81.56	98.89	114.14	130.64	146.63
Variation de stocks	36.07	36.50	48.69	48.22	63.80	72.05	81.49	102.84
Exportations	443.29	535.84	575.01	588.56	653.42	739.40	825.96	934.60
Total Emplois	1913.25	2413.08	2861.10	3443.19	3967.62	4456.50	4977.52	5546.63

	taux de croissance en %							
	tx moy	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB	17.8	28.6	21.5	19.4	18.3	14.0	12.0	11.9
Importations	11.4	18.7	8.9	23.8	4.5	5.5	10.3	9.3
Total Ressources	16.4	26.1	18.6	20.3	15.2	12.3	11.7	11.4
Consommation finale	17.7	28.6	22.7	24.5	16.0	11.9	11.3	10.3
Publique	16.9	44.7	20.4	15.1	7.7	12.4	11.1	10.8
Privée	17.8	26.6	23.1	25.8	17.1	11.9	11.3	10.2
FBCF	18.1	27.2	15.6	30.6	14.7	13.4	13.5	13.3
Administration	17.0	33.7	5.4	24.6	15.3	13.4	15.3	13.6
Privée	19.1	21.4	25.4	35.6	14.3	13.3	12.1	13.1
Mines	22.3	72.6	24.0	48.5	1.4	5.7	4.9	14.5
Autres entreprises	15.0	-3.7	20.2	30.3	18.0	16.2	14.0	13.1
Menages	23.8	39.2	34.5	32.2	21.3	15.4	14.5	12.2
Variation de stocks	16.1	1.2	33.4	-1.0	32.3	12.9	13.1	26.2
Exportations	11.2	20.9	7.3	2.4	11.0	13.2	11.7	13.2
Total Emplois	16.4	26.1	18.6	20.3	15.2	12.3	11.7	11.4

	(Pourcentage du PIB)							
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Importations	32.97	30.43	27.28	28.27	25.00	23.12	22.76	22.23
Total Ressources	132.97	130.43	127.28	128.27	125.00	123.12	122.76	122.23
Consommation finale	82.99	83.02	83.86	87.40	85.76	84.17	83.63	82.40
Publique	9.34	10.52	10.42	10.04	9.15	9.01	8.94	8.85
Privée	73.65	72.50	73.44	77.36	76.62	75.15	74.69	73.55
FBCF	16.66	16.48	15.67	17.15	16.64	16.54	16.75	16.96
Administration	7.81	8.12	7.05	7.35	7.17	7.13	7.34	7.45
Privée	8.85	8.36	8.63	9.79	9.47	9.41	9.41	9.51
Variations de stocks	2.51	1.97	2.17	1.80	2.01	1.99	2.01	2.27
Exportations	30.81	28.96	25.58	21.93	20.59	20.43	20.37	20.60
Total Emplois	132.97	130.43	127.28	128.27	125.00	123.12	122.76	122.23

Sources: MPF

Tableau 3: Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, par branches d'activités économiques, 1986-91

(en millions de FG)

	1986	1987	1988	1989	1990
Produit intérieur brut par secteur d'activité	665346	874566	1131112	1438859	1860453
I. Secteur primaire	202675	246291	310690	339147	373786
11. Agriculture, chasse	156981	175792	223190	241411	260927
12. Sylviculture et exploitation forestière	17205	28336	39558	43516	50261
13. Pêche	1152	2923	3749	7092	8591
14. Elevage	27337	39240	44193	47128	54007
II. Secteur secondaire	218236	288655	343360	477600	602051
2. Industries extractives	145634	205237	229017	321973	413157
3. Industries manufacturières	28311	32790	49690	63986	76026
4. Electricité, gaz et eau	4882	4923	4820	3269	3569
5. Bâtiment et travaux publics	39409	45705	59833	88372	109299
III. Secteur tertiaire	198505	277036	382594	506832	738662
6. Commerce de gros & détail, hôtels, restaurants	144249	187776	245342	347133	543527
7. Transports, entrepôts, communications	23761	37010	65278	72183	88351
8. Banques, assurances, affaires immobilières ...	22043	42351	58157	71566	89971
91. Services marchands	8452	9899	13817	15950	16813
Ajustement prod. imputée services bancaires	-1677	-4994	-7932	-9428	-12050
IV. Services non marchands	39335	53249	80897	96135	114149
92. Administration publique	30054	40348	66226	79567	96831
93. IPSBL au service des ménages					
94. Services domestiques des ménages	9281	12901	14671	16568	17318
95. Organisations internationales					
V. Droits et taxes sur importations	8272	14329	21503	28573	43855

Source: Division Comptabilité Nationale (DNSI)

Tableau 4a : Le PIB et ses emplois
(millions de FG courants)

DESIGNATION	1986	1987	1988	1989	1990
Produit Intérieur Brut (PIB)	665 346	874 566	1 131 112	1 438 859	1 860 453
1.3.1 Remunération des Salaires	87 843	113 554	157 912	190 795	232 085
2.3.2 Excédent net d'exploitation	493 927	664 330	828 024	1 150 748	1 483 867
1.3.3 Consommation de Capital fixe	33 052	27 718	33 476	49 175	61 975
1.3.4 Impôts indirects	52 774	69 817	112 849	71 090	85 634
1.3.5 Moins subventions d'exploitation	(2 250)	(853)	(1 149)	(2 949)	(3 109)
Emplois du PIB	665 346	874 566	1 131 112	1 438 359	1 860 453
2.2.20 Consommation finale des Adm. public	58 893	81 947	102 056	125 316	162 845
2.2.30 Consommation finale privée	455 301	568 580	904 693	1 086 690	1 411 993
4.2.5 Variation des stocks	30 166	159 567	29 104	36 065	23 459
4.2.6 Formation Brute de Capital Fixe	104 911	159 567	175 891	239 766	293 238
1.2.10 Exportation de biens et services	235 363	287 871	297 316	415 818	527 208
1.1.10 Moins imports de biens et services	219 288	255 929	377 948	463 796	558 288

Source : MFF - (DNSI 1992)

Tableau 4b.: Emplois du PIB à prix constants de 1986

Désignation	1986	1987	1988	1989	1990
• Produit Intérieur Brut (en milliers FG)	665 346	687 302	725 104	759 909	794 865
• Consommation finale des Admin. Publiques	58 893	66 605	71 194	76 193	83 050
• Consommation finale privée	455 301	417 038	502 294	515 071	530 523
• Variations des stocks	30 166	24 331	17 235	16 950	15 255
• Formation brute de capital fixe	104 911	106 385	110 798	120 642	130 293
• Exportation de biens et de services	235 363	254 602	261 107	267 479	277 371
• Moins importations de biens et services	(219 288)	(181 659)	(237 524)	(236 426)	(241 627)
• Taux de croissance de l'économie en termes réels (en %)		3,3	5,5	4,8	4,6
• Taux d'investissement	15,8	15,5	15,3	15,9	16,4
• Indice implicite du PIB	100,0	127,2	156,0	189,3	234,1
• Variation de l'indice de prix implicite du PIB (en %)		27,2	22,6	21,4	23,6

Tableau 5 : Revenu national et son affectation
(millions de FG)

DESIGNATION	1986	1987	1988	1989	1990
Revenu disponible	580 544	786 274	1 059 470	1 321 785	1 710 422
3.4.7 Solde de la Pénalisation salariale en prov du R.D.M	0	0	0	0	0
3.3.2 Excédent net d'exploitation	493 927	664 330	828 024	1 130 748	1 483 867
3.4.10 Solde du Reven de la propriété et de l'entreprise en prov du R.D.M	(61 123)	(66 890)	(76 741)	(118 719)	(144 210)
3.3.4 Impôts indirects	52 774	69 817	112 849	71 090	85 634
3.3.5 Mais Subventi d'exploitation	(2 250)	(853)	(1 149)	(2 949)	(3 109)
3.6.23 Autres transfe courants reçus nets e provenance du R.D.M	9 373	6 315	38 575	50 820	56 155
Affectation du Revenu Disponible	580 544	786 274	059 470	1 321 785	1 710 422
3.2.20 Consommation Finale Adm. publiques	58 893	81 947	102 056	125 316	162 843
3.2.30 Consommation Finale Privée	455 301	568 580	904 693	1 086 690	1 411 993
3.7.1 Epargne Nette	66 351	135 747	52 720	110 779	135 587

Source : MFF - (DNSI 1992)

Tableau 6 : Capital et financement
(millions FG à prix courants)

DESIGNATION	1986	1987	1988	1989	1990
Financement de l'Accumulation brute	102 469	172 070	96 205	177 744	217 141
5.7.1 Epargne nette	66 351	135 747	52 720	110 779	135 587
5.3.3 Consommation de capital fixe	33 052	27 718	33 476	49 175	61 975
5.7.6 Transferts en capital reçus nets en provenance du RDM	3 066	8 606	10 008	17 790	19 579
Accumulation Brute	102 469	172 070	96 205	177 744	217 141
5.2.5 Variation stocks	30 166	32 530	29 104	36 065	23 459
5.2.6 Formation brute de capital fixe	104 911	159 567	175 891	239 766	293 238
5.7.5 achats nets, des ventes, au RDM NDA	0	0	0	0	0
5.7.8 Capacité de fi- nancement de la Nation	(32 609)	(20 027)	(108 790)	(980 87)	(99 556)

Tableau 7.

Formation brute de capital fixe par type de biens et par secteur institutionnel de 1986 à 1991

(en millions de FS)

Biens de capital	Administrations publiques	Sociétés & quasi-stés non fina	Institutions financières	Ménages et entreprises individ	IPSEL au service des ménag	Total
	1986 1987 1988 1989 1990	1986 1987 1988 1989 1990	1986 1987 1988 1989 1990	1986 1987 1988 1989 1990	1986 1987 1988 1989 1990	1986 1987 1988 1989 1990
Bâtiments	7285 12447 10404 21861 26361	2478 3809 7377 15184 20709	497 2088 1275 5242 3674	34869 42338 41548 53622 55231		45129 60682 60304 95909 105975
Travaux publics	14729 27152 48418 56197 73082					14729 27152 48418 56197 93791
Travaux de mise en valeur des terres et d'aménagement des plantations...	2455 7532 14439 19890					0 2455 7532 14439 19890
Matériel de transport	4967 11714 9712 14051 21423	17941 17585 5283 3938 6917	695 68 21 330 245	5560 6500 7350	34 30 35 30	23603 34901 26546 25674 28615
Machines et matériels d'équipement	6940 16563 4567 10427 11272	8626 8691 15095 23178 41427	295 1127 2219 3183 4245	2215 3869 3223	450 625 688 800	15881 29046 25575 40699 57744
Ateliers de reproduction, ateliers de traitement laitiers				5569 5331 7516 6848 7932		5569 5331 7516 6848 7932
Total	33941 70331 80633 116973 152028	29045 30885 36755 42300 69053	1487 3283 3515 8725 8164	140436 55364 60333 71043 83163	0 484 655 723 830	104911 159567 175891 239766 313947

* A partir de 1987, une partie du matériel de transport et des biens d'équipement des entrepreneurs individuels est classée en FBOF

** La FBOF des IPSEL au service des ménages a été estimée pour les seuls postes de matériel de transport et d'équipement.

Source: Division Comptabilité Nationale (DNSI)

141
Tableau 8. Opérations avec l'extérieur
(Opérations courantes: millions FG)

		Flux	Type d'opération	1986	1987	1988	1989	1990	1991
1	6.2.11.1	Exportations de marchandises fob		195 382	242 248	242 497	398 848	507 821	
2	6.2.11.2	Transports et communications		343	1 484	3 288	4 181	5 288	0
3		I. Transport de marchandises		0	0	24	31	40	
4		II. Autres		343	1 484	3 244	4 120	5 248	0
5	6.2.11.3	Services d'assurances		0	0	0	0	0	
6		I. Assurances de marchandises importées							
7		II. Autres							
8	6.2.11.4	Achats directs à l'intérieur, des organismes extra-territoriaux		18 389	18 584	10 835	11 377	12 515	
9	6.2.11.9	Produits divers							
10	6.2.11.10	Correction pour passer au concept de changement de propriété		385	1 017	1 311	1 442	1 888	
11	6.2.12.1	Achats directs à l'intérieur, des ménages non résidents							
12	6.2.10	Exportations de biens et services		214 459	284 333	257 911	415 818	527 206	0
13	6.4.1	Rémunération des salariés		0	0	0	0		
14	6.4.9	Revenu de la propriété et de l'entreprise		2 957	2 887	16 207	17 472	19 219	0
15	6.6.22	Autres transferts courants provenant du reste du monde		13 848	13 020	85 048	73 473	83 338	
16		I. Aux administrations publiques		11 852	12 647	38 389	50 348	57 898	
17		II. Aux autres secteurs résidents		2 298	373	18 649	23 127	25 440	
18		Ressources courantes de la Nation		231 263	280 240	329 188	506 783	626 785	0
19	6.1.11.1	Importations de marchandises caf		205 909	234 457	228 887	428 205	515 580	0
20	6.1.11.1i	Importations fob		178 103	205 010	187 873	387 830	443 399	
21	6.1.11.1ii	Services de transport de marchandises importées fournis par les non résidents		29 806	29 447	41 914	60 355	72 181	
22	6.1.11.1iii	Services de transport de marchandises importées fournis par des branches d'activités marchandes résidentes							
23	6.1.11.2	Autres services de transports et communications fournis par des non résidents		1 559	8 054	6 885	9 015	10 818	
24	6.1.11.1iv	Services d'assurances de marchandises importées fournis par des non résidents							
25	6.1.11.1v	Services d'assurances de marchandises importées fournis par des branches d'activité marchande résidentes							
26	6.1.11.3	Autres services d'assurances fournis par des non résidents							
27	6.1.11.4	Achats directs de biens de capital à l'extérieur, des branches non marchandes des administrations publiques		8 603	11 098	22 240	12 292	14 750	
28	6.1.11.9	Produits marchands divers							
29	6.1.11.10	Correction pour passer au concept de changement de propriété		3 230	5 929	13 804	14 284	17 140	
30	6.1.12.1	Achats directs à l'extérieur, des ménages résidents							
31	6.1.12.2	Achats directs courants à l'extérieur, des branches non marchandes des administrations publiques							
32	6.1.10	Importations de biens et services		219 301	256 537	272 295	483 798	558 288	0
33	6.3.1	Rémunération des salariés		0	0	0	0		
34	6.4.8	Revenu de la propriété et de l'entreprise		84 079	89 777	92 948	136 181	163 429	0
35	6.6.21	Autres transferts courants au reste du monde		4 475	6 705	18 473	22 653	27 183	
36		I. des administrations publiques		0	609	841	771	925	
37		II. des autres secteurs résidents		4 475	6 096	15 832	21 882	26 258	
38		Emplois courants de la Nation		287 855	333 019	381 718	622 640	748 900	0
39	6.7.3 ou 6.7.	Solde des opérations courantes avec le reste du monde		(58 592)	(52 779)	(52 551)	(115 877)	(119 135)	0
40	6.7.8	Solde de transferts en capital provenant du reste du monde		3 088	8 608	10 008	17 790	19 578	0
41		I. Aux administrations publiques		3 088	8 608	10 008	17 790	19 578	
42		II. Aux autres secteurs résidents		0	0				
43	6.7.5	Moins achats, nets des ventes, au reste du monde d'actifs incorporels n.d.a							
44	6.7.5 ou 6.7.	Capacité de financement de la Nation 39 + 40 + 43 ou 45 - 63		(53 526)	(44 174)	(42 543)	(98 087)	(99 556)	0

Source - DNSI

Tableau 9 : Consommation finale des administrations publiques
(1986 à 1989)

Années	1986	1987	1988	1989	1990
Consommation finale des A.P. à prix courants	58 953	74 326	86 089	125 316	162 843
Rémunération des salariés	26 982	28 954	50 210	69 082	83 117
Consommation intermédiaire	29 729	43 020	37 147	59 140	74 165
CCF moins ventes des biens et services non marchands et production des biens et services marchands)	2 251	2 352	-1 268	-2 906	5 561

Source: MFP-DNSI, Guinée

Tableau 10a - Ressources du Budget
(million FG)

	PREVISIONS 1993	ENCAISSEMENTS Mars 93	ENCAISSEMENTS CUMULES	% EXEC /PREV ANN
RECETTES FISCALES	375.160	24.955	71.909	19,2%
Fiscalité minière	139.200	9.457	27.582	19,8%
TSPP	69.200	4.880	15.801	22,8%
Douanes hors mines et TSPP	132.000	9.264	24.223	18,4%
Autres recettes fiscales	34.760	1.355	4.303	12,4%
RECETTES NON FISCALES	21.770	1.248	6.752	31,0%
TOTAL RECETTES PROPRES	396.930	26.203	78.661	19,8%
RES. EXT. HORS PROJETS	54.700	0	12.605	23,0%
Emprunts hors projets	18.200	0	12.605	69,3%
Dons hors projets	36.500	0	0	0,0%
RESSOURCES TOTALES	451.630	26.203	91.266	20,2%
Ressources de trésorerie	0	(1.422)	2.316	

Source: MPF

Données provisoires

Tableau 10b

Dépenses du budget
Millions de FG

	Prévisions 1993	Engagements à fin Mars	Taux Exéc /Prév Ann	Paiements à fin Mars	Taux Exéc /Prév Ann
DETTE PUBLIQUE	247.689	13.583	5,5%	20.859	8,4%
dont					
Intérêts	85.011	1.119	1,3%	10.761	12,7%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	256.925	56.346	21,9%	14.028	5,5%
PERSONNEL	140.539	34.517	24,6%	3.145	2,2%
ACHATS DE B & S	92.311	18.189	19,7%	8.693	9,4%
INTERVENTIONS	24.076	3.639	15,1%	2.190	9,1%
INVESTISSEMENTS SUR BND	59.237	1.645	2,8%	539	0,9%
TOTAL DEPENSES SUR BND	563.851	71.574	12,7%	35.426	6,3%
Opérations de Trésorerie	0	0		22.118	

Source: MPF

Données provisoires

144
Tableau 11 - Exportations et Importations en millions de dollars
1989-93

Cadre Macro-économique DNPE

EXPORTATIONS (en millions de USD)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
bauxite CBG	331.6	364.2	355.7	335.0	321.5	335.4	344.6	370.0
bauxite OBK	84.2	81.6	63.1	23.1	34.6	41.8	47.1	53.9
alumine	130.5	166.0	153.5	102.5	118.3	121.9	132.0	142.8
fer	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
diamant	67.3	63.8	54.8	55.4	53.9	57.9	61.7	65.5
or	51.3	46.4	31.7	21.6	27.6	33.5	41.7	52.1
café	23.1	22.0	23.5	29.1	36.8	46.9	54.8	63.9
poisson	11.3	13.6	17.4	19.1	23.1	27.1	30.4	34.4
autres	19.7	25.0	30.0	34.5	38.6	43.3	48.5	54.3
services non facteurs	28.6	28.3	29.1	31.5	33.4	36.3	38.5	41.2
Total exportations	747.5	810.9	758.8	651.8	687.8	744.1	799.2	878.0

Sources: MPF, MRNE

IMPORTATIONS (en millions de USD)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Produits alimentaires	197.6	180.6	169.7	168.1	159.4	152.3	153.8	155.2
Autres biens de cons.	111.8	116.9	117.5	122.7	122.8	126.2	135.6	145.7
Produits pétroliers	106.4	139.9	113.1	117.9	116.2	117.4	125.3	133.7
Biens intermédiaires	187.6	199.3	196.2	203.1	204.4	208.1	223.1	239.1
Biens d'équipement	136.6	151.3	145.1	156.6	154.9	155.1	166.7	179.2
Total CAF	740.0	788.0	741.7	766.5	757.6	759.0	804.4	852.9
Services non facteurs	60.0	64.0	67.6	71.9	77.6	83.2	88.7	94.7
Total importations	800.0	852.1	809.3	840.4	835.2	842.2	893.1	947.6

Sources: MPF, PAC

145
Tableau 12 - Exportations par produit, en volume, 1989-93
(en dollars)
Cadastre Macro-économique DNPE

EXPORTATIONS

(volumes et prix en USD)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PRODUITS MINIERs								
Bauxite CBG	331.6	364.2	355.7	335.0	321.5	335.4	344.6	370.0
Bauxite ('000000 T)	11.18	10.44	10.62	11.03	11.50	12.00	12.00	12.36
Prix (USD/T)	28.19	33.23	32.33	29.28	26.60	26.60	27.27	28.36
Bx calc ('000000 T)	0.14	0.13	0.10	0.10	0.12	0.12	0.13	0.13
Prix (USD/T)	122.30	130.37	129.36	125.38	130.00	130.00	133.90	144.61
Bauxite OBK	84.2	81.6	63.1	23.1	34.6	41.8	47.1	53.9
Volume ('000000 T)	3.16	2.98	2.83	1.19	1.33	1.46	1.61	1.77
Prix (USD/T)	26.61	27.42	22.32	19.50	26.03	26.60	29.31	30.49
Alumine (Friguia)	130.5	166.0	153.5	102.5	118.3	121.9	132.0	142.8
Volume ('000 T)	623.76	631.20	631.80	553.84	650.00	670.00	700.00	720.00
Prix (USD/T)	209.20	263.00	243.00	185.10	182.00	182.00	188.55	198.36
Diamant AREDOR	56.1	45.2	35.3	26.5	26.7	29.2	31.2	33.1
Vol. ('000 carats)	162.90	146.40	108.53	71.51	80.81	87.27	92.51	97.13
Prix (USD/carat)	344.60	309.00	325.00	370.40	331.00	334.30	337.70	341.00
Diamant artisanal	11.1	18.5	19.5	28.9	27.1	28.7	30.5	32.3
Vol. ('000 carats)	100.00	100.00	100.00	120.00	126.00	132.30	138.92	145.86
Prix (USD/carat)	111.28	185.40	195.00	240.76	215.15	217.30	219.51	221.65
Or								
AREDOR	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Volume (T)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Prix (USD/once)	381.00	364.05	362.00	354.76	368.95	383.71	402.89	423.04
AUG	13.3	19.6	15.4	12.0	12.7	12.8	14.0	15.3
Volume (T)	1.14	1.72	1.47	1.08	1.22	1.22	1.27	1.32
Prix (USD/once)	361.10	355.30	326.10	345.00	325.00	326.15	342.46	359.58
Artisanal	38.1	25.0	14.9	7.8	12.5	17.8	24.2	32.4
Volume (T)	3.00	2.00	1.30	0.70	1.20	1.70	2.20	2.80
Prix (USD/once)	361.10	355.30	326.10	345.00	325.00	326.15	342.46	359.58
PRODUITS AGRICOLES								
Café	23.1	22.0	23.5	29.1	36.8	46.9	54.8	63.9
Volume ('000 T)	11.00	13.20	15.20	17.50	20.60	24.20	26.60	29.30
Prix (USD/'000Kg)	2.10	1.67	1.54	1.67	1.79	1.94	2.06	2.18
Poisson ('000000USD)	11.25	13.60	17.39	19.07	23.06	27.07	30.38	34.42
Autres ('000000 USD)	19.70	25.00	30.00	34.50	38.64	43.28	48.47	54.29
	664.901	720.162	657.383	535.778	553.515	587.691	623.582	679.786
Services non facteurs	28.62	28.33	29.11	31.46	33.44	36.29	38.47	41.21

Tableau 13 - Balance des Paiements (en millions de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991 [*]
I. Transactions courantes (hors Fin. exceptionnel)	-124,71	-45,48	-226,93	16,99	-202,62	-190,90
A. Marchandises (FOB)	83,94	164,38	1,25	64,03	85,45	108,34
Exportations	506,64	544,65	511,87	595,57	671,20	692,00
Importations	-422,70	-380,27	-510,62	531,55	585,75	583,66
B. Services nets	-233,50	-224,56	-309,38	-325,96	-358,75	-405,21
Expeditions et autres transp.	-85,00					
Intérêts sur dette publique	-68,35	-76,96	-95,18	-112,71	-139,36	-123,92
Autres services et revenus	-80,15	-53,70	-71,73	-58,60	-72,95	-66,19
Compagnies minières	(-108,71)	-93,90	-142,47	-154,65	-146,01	-215,10
. Amortissements d'emprunts	24,84	(-97,54)	(95,19)	--	--	--
C. Transferts sans contrepartie	-5,97	14,72	81,21	278,92	70,25	105,97
Privés	30,81	-13,34	1,72	-0,94	-32,49	2,06
Publics		28,06	79,49	279,86	102,74	103,91
II. Capitaux autres que Réserves et Fin. Exceptionnel	-10,55					
A. Capitaux à LT	147,38	51,16	28,08	-158,96	53,81	23,67
Investissements directs	8,40	-43,03	27,51	-117,41	101,53	53,98
Secteur officiel résident	152,68	12,85	15,67	10,80	17,86	27,54
Tirages sur emprunts	(-302,78)	-40,19	-15,86	-147,90	65,27	16,28
Amortissements d'emprunts	(-150,10)	(93,11)	(147,04)	194,18	203,09	176,27
Banques	--	(-133,30)	(-162,90)	-143,40	-137,82	-159,99
Autres secteurs	-13,70	--	--	1,37	12,51	--
B. Capitaux à CT	-157,93	15,69	27,70	18,31	5,89	10,16
Secteur officiel résident	-128,70	8,13	0,57	-41,55	-47,72	-30,31
Banques	-26,39	-18,03	-16,51	-6,82	-21,64	-22,11
Autres secteurs	-2,84	-13,03	30,29	-10,02	-15,61	-9,38
	18,17	-13,53	-13,21	-24,71	-10,47	1,18
III. Erreurs et Omissions nettes		-1,93	-8,08	-48,36	45,79	37,84
IV. Postes de Contrepartie	--	--	--	16,81	15,11	6,23
V. Balance globale	-117,10					
		-98,57	-206,93	-173,53	-87,91	-123,16
VI. Financement	117,10					
A. Exceptionnel	132,02	98,57	206,93	173,53	87,91	123,16
dont arriérés de paiement	--	110,43	174,07	186,25	114,41	167,56
B. Variation globale des réserves	--	--	--	69,03	100,44	126,30
	-14,92	-11,86	32,86	-12,72	26,50	44,40

* données provisoires.

Source: Banque Centrale de la République du Guinée (BCRG).

Tableau 14 : Répartition par groupes de produits des importations contrôlées
par le Bureau Veritas de Conakry

(valeur FOB en milliers de FG)

TRIMESTRES	PRODUITS ALIMENT. ET ANIMAUX VIVANTS	BOISSONS ET TABACS	MATIERES BRUTES NON COMESTIBLES	COMBUSTIBL. MINERAUX, LUBRIFIANTS ET PRODUITS CORRUES	HUILES, GRAISSES ET CIRES D'ORIG. ANIMALES VEGETALES	PRODUITS CHIMIQUES ET PRODUITS CORRUES,	ARTICLES MANUFACTU- RES CLASSES SECON LA MATERIE 1000	MACHINES ET MATERIELS DE TRANSPORT	ARTICLES MANUFAC- TURES DIVERSES	ARTICLES ET TRANSACTIONS NON CLASSES Ailleurs DANS LA CCI	TOTAL
1988											
1er trimestre	13 565 132	1 416 129	617 183	1 603 318	611 313	2 545 473	5 146 011	8 607 724	1 428 450	1 770 879	37 311 612
2ème trimestre	10 580 932	1 234 383	365 332	333 122	335 931	1 011 199	3 691 877	3 060 757	624 886	1 424 653	22 663 072
3ème trimestre	5 261 408	524 416	355 085	810 017	503 958	1 230 749	1 862 914	6 045 611	716 875	1 750 346	19 061 408
4ème trimestre	6 424 702	1 579 319	632 604	1 520 149	1 037 867	1 372 961	2 442 791	2 625 466	580 311	2 557 689	20 753 859
TOTAL	35 832 174	4 754 276	1 970 205	4 266 606	2 489 069	6 160 382	13 143 593	20 339 558	3 330 522	7 503 567	99 789 951
1989											
1er trimestre	21 214 197	669 072	343 367	2 111 357	1 305 736	2 283 279	3 072 789	3 195 715	916 234	2 116 687	37 228 435
2ème trimestre	12 894 118	1 321 188	2 098 016	3 910 445	1 008 081	1 696 384	2 653 899	3 528 660	707 754	2 576 088	32 394 634
3ème trimestre	8 651 151	1 115 487	379 401	1 687 457	369 928	2 327 256	3 091 585	4 916 333	653 885	2 037 823	25 230 308
4ème trimestre	19 052 717	1 328 830	533 378	1 651 388	701 949	1 741 953	4 345 544	5 192 371	1 463 934	1 860 394	37 872 458
TOTAL	61 812 183	4 434 577	3 354 162	9 360 647	3 385 695	8 048 872	13 163 818	16 833 080	3 741 808	8 590 991	132 725 834
1990											
1er trimestre	17 055 655	760 271	591 753	5 153 498	1 575 063	3 908 038	5 194 511	7 761 894	1 455 412	687 960	44 144 054
2ème trimestre	8 591 233	783 197	800 565	3 067 988	1 333 415	2 988 518	6 384 755	4 677 126	1 195 409	1 388 076	31 188 260
3ème trimestre	12 899 713	880 241	240 917	880 289	937 600	3 289 874	4 030 155	5 931 053	1 250 607	236 361	30 576 811
4ème trimestre	13 461 731	1 535 390	292 688	13 428 559	708 432	3 330 043	5 758 759	4 407 921	2 173 829	122 912	45 220 267
TOTAL	52 008 332	3 959 099	1 925 923	22 530 314	4 554 511	13 514 473	21 348 179	22 777 993	6 075 257	2 435 309	151 179 392

Source : Bureau Veritas

Tableau 15: La dette publique extérieure (hors ex-URSS)
(millions USD)

<u>Créanciers</u>	<u>Encours au</u> <u>31/12/91</u>	<u>Arriérés</u> <u>au</u> <u>31/12/91</u>	<u>Service</u> <u>Prévu</u> <u>en 1992</u>	<u>Règlement</u> <u>1992</u>	<u>Taux</u> <u>d'exécution</u>	<u>Arriérés</u> <u>au</u> <u>31/12/92</u>	<u>Encours</u> <u>au</u> <u>31/12/92</u>
Club de Paris (CDP)	634,5	139,0	95,1	R	--	0	538,63
dont non rééchelonnable	326,9	7,9	17,6	17,6	100%	0	319,27
Org. internationales	731,8	1,9	22,7	22,69	100%	0	779,33
Dette avalisée (BRD/CBG)	0,0	0,0	0,0	0	--	0	0
Org. pays Arabes	74,9	1,9	4,6	4,61	100%	0	64,21
Crédits Fournisseurs	43,7	3,2	8,2	8,21	100%	0	40,46
Créances Bancaires	21,0	13,5	8,4	RN	--	0	25,22
Bilatéraux hors CDP	262,3	134,4	5,1	RN	--	0	136,55
Arriérés commerciaux	--	0,0	0,0	RN	--	0	--
TOTAL	1768,2	293,8	144,1	35,51	24,7%	0	1584,4

Source: MPF
Données provisoires

Tableau 16a: Evolution de la production agricole de 1986 à 1990

(en 000 tonnes)					
Produits	1986	1987	1988	1989	1990
Riz	510,3	515,4	525,0	560,0	570,6
Fonio	74,3	75,1	75,9	76,6	78,1
Arachides	87,3	88,2	88,5	89,2	90,9
Maïs	53,7	50,8	70,6	70,6	71,9
Plantin				40,0	40,8
Légumes				190,0	193,6
Condiments				30,0	30,6
Manioc	309,4	314,5	581,8	586,8	597,9
Mil et sorgho	3,9	4,1	5,0	5,9	6,0
Bananes	105,8	106,9	108,0	110,2	112,3
Ananas	52,1	52,6	74,4	75,7	77,1
Patates	66,8	67,5	76,8	88,8	90,4
Taro	32,4	32,7	33,4	34,0	34,7
Ignames	50,1	50,6	53,2	54,8	55,9
Mangues	56,3	56,8	57,8	140,0	142,7
Oranges	36,7	37,1	43,6	44,0	44,9
Mandarines	13,1	13,2	15,9	16,2	16,6
Palmistes	40,0	40,0	40,0	40,0	40,8
Café	18,9	19,1	21,6	21,7	22,1

Tableau 16b: Evolution du prix au producteur de 1986 à 1990

(en 000 FG/tonne)					
Produits	1986	1987	1988	1989	1990
Riz			103,0	103,0	108,2
Fonio			257,0	259,0	271,9
Arachides			72,0	75,0	78,8
Maïs			129,0	129,0	135,5
Plantin			37,0	76,0	79,8
Légumes			114,0	116,0	121,8
Condiments			352,0	355,0	372,7
Manioc			53,0	55,0	57,7
Mil et sorgho			69,0	102,0	107,1
Bananes			76,0	78,0	81,9
Ananas				127,0	133,3
Patates			77,0	78,0	81,9
Taro			265,0	270,0	283,5
Ignames			265,0	270,0	283,5
Mangues				45,0	47,2
Oranges				70,0	73,5
Mandarines				65,0	68,3
Palmistes			64,0	25,0	26,2
Café			400,0	475,0	498,7

Source : Division Comptabilité Nationale

----- Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatisation
Ministère du Plan et des Finances

Tableau 17a. Evolution du cheptel (en 000 têtes)

Espèces	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Bovins	761	927	1130	1311	1436	1580
Ovins	188	255	345	385	432	484
Caprins	204	279	381	451	492	536
Porcins	8	12	18	21	24	27
Lapins				1		1
Volaille	8	15	28	52	97	136

Tableau 17b. Prix unitaire (en 000 FG)

Espèces	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Bovins	81	85	90	95	100	107
Ovins	9	11	14	17	21	21
Caprins	3	4	7	12	18	20
Porcins	23	26	28	32	35	39
Lapins	0	1	1	2	3	5
Volaille	1	1	1	2	2	2

Source : Division Comptabilité Nationale

----- Direction nationale de la Statistique et de l'Informatisation

Tableau 18.

Principales ressources minières de la Guinée

Fer

GISEMENTS	RESERVES (milliards de tonnes)	TENEUR EN FER (%)
Mont Nimba	2	65 à 70
Mont Simandou	7	65 à 70
Kaloum (Conakry)	6	50 à 52
Forécariah (quartzitz)	0,1	40 à 50
Bassin de la Tominé	0,5	45 à 50
TOTAL	15,6	—

Source : Ministère guinéen des Mines et de la Géologie.

Bauxite

Gisements de Bauxite	RESERVES (millions de tonnes)	TENEUR (%)	
		ALUMINE	SILICE
Boké*	2 000	58 à 62	0,8 à 1
Fria*	500	45 à 48	2 à 3
Kindia*	100	48 à 52	2 à 3
Tougué*	4 000	47 à 52	3 à 4
Dabola**	1 000	48 à 52	2 à 3
Pita	200	48 à 52	2 à 3
Dinguiraye	60	45 à 48	3 à 4
Siguiiri	30	45 à 48	3 à 4
Forécariah	10	44 à 47	4 à 5
Gaoual Ayé-Koyé**	1 300	58 à 62	0,8 à 1
TOTAL	9 200	—	—

* Gisements exploités. ** Exploitation projetée.

Diamants : 200 millions de carats dont 70 % en pierres de joaillerie.

Uranium : 8 gisements uranifères ont été identifiés.

Pétrole : La prospection est en cours et a déjà révélé des indices encourageants.

Or : Réserves non évaluées dans la région de Dinguiraye-Kouroussa-Siguiiri où existe une exploitation artisanale.

Manganèse et chromite : Des anomalies de manganèse ont été identifiées à Kérouané et de chromite dans la zone de Conakry-Dubréka-Kindia.

Pyrite : Découverte récente d'un immense gisement de pyrite (sulfure de fer) dans les régions de Boké-Gaoual et Kérouané.

Cobalt : 1 gisement sur la presqu'île du Kaloum et dans la grande banlieue de Conakry.

Platine : 2 gisements dans la région de Coyah-Kakoulima.

Columbo-tantalite : 3 gisements à Kindia, Labé et Dabola.

Métaux de base : Gisements de plomb, zinc et cuivre, notamment à Kouroussa et Kissidouyou.

Source : Ministère des Ressources Naturelles, Energies et Environnement-
Bureau de Stratégie et du Marketing minier.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A)-ALUMINE (1000T)													
FRICAIA:Production													
-Al.Hydratée (1000T)							571.212	542.090	592.693	626.843	642.092	650.875	601.791
-Al.Calcinée (1000T)	691.840	626.090	534.740	573.320	537.570	571.920	555.540	542.860	588.862	619.431	631.209	631.827	561.311
Expédition													
-Al.Calcinée(1000T)	707.830	608.510	549.150	582.410	526.470	568.290	574.610	546.850	595.396	621.000	631.187	553.703	553.839
-Valeur(1000\$)											116104.000	101936.000	102300.000
B)-BAUXITE (1000T)													
FRICAIA:Production													
-Bauxite Tot.(1000T)	10065.300	9245.300	8351.000	8606.000	10880.580	9662.200	9707.400	11384.200	12539.100	12293.400	10880.580	12077.000	12367.040
-Bauxite Métal.(1000T)	9940.000	9140.000	8250.000	8510.000	9910.000	9540.000	9590.000	11270.000	12410.000	12150.000	10747.000	11976.000	12271.000
-Bauxite Cal.(1000T)	125.300	105.300	101.000	96.000	127.000	122.200	117.400	114.200	129.100	143.400	133.580	101.000	96.040
Expédition Tot.(1000T)	9121.000	8649.000	7768.000	8437.400	10570.099	8520.400	8812.200	10474.000	11126.310	11346.300	10570.099	10714.640	11128.410
-Bauxite Métal.(1000T)	9010.000	8550.000	7670.000	8400.000	8700.000	8420.000	8690.000	10350.000	10990.000	11210.000	10438.000	10619.000	11033.000
-Bauxite Cal.(1000T)	111.000	99.000	98.000	97.400	130.000	100.400	122.200	124.000	136.310	136.300	132.100	95.640	95.410
-Valeur(1000\$)											364000.000	413942.190	380963.237
O.B.K :Production Tot.(1000T)	1805.000	1501.000	2375.000	2701.000	3006.000	3012.000	3182.000	3015.000	3251.000	3050.000	3085.854	2794.607	1257.573
Expédition Tot.(1000T)	1884.000	1500.000	2444.000	2543.000	3150.000	3012.000	3081.000	3095.000	3180.000	3164.000	2970.238	2913.523	1186.097
-Valeur(1000\$)											79560.000	76015.974	26615.751
TOTAL BAUXITE:-Production (1000T)	14101.470	10975.030	12560.000	13209.000	15613.580	14630.200	14998.400	16409.200	17850.100	17543.400	16149.434	17064.607	15996.613
-Expédition (1000T)	11005.000	10149.000	10212.000	11040.400	13720.099	11532.400	11893.200	13569.000	14306.310	14510.300	13540.337	13628.163	12314.507
C)-DIAMANT (1000 carats)													
AREJOR :-Production													
-Vente (1000 carats)													
-Valeur(1000\$)													
D)-OR (kg)													
AURIFERE DE GUINEE(AUC):Production													
-Expédition(Kg)													
-Vente (Kg)													
-Valeur(1000\$)													

Tableau 20.

Variations de l'indice des prix à la consommation à Conakry
Base 100 = décembre 1991

	1989	1990	1991	1992	1993 ~	Hausses depuis début année 1993
1er Trimestre (%)	14,7	4,1	2,2	7,2	1,7	1,7
Avril (%)	2,1	2,6	0,8	0,8	-0,7	1,0
Indice à fin décembre	70,2	89,1	100,0	116,1		
Glissement annuel à fin décembre (%)	26,0	27,1	12,2	16,1		
Indice annuel moyen	68,4	79,3	94,9	110,6		
Taux annuel moyen (%)	28,2	19,4	19,6	16,6	12 (p)	

source: MPF (DNSI)

(p) prévision

Tableau 21.

Evolution des salaires de la Fonction Publique

	JAN - AVR 1992	JAN - AVR 1993	VARIATIONS 93/92
Masse salariale (mrds FG)	30,81	33,47	8,6
Effectifs moyens payés	49365	48193	-2,4
Salaire mensuel moyen pondéré (milliers FG)	156,02	173,60	11,3
Indice des prix moyen (déc 1991 = 100)	105,6	117,2	11,0
Effectifs moyens enregistrés	50624	50903	0,6

Sources: MPF (DNB, DNSI); MRAFPT (DNFP)

